

New York, ville bleue
Des emplois pour les jeunes

Ellinor Ostrom et les
« biens communs »

Tirer parti des
avantages comparatifs

Banque de données :
Les usines du monde

Eau et investissement

Quelles solutions ?

Félicitations à l'OCDE à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire



ArcelorMittal

En tant que numéro un mondial de la sidérurgie, ArcelorMittal reconnaît la contribution que l'OCDE a faite pour stimuler l'intégration et la croissance de l'économie mondiale.

Grâce à ses valeurs fondamentales que sont le Développement durable, la Qualité et le Leadership, ArcelorMittal soutient une croissance économique responsable qui privilégie la santé, la sécurité et le bien-être de son personnel, de ses co-traitants et des communautés au sein desquelles elle opère.

POINTS DE VUE

- 2 Technologie verte ; Vacances fugaces ; Éducation et technologie ; Permaculture ; Corruption ; Comment va la vie ? ; Twitter

ÉDITORIAL

- 3 Le G20 et la crise : des progrès tangibles

EN BREF

- 4 Accord fiscal au G20 ; Économie ; Repenser les subventions aux combustibles fossiles ; Verbatim ; Pays en bref ; Aider plus, aider mieux ; Lancement de *Comment va la vie ?* ; Best of...

ÉCONOMIE

- 7 Un chantier inachevé : investir en faveur des jeunes
John P. Martin, Directeur, direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales, OCDE
- 9 Immobilier : la fin de la bulle ?
- 10 Le boom des fusions
- 11 Les « biens communs », une métaphore de notre époque ?
Jesús Antón, direction des Échanges et de l'Agriculture de l'OCDE, et Jeff Dayton-Johnson, Monterey Institute of International Studies

GOUVERNANCE

- 14 À l'épreuve des chocs ?
- 16 Vos impôts sur Twitter

DOSSIER SPÉCIAL : EAU ET INVESTISSEMENT

- 18-29 Pour une eau propre et salubre ; L'eau, vers une gestion au compte-gouttes ? ; Ouvrir les vannes du développement ; Des politiques de l'eau durables ; New York, ville bleue

BLOG

- 31 Steve, Clarence, Thomas et Topsy
- 32 L'avantage comparatif : faire ce que l'on fait le mieux
- 33 Ne pas embrasser

OCDE.ORG

- 34 Actrice de changement ; Comment va la vie ? ; Un demi-siècle d'*Études économiques de l'OCDE* en ligne
- 35 Nouveau Secrétaire général adjoint de l'OCDE ; Discours récents d'Angel Gurría ; Nouveaux ambassadeurs
- 36 Programme des conférences ; Frankie.org

LIVRES

- 37 Produire durable ; Mieux comparer pour mieux éduquer
- 38 Nouvelles publications
- 42 Comment va la vie ?
BON DE COMMANDE

BANQUE DE DONNÉES

- 45 Bilan bancaire ; e-Gouv
- 46 Principaux indicateurs économiques
- 48 Usines du monde ; Prudence nucléaire



Emploi, page 7



New York, page 28



Parité : Geena Davis à l'OCDE, page 34

En couverture
Photo : Reuters/Claro Cortes

L'Observateur^{ocde}

www.observateurocde.org
© OCDE 2011

ISSN 0304-3390
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962, le magazine de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
observer@oecd.org
www.oecd.org
Publié en français et en anglais par l'OCDE

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke
RÉDACTEUR PRINCIPAL : Ricardo Tejada
RÉDACTEUR ADJOINT : Loïc Verdier
JOURNALISTES : Lyndon Thompson, Sue Kendall
ASSISTANTS : Alison Benney, Dounia Boutamdja, Ronald Cullens, Marie Francolin

MISE EN PAGE : Design Factory, Irlande
ILLUSTRATIONS : André Faber, David Rooney, Stik
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Rory Clarke
LOGISTIQUE : Jochen Picht
RESPONSABLE PUBLICITÉ : François Barnaud
RÉGIE PUBLICITAIRE : LD MEDIA DEVELOPMENT
Tél. : +33 (0)1 82 83 38 70
info@ocde-observateur.com

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles des articles de *L'Observateur de l'OCDE* doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être accompagnés de la mention « Reproduit (ou traduit) de *L'Observateur de l'OCDE* » et de la date du numéro. Les articles signés ne peuvent être reproduits ou traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires significatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef. Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre les manuscrits non sollicités.

Points de vue



Votre avis nous intéresse.

Écrivez-nous sur
observer@oecd.org ou
commentez nos articles sur
www.observateurocde.org et
www.oecdinsights.org

Technologie verte

La réutilisation de matériel est très efficace pour favoriser la croissance verte (voir « La stratégie de l'OCDE pour une croissance verte », *L'Observateur de l'OCDE* n° 285 et sur www.observateurocde.org). Pour beaucoup d'équipements, la phase de production est responsable de la majeure partie de la consommation d'énergie et de la production de CO₂, comparativement à la phase d'utilisation active du produit. Il est donc essentiel de prolonger la phase d'utilisation active du produit aussi longtemps que possible. Cela peut être fait par la remise à neuf des équipements, comme c'est déjà le cas dans l'industrie informatique – principalement pour réaliser des économies, et non en raison de considérations environnementales. Ainsi, les entreprises peuvent être vertes tout en économisant de l'argent ! La réutilisation du matériel réseau est un exemple particulièrement intéressant car il permet de réduire jusqu'à 80 % des émissions de CO₂ ! Bien sûr, la plupart des fabricants sont peu disposés à réutiliser le matériel car ils perçoivent cela comme une façon de « cannibaliser » leurs nouveaux équipements. Il est essentiel de changer les mentalités à ce sujet.

Samuel Korfmacher

Vacances fugaces

Un certain nombre de questions ne sont pas abordées ici (« Retarder l'âge de la retraite », *L'Observateur de l'OCDE* n° 234 et sur www.observateurocde.org). Les modèles hors frontières et les délocalisations encouragent la redirection de plus en plus d'activités non-manuelles, privant de leur emploi ceux qui souhaitent vraiment travailler. De plus, au cours des dernières années de travail, des horaires flexibles et davantage de vacances sont

essentiels. Les entreprises du monde occidental, et particulièrement aux États-Unis et au Canada, fondent leurs politiques de congés sur la durée de travail et non sur l'âge. Mais le volume du changement d'emploi est tel que les travailleurs les plus âgés n'atteignent jamais la durée de travail requise pour obtenir de plus longues périodes de vacances.

Afulldeck

Éducation et technologie

Il faut d'abord éduquer la société avant de faire le premier pas (« Entreprises mondiales : protéger, respecter et réparer », *L'Annuel de l'OCDE 2011* et sur www.observateurocde.org). Chez moi, en Algérie, le transfert de technologie a précédé l'évolution des mentalités. L'inverse serait plus logique !

Samyou Samiyou Younsi

Permaculture

Pourquoi la permaculture n'est-elle jamais mentionnée comme une solution ? La permaculture [ndlr : approche systémique des sociétés humaines fondée sur l'écologie et l'agriculture moderne] permettrait de résoudre bon nombre de problèmes liés aux pesticides, aux engrais, à la pénurie d'eau, au manque de biodiversité, mais également à la pauvreté et à la pollution. Une fois mis en place, le jardinage forestier permet de doubler la production par rapport aux méthodes agricoles traditionnelles. (Voir *Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011 – Pays de l'OCDE et économies émergentes*, ou sur www.oecd.org)

Christel Blanc

Corruption

Il est indéniable que les pays développés ont contribué à l'émergence de la corruption dans

les pays en développement (voir « Lutter contre la corruption dans les pays en développement » sur www.observateurocde.org). Il me semble qu'ils ont aujourd'hui une obligation morale de contribuer à combattre ce fléau.

Mongi Bouaziz

Comment va la vie ?

L'OCDE fait de son mieux pour nous fournir des outils macroéconomiques permettant d'analyser le bien-être d'un pays donné (voir « De meilleurs indicateurs pour une vie meilleure », *L'Observateur de l'OCDE* n° 284 et sur www.observateurocde.org). Peut-être les approches sociales et psychologiques ont-elles besoin d'être approfondies ! Par conséquent, une véritable démarche multidisciplinaire est nécessaire pour affiner la micro-analyse du bien-être.

Nicolas Serge

Twitter

Évasion fiscale

@guardiannews #G20 : Les mesures de répression contre l'évasion fiscale rapporteront 62 milliards de livres [96 milliards de dollars, ndlr] aux pays du G20

Butalidnl

@OECD : L'imposition des salaires devrait être complétée par un impôt sur la fortune, en remplacement des impôts sur les dividendes, les plus-values et les intérêts

Jane_sds

@butalidnl @OCDE : Le problème, c'est qu'ils peuvent toujours transférer leurs actifs sur les comptes de la société. Cela favorise toujours l'évasion fiscale

Butalidnl

@jane_sds @OCDE : Les parts du capital placées sur les comptes de la société feront toujours partie des revenus imposables. Le seul moyen d'en sortir, c'est de dissimuler physiquement l'argent

Les commentaires peuvent être reformulés pour les besoins de la publication. Vous pouvez y répondre sur www.observateurocde.org, sur notre page Facebook ou sur Twitter @OECDObserver.

Le G20 et la crise : des progrès tangibles



Les dirigeants politiques doivent se montrer visionnaires et jeter les bases d'un monde plus juste et plus solidaire

Angel Gurría,
Secrétaire général de l'OCDE

Nous restons aux prises avec la pire crise économique du dernier demi-siècle. Face aux sombres perspectives à court terme, l'opinion publique mondiale est en droit de s'interroger sur l'aptitude des dirigeants politiques à trouver une voie de sortie.

Le G20 de Cannes a-t-il changé la donne ? La crise de la dette dans la zone euro a certes focalisé l'attention. Mais derrière les gros titres, des progrès sans équivoque ont permis de relever les défis de court terme et de renforcer le rôle du G20 en tant que mécanisme de coordination et de convergence de l'économie mondiale.

À Cannes, des résultats tangibles ont notamment été obtenus en matière économique, en particulier avec l'approbation du Plan d'action du G20 pour la croissance et l'emploi. Les engagements pris par chaque pays dans ce cadre marquent un premier pas vers la concrétisation d'objectifs plus ambitieux dans les mois à venir. En matière d'emploi, la création d'un Groupe de travail du G20 qui s'intéressera prioritairement à l'emploi des jeunes est une évolution majeure. Créer des emplois est indispensable non seulement pour l'économie, mais aussi pour réduire les inégalités et remplir la mission commune du G20, définie à Cannes, de « renforcer la dimension sociale de la mondialisation ».

De même, en matière fiscale, une nouvelle étape a été franchie avec l'adoption d'une convention cruciale sur le renforcement de la coopération fiscale internationale et la lutte contre la fraude fiscale à travers le monde. Signée à Cannes par tous les pays du G20, cette convention multilatérale concernant l'assistance administrative en matière fiscale contribuera à ce qu'aucun pays ne soit privé des recettes qui lui reviennent du fait des fraudes ou des planifications fiscales agressives. Il faut rendre hommage au Président Nicolas Sarkozy pour l'élan qu'il a su insuffler à cet égard.

L'OCDE est fière du rôle essentiel qu'elle a joué dans l'élaboration de cette convention. On estime qu'environ 14 milliards d'euros de recettes fiscales ont été collectés dans quelque 20 pays auprès de riches contribuables, conscients désormais qu'il est vain de ne pas déclarer leurs avoirs à l'étranger. Les accords d'échange de renseignements qui entreront prochainement en vigueur sont également prometteurs. L'ère du secret bancaire est révolue, et nous sommes déterminés à travailler avec autant de pays que possible pour tirer au mieux parti de cette importante convention.

La confiance ne sera rétablie qu'au prix d'une réforme de fond des marchés financiers. Là encore, les dirigeants du G20 ont montré leur

détermination à faire en sorte qu'aucune institution financière ne devienne « trop grande pour faire faillite » et à appliquer les normes et recommandations du Conseil de stabilité financière (CSF) en renforçant les pouvoirs de contrôle et en améliorant la gestion des sociétés défaillantes tout en évitant de mettre en danger les contribuables. Ils se sont également engagés à appliquer pleinement les principes du CSF et de l'OCDE sur la protection des consommateurs de services financiers, adoptés pour que les gens bénéficient des marchés financiers au lieu d'en être les victimes.

Le G20 a en outre de nouveau appelé à réduire les subventions aux énergies fossiles et à mobiliser des financements afin d'atténuer le changement climatique, à améliorer la sécurité alimentaire, à résister au protectionnisme et à intensifier la lutte internationale contre la corruption. Ces actions peuvent produire de vrais résultats si elles sont menées collectivement plutôt que par chaque pays individuellement.

Nous savons que beaucoup reste à faire pour remettre en selle l'économie mondiale, assainir les marchés financiers, améliorer la gouvernance publique et rétablir la confiance et le bien-être. Mais nous savons aussi que le processus du G20 n'aboutira pas si l'on cherche à réactiver les modèles qui ont échoué. N'hésitons pas à le répéter : il n'y aura pas de progrès possible sans un équilibre plus

Créer des emplois est indispensable non seulement pour l'économie, mais aussi pour réduire les inégalités et remplir la mission commune du G20, définie à Cannes, de « renforcer la dimension sociale de la mondialisation »

durable entre l'État, les marchés, les citoyens et l'environnement. Les responsables politiques doivent montrer qu'ils sont à même de faire germer les graines de ce nouvel équilibre semées durant la crise. Ils doivent se montrer visionnaires et utiliser le processus du G20 pour vaincre la crise et jeter les bases d'un monde plus juste et plus solidaire. C'est entre autres en concrétisant les avancées réalisées à Cannes en 2011 et en les poursuivant qu'ils peuvent y parvenir.

L'OCDE a travaillé avec le G20 sur plusieurs initiatives, notamment dans le cadre du Processus d'évaluation mutuelle. Nous sommes déterminés à soutenir le G20 pour faire fructifier les résultats obtenus cette année et pour progresser davantage encore sous la présidence mexicaine en 2012. En continuant d'œuvrer aux côtés d'autres organisations internationales majeures, en particulier le CSF, l'OIT, le FMI, les Nations unies, la Banque mondiale et l'OMC, nous ferons tout ce que nous pourrions pour que le G20 tire le meilleur parti possible de notre compétence collective et de notre expertise en matière d'action publique face aux défis qui nous attendent.

www.oecd.org/secretairegeneral
www.observeurocde.org/angelgurrria

En bref

Accord fiscal au G20

Les participants au sommet du G20 à Cannes ont adopté une nouvelle convention internationale pour lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale. La Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale offre une large palette d'outils au service de la coopération fiscale transfrontalière. Elle inclut l'échange automatique de renseignements, les contrôles fiscaux simultanés multilatéraux et l'assistance au recouvrement des créances fiscales. Cet accord intervient après la publication par l'OCDE du rapport intermédiaire du Forum mondial à l'attention du G20 comprenant quelques 370 recommandations pour l'amélioration de la coopération fiscale internationale.

Il intervient également après la publication d'un autre rapport sur les dangers de l'évasion fiscale des entreprises. La crise économique et financière a creusé les pertes subies par les entreprises, avec des reports de pertes atteignant 25 % du PIB dans certains pays. Même si la plupart de ces reports sont justifiés, certaines entreprises profitent de failles dans le système et, faisant fi de l'esprit de la loi, ont recours à une « planification fiscale agressive » pour éviter de payer leurs impôts, selon le rapport de l'OCDE *Pertes d'entreprises et planification fiscale agressive*. De nombreux pays ont conçu diverses stratégies pour y faire face. En unissant leurs forces, les pays peuvent dissuader, détecter et réprimer ces pratiques, tout en garantissant certitude et prévisibilité aux contribuables honnêtes.

Voir la critique page 37 et www.oecd.org/fiscalite/transparence

Repenser les subventions aux combustibles fossiles



Shannon Stapleton/REUTERS

À Cannes, les membres du G20 ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'élimination à moyen terme des subventions inefficaces aux combustibles fossiles. L'an dernier, les États ont dépensé environ 500 milliards de dollars au titre du soutien à la consommation de combustibles fossiles. Cette dépense, responsable d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, pourrait être consacrée à d'autres domaines tels que la R&D. L'OCDE et l'AIE, dans la continuité de l'engagement pris par le G20 en 2009 d'éliminer progressivement les subventions aux énergies polluantes, soulignent que ces subventions n'atteignent pas souvent les objectifs visés, à savoir réduire la pauvreté énergétique ou promouvoir le développement économique. En revanche, elles entraînent un gaspillage d'énergie et contribuent à la volatilité des prix en brouillant les signaux du marché. Réformer ces subventions encouragerait également l'investissement dans les énergies renouvelables et améliorerait leur compétitivité.

Voir www.oecd.org/iea-oecd-ffss

Verbatim

Sortie de route ou sortie de crise ?

« Nous les hommes politiques, nous savons très bien ce qu'il faut faire [pour résoudre la crise]. Mais ce que nous ne savons pas, c'est comment être réélus si nous le faisons. »

Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg, cité par Éric Le Boucher, Slate.fr, 15 novembre 2007

« Riches de l'expérience de pays émergents ou bien de pays scandinaves, nous savons que la dépréciation de la monnaie, la restructuration de la dette, la recapitalisation des banques, un financement extérieur et un peu chance sont les ingrédients pour retrouver la croissance. »

Sebastian Paris Horvitz, stratège en chef d'HSBC banque privée en Suisse, à propos de la crise de l'euro, lemond.fr, 25 novembre 2011

« Franchement, les banques ont très mal expliqué en quoi nous contribuons à l'intérêt général. »

Bob Diamond, directeur de Barclays PLC, cité dans le Times, 4 novembre 2011

« Le monde n'est pas prêt pour la coordination mondiale. »

Titre du Wall Street Journal, 13 septembre 2011

Économie

L'activité économique poursuit son ralentissement dans la plupart des grandes économies, selon les derniers **indicateurs avancés** de l'OCDE. Les indicateurs, qui comprennent les carnets de commande, les permis de construire et les taux d'intérêt à long terme, ont baissé de 0,5 points en août pour le cinquième mois de décélération consécutive.

Le **PIB** de la zone OCDE a baissé pour le quatrième trimestre consécutif, atteignant 0,2 % au second trimestre 2011, contre 0,3 % à la période précédente. Ce ralentissement a été

particulièrement marqué au sein de l'UE et de la zone euro, la croissance passant à 0,2 %, contre 0,8 % au trimestre précédent. La formation brute de capital fixe a ajouté 0,2 points de pourcentage à la croissance générale, alors que la consommation privée a continué de ralentir, particulièrement en France, en Allemagne et au Royaume-Uni, où elle a fait baisser la croissance du PIB total de 0,4 %.

Dans la zone OCDE, les **prix à la consommation** ont augmenté de 3,3 % sur l'année précédant septembre 2011, contre 3,2 % en août, soit la plus forte hausse depuis octobre 2008. Les prix de l'énergie ont progressé de 14,2 %, tandis que

les prix de l'alimentation ont augmenté de 4,2 %, contre 4,6 % dans l'année précédant août. Hors alimentation et énergie, le taux d'inflation annuelle était de 1,9 %, contre 1,8 % en août. Au Royaume-Uni, l'inflation a augmenté de 5,2 %, contre 4,5 % le mois précédent.

Le **taux de chômage** de la zone OCDE est resté inchangé pour le cinquième mois consécutif, à 8,2 % en juillet 2011. Il est également stable pour le second mois consécutif dans la zone euro, à 10 %, taux autour duquel il oscille depuis décembre 2010. Environ 44,5 millions de personnes étaient au chômage dans la zone

Pays en bref

L'Argentine a adhéré au système d'acceptation mutuelle des données (AMD) sur la sécurité des produits chimiques. À travers l'AMD, les données non cliniques de l'Argentine relatives à la protection de la santé humaine et de l'environnement devront être acceptées par l'OCDE et les autres pays membres. Les autres pays non membres de l'OCDE faisant partie de l'AMD comprennent le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud. La Malaisie et la Thaïlande sont membres temporaires. Voir www.oecd.org/ehs



La Présidente du Brésil Dilma Rousseff

L'économie brésilienne a résisté à la crise économique mondiale, mais doit engager de nouvelles réformes pour encourager la croissance à long terme, stimuler les investissements et réduire davantage la pauvreté, selon la dernière *Étude économique de l'OCDE*. Bien que des progrès considérables aient été réalisés dans la réduction de la pauvreté et des inégalités, le Brésil devra faire face à un ralentissement de la

croissance et une forte inflation dans les années à venir.

En outre, l'*Examen par l'OCDE du cadre d'intégrité du Brésil* plébiscite les progrès réalisés ces dernières années dans la lutte contre les abus des fonctionnaires. Il souligne la nécessité de poursuivre sur cette voie, en renforçant la coordination entre les organismes publics afin d'éviter le gaspillage, la fraude et la corruption de l'administration. Voir www.oecd.org/bresil et www.oecd.org/gov/ethique

La Corée enregistre de bons progrès dans la lutte contre la corruption étrangère, notamment dans la collecte de renseignements, rapporte le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption. Le rapport recommande toutefois d'intensifier les efforts au niveau des enquêtes et de l'application de sanctions efficaces. Voir www.oecd.org/coree

Selon la dernière *Étude économique de l'OCDE*, l'Irlande fait toujours face à de considérables défis suite à la grave récession économique et à la crise bancaire, mais ses perspectives de long terme semblent désormais meilleures que celles de nombreux autres pays européens, durement touchés par la crise.

Le système de santé suisse est parmi les meilleurs au monde. Pourtant, face à l'augmentation du nombre de cancers, de maladies cardiaques et de diabètes, se pose la question complexe d'une gestion durable des coûts, comme le montre un rapport conjoint de l'OCDE et l'Organisation mondiale de la santé.

Consultez la salle de presse : www.oecd.org/media-fr

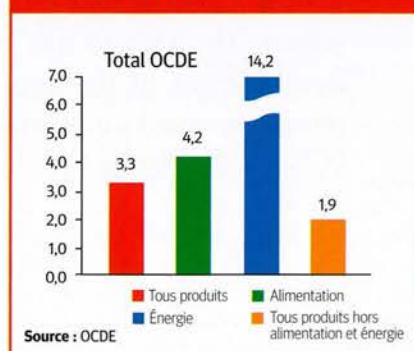
OCDE en juillet 2011, soit une baisse de 2 millions par rapport à juillet 2010, mais une hausse de 11,4 millions par rapport à juillet 2008.

Les échanges de marchandises ont ralenti dans les grandes économies mondiales au second trimestre 2011. Les importations totales du G7 et des BRICS n'ont augmenté que de 1,1 % au second trimestre, contre 10,1 % au trimestre précédent. La croissance des exportations totales a ralenti à 1,9 %, contre 7,7 % au trimestre précédent.

Voir www.oecd.org/statistiques

Hausse des prix à la consommation

Variation en %, septembre, taux annuel



Aider plus, aider mieux

L'aide au développement a plus que triplé ces 50 dernières années, passant de 37 milliards de dollars en 1960 à 128 milliards l'année passée. Mais est-elle efficace ? La faible coordination et le manque de prévisibilité de ces aides peuvent contrarier l'effort d'éradication de la pauvreté. Une récente enquête, menée dans 78 pays et territoires, note à la fois les bailleurs de fonds et les pays bénéficiaires sur leur gestion de l'aide. Parmi eux, le Rwanda et la Tanzanie reçoivent un A pour leur stratégie nationale de développement, tandis que le Népal et le Tchad sont notés D. Le Canada, le Royaume-Uni et la Norvège sont plébiscités pour l'abandon des aides liées, qui peuvent alourdir le coût des projets de développement de 20 à 30 %. L'efficacité est cruciale, souligne le rapport, qui critique les États-Unis, la France et le Japon pour avoir réalisé plusieurs centaines de missions en 2010, gaspillant des financements qui auraient pu servir à de véritables projets de développement.

Voir www.oecd.org/cad/efficacite

Lancement de *Comment va la vie ?*

Un nouveau rapport de l'OCDE, *Comment va la vie ?*, offrant un panorama des composantes du bien-être dans 40 pays à travers le monde, a été publié en octobre. Cette publication s'inscrit dans le cadre des efforts de l'OCDE pour concevoir de nouvelles mesures afin d'évaluer le bien-être, au-delà du PIB. Pour plus d'informations, voir page 42.

Best Of...

Les dangers des radiations sont maintenant bien connus, mais il n'est pas encore possible de prévoir exactement certains des effets à long terme (en particulier les conséquences génétiques) que peut entraîner une exposition aux radiations. C'est pourquoi des dispositions très strictes de sécurité et de protection ont été adoptées. Mais les risques atomiques se jouent des frontières.

« L'OCDE et la sécurité nucléaire en Europe », n° 4, juin 1963

L'Observateur ocde

50 Years of Better Policies for Better Lives

Merck & Co., Inc. (known as MSD outside the US and Canada) Celebrates 50 Years of OECD Contribution to Innovation in Policy and Making the World a Better Place

Not just healthcare.



We would like to dedicate this page to thanking the OECD, its staff and its members for promoting policies that make it possible for a healthcare company like MSD to advance the interests of patients, improve public health and promote access to medicines and innovation.

During the last 50 years, the OECD has made a tremendous contribution to our societies by providing a forum for well-researched, fact-based and thoroughly discussed policies. For this, we thank the OECD.

As a research-based company, our key goal is to preserve and improve human life. This goal can be achieved only with a sophisticated mix of science, health and industrial policy. The OECD has been the leading architect for the development of the appropriate policy mix, thus making pharmaceutical innovation a daily reality. These are Better Policies for Better Lives in action.



Un chantier inachevé : investir en faveur des jeunes

John P. Martin, Directeur, direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales, OCDE



Luke MacGregor/Reuters

Les perspectives économiques se sont assombries au cours des six derniers mois, une mauvaise nouvelle pour tous ceux qui recherchent un emploi. Des mesures ciblant les jeunes et les chômeurs de longue durée peuvent – et doivent – être prises.

En ces temps difficiles, comment retrouver le chemin de l'emploi ? Dès avant le dernier ralentissement économique, les créations d'emplois étaient faibles dans certains grands pays de l'OCDE, notamment aux États-Unis et au Japon. En conséquence, en septembre 2011, le taux de chômage de l'OCDE était en recul de 0,6 % par rapport au pic de 8,8 % enregistré durant la grande récession d'octobre 2009. En septembre 2011, on enregistrait encore 44,8 millions de chômeurs, soit presque 13,7 millions de plus qu'avant la crise.

Dans le même temps, cette crise persistante de l'emploi a été marquée par de grandes différences en termes de performance des marchés du travail. D'un côté, sept pays de l'OCDE (l'Australie, l'Autriche, la Corée, le Japon, le Luxembourg, la Norvège et la Suisse) ont réussi à maintenir des taux de chômage de 3,5 à 5,5 % ; à l'autre extrême, sept pays enregistraient encore des taux de chômage à deux chiffres en septembre 2011, à savoir

l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, le Portugal et la République slovaque, et le taux de chômage aux États-Unis est demeuré élevé à plus de 9 %. La lenteur de la reprise, préoccupante pour tous, l'est particulièrement pour ce groupe de pays.

Dans les pays où le chômage a nettement augmenté, les principaux touchés ont été les jeunes, les travailleurs temporaires et les chômeurs de longue durée, c'est-à-dire sans emploi depuis un an ou plus. Les épisodes de chômage prolongé sont particulièrement dommageables car ils accroissent le risque de dégradation des compétences et de perte d'estime de soi et de motivation. Le chômage de longue durée accroît également les risques de pauvreté, de marginalisation, de problèmes de santé et d'échec scolaire pour les enfants des travailleurs concernés.

Promouvoir une croissance économique créatrice d'emplois est difficile, mais cela doit être l'une des priorités des stratégies de reprise. Toutefois, cela ne saurait suffire à compenser les multiples occasions perdues avant la crise, lorsque les conditions économiques plus favorables n'ont pas été mises à profit pour combler les inégalités de revenu et d'accès à des emplois correctement rémunérés et

productifs. De fait, comme l'indique l'OCDE dans la suite à paraître du rapport *Croissance et inégalités* de 2008, certaines de ces inégalités se sont creusées (voir références).

Il est particulièrement important de n'épargner aucun effort pour améliorer durablement la situation des jeunes durement touchés par la récession sur le marché du travail. Au troisième trimestre 2011, le taux de chômage des jeunes (de 15 à 24 ans) s'élevait à 17,2 % dans la zone OCDE, contre 7 % pour les adultes de 25 ans et plus.

Les « sans emploi, sans diplôme, sans formation »

Cela dit, ces chiffres ne reflètent qu'une partie des problèmes auxquels les jeunes sont aujourd'hui confrontés. D'une manière générale, les jeunes qui ne sont ni dans l'emploi, ni scolarisés, ni en formation constituent une catégorie fortement exposée au risque de marginalisation et d'exclusion, risque qui augmente proportionnellement au temps passé en dehors du monde du travail. Au premier trimestre 2011, ce groupe représentait 12,2 % de l'ensemble des jeunes de 15 à 24 ans dans les 30 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données – contre 10,7 % au premier trimestre 2008 – ce qui correspond à

22,3 millions de jeunes, soit 14,2 millions d'inactifs non scolarisés et 8,1 millions de chômeurs.

Compte tenu de la faiblesse de la reprise de l'emploi, une proportion importante et croissante des jeunes, même parmi ceux qui auraient trouvé un emploi dans des circonstances plus propices, risquent fort de connaître de longues périodes de chômage ou d'inactivité, avec d'éventuelles conséquences négatives pour leur carrière, c'est-à-dire un phénomène de stigmatisation. Ils pourraient par exemple avoir des difficultés constantes à trouver un emploi et être régulièrement sous-payés par rapport à leurs homologues. En outre, les jeunes qui achèveront leurs études dans les prochaines années auront probablement plus de mal à trouver un emploi que les générations précédentes.

Les difficultés des jeunes sur le marché du travail ne sont pas nouvelles et préoccupent les pouvoirs publics depuis de nombreuses années. Cette question a été un thème récurrent des réflexions de l'OCDE sur les politiques de l'emploi au cours des 50 dernières années.

Il ressort de ces travaux qu'il n'y a pas de solution toute faite pour garantir à tous les jeunes un bon départ dans la vie active. Et si certains pays obtiennent de meilleurs résultats que d'autres, tous sont confrontés à la même problématique. Mais si l'accélération des créations d'emplois est en partie la solution, elle ne pourra pas aider tous les jeunes, à moins d'être accompagnée d'autres mesures. L'étude publiée par l'OCDE en 2010, *Des débuts qui comptent ! Des emplois pour les jeunes*, qui faisait la synthèse des conclusions tirées de 16 études de cas par pays, a mis en évidence un vaste éventail de bonnes pratiques permettant d'aider les jeunes à bien amorcer leur carrière.

Les efforts doivent porter sur deux fronts pour remédier, d'un côté, aux sérieux obstacles structurels qui freinent l'insertion des jeunes sur le marché du travail et, de l'autre, à l'augmentation du nombre de jeunes non scolarisés et inactifs sous l'effet de la crise.

Dans un premier temps, des politiques appropriées doivent être mises en œuvre pour garantir enfin à tous les jeunes un bon départ dans la vie active. Pour commencer, des

mesures « préventives » doivent être prises pour améliorer l'accueil et l'éducation des jeunes enfants, notamment ceux issus de familles modestes et défavorisées. Pour qu'elles soient efficaces, ces mesures doivent être maintenues tout au long de la scolarité obligatoire, ce qui permettra aussi de lutter contre l'abandon scolaire.

Outre ces mesures, des efforts doivent être consentis pour parvenir à une meilleure adéquation entre les compétences acquises à l'école et les besoins du marché du travail. Une grande partie des jeunes travailleurs sont trop qualifiés par rapport à leur emploi, même si la proportion tend à diminuer avec l'âge. Pour remédier aux problèmes d'inadéquation des compétences, les systèmes éducatifs doivent

Les programmes d'aide à la recherche d'emploi se sont avérés d'un bon rapport efficacité-coût

être plus réactifs face à l'évolution des besoins et les choix éducatifs doivent être renforcés, au moyen notamment d'une amélioration de l'offre d'enseignement et de formation professionnels.

Enfin, il convient de supprimer les obstacles à l'emploi des jeunes. Une réglementation trop stricte des contrats d'embauche à durée indéterminée peut empêcher les premiers emplois de courte durée de jouer leur rôle de tremplin vers des emplois plus stables et faire au contraire de ces premiers emplois des voies sans issue. De même, s'il est fixé trop haut par rapport au salaire moyen, le salaire minimum peut dissuader les employeurs d'embaucher des jeunes peu qualifiés et sans expérience.

La difficulté du second front, consistant à remédier à la hausse du chômage des jeunes depuis le début de la crise, est accentuée par les pressions financières que celle-ci fait peser sur les gouvernements, et qui les oblige à accorder la priorité aux mesures offrant un bon rapport coût-efficacité. L'action publique doit donc se concentrer sur les groupes les plus démunis, notamment les chômeurs de longue durée et tous ceux également exposés au risque d'exclusion.

Les programmes d'aide à la recherche d'emploi permettent d'agir en amont et avec un maximum d'efficacité dans le cas des jeunes prêts à entrer dans la vie active. Une extension temporaire du dispositif de protection sociale peut aussi s'avérer cruciale pour éviter la pauvreté chez les jeunes chômeurs. Comme l'ont montré certains pays, des aides salariales peuvent inciter les employeurs à recruter de jeunes chômeurs peu qualifiés. Cependant, pour minimiser le risque de subventionner des embauches qui auraient eu lieu de toutes façons, ces aides doivent être ciblées, par exemple sur les petites et moyennes entreprises ou sur les contrats d'apprentissage. On peut sans doute également offrir davantage de possibilités de combiner études et travail pour améliorer les compétences et accroître les chances de trouver un emploi.

Enfin, les jeunes les plus exposés au risque d'exclusion sociale doivent faire l'objet de mesures d'aide plus ciblées et plus intensives. Si la rescolarisation peut s'avérer contreproductive pour cette catégorie de jeunes, les programmes de formation dispensés en dehors du cadre scolaire traditionnel, conjugués à des expériences fréquentes en entreprise et à un accompagnement par des adultes, sont souvent plus efficaces pour ces jeunes coupés de l'école et du monde du travail.

En bref, investir en faveur des jeunes et leur garantir un bon départ dans la vie active doivent être des priorités de l'action publique. Sans quoi le noyau dur de jeunes laissés pour compte s'accroîtra, les perspectives en termes d'emploi et de revenu se réduiront, complexifiant encore le défi posé aux responsables politiques. Compte tenu du vieillissement de la population et du contexte financier exceptionnellement difficile, les pays de l'OCDE ne peuvent tout simplement pas prendre le risque de s'exposer aux coûts économiques et sociaux que cela représenterait.

Références

OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Paris.

OCDE (à paraître), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*.

D'autres articles de John P. Martin sont disponibles sur www.observeurocde.org

Voir www.oecd.org/emploi

Immobilier : la fin de la bulle ?

Si les défaillances des marchés financiers ont été l'une des principales causes de la crise économique, les marchés de l'immobilier, et particulièrement du logement, ont également joué un rôle majeur.

De la débâcle des *subprimes* aux États-Unis à l'éclatement de bulles immobilières sans précédent dans des pays comme l'Irlande, l'Espagne ou la Grèce, la surchauffe, puis l'effondrement des marchés immobiliers ont non seulement porté atteinte à l'épargne et à l'investissement, mais se sont répercutés sur l'économie entière (construction, emploi, crédit, consommation, etc.).

De façon générale, les prix réels des logements avaient commencé à plafonner dans la plupart des pays de l'OCDE avant la crise financière. Et pourtant, ils ont connu depuis une forte remontée dans certains pays de l'OCDE. Au Canada et en Australie, par exemple, ainsi qu'en Belgique, en Finlande, en France, en Norvège, en Suède et en Suisse, les prix se sont raffermis notamment grâce à l'assouplissement considérable des politiques monétaires (avec des taux historiquement bas).

En outre, certaines capitales très prisées comme Paris et Londres ont connu de fortes hausses des prix, les investisseurs se désengageant de marchés immobiliers moins attractifs et de marchés d'actions plus instables. Toutefois, ces marchés font plutôt figure d'exception. Hormis Londres, le marché britannique ne s'est guère rétabli, tandis qu'en Corée, au Danemark et en Nouvelle-Zélande, les prix immobiliers demeurent au mieux modérés.

Entre-temps, la baisse des prix réels des logements se poursuit en Espagne, aux États-Unis, en Grèce, en Irlande, en Italie et aux Pays-Bas.

L'Allemagne et le Japon sont des cas à part puisque la purge des bulles immobilières du début des années 90 n'y est pas encore achevée. Toutefois, en Allemagne, le recul des prix semble toucher à sa fin et au Japon, les prix réels des logements pourraient enfin atteindre un plancher en 2011 ou 2012.

Pour les décideurs publics, il est important de détecter ces points de retournement des marchés immobiliers. Pour les aider, les économistes de l'OCDE utilisent des modèles dits de « probits » pour calculer la probabilité de survenance de pics et de creux. Les prévisions se fondent sur l'évolution d'indicateurs de base comme les taux d'intérêt, l'offre de logements neufs et les cycles conjoncturels, ainsi que le rythme de fluctuation des prix des logements au cours des derniers trimestres.

Ces analyses brossent un tableau général plutôt sombre de l'évolution des prix réels des logements à court terme. Dans les pays connaissant une hausse des prix réels, des pics sont attendus avant la fin de 2012. Cela ne traduit pas nécessairement l'existence d'une « bulle » mais annonce un probable retournement.

Les marchés immobiliers de la plupart des pays ayant connu une baisse des prix des logements – Corée, Danemark, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Royaume-Uni – demeureront instables. Toutefois, les

États-Unis, l'Espagne, la Grèce et l'Irlande pourraient atteindre leur point bas en 2011 ou 2012 mais, pour les trois derniers, cela suppose que la crise actuelle de la dette souveraine soit résolue, ce qui permettra le resserrement des écarts de taux avec l'Allemagne.

Comme pour tout autre marché, les prévisions concernant les prix du logement sont toujours entourées d'incertitudes. Des erreurs d'estimation ou des problèmes relatifs au choix des variables de référence peuvent survenir. Néanmoins, il semble probable que le cycle du logement s'inversera en 2012 dans la plupart des pays connaissant une hausse des prix réels, tandis que le recul des marchés immobiliers devrait se poursuivre dans la majorité des pays en phase de baisse.

Rousová, L. et P. van den Noord (2011), « Predicting Peaks and Troughs in Real House Prices », OCDE, Documents de travail du département des Affaires économiques, n° 882, Paris.

La pierre, refuge fragile

Prix de l'immobilier, variations annuelles en %

	2009	2010	T1 2011 ¹
Allemagne	0,5	0,4	0,4
Australie	1,7	10,1	-2,6
Belgique	0,1	2,9	2,7
Canada	4,1	5,4	5,0
Corée	-2,3	-0,2	-1,0
Danemark	-13,2	-0,1	-0,5
Espagne	-7,7	-6,2	-9,2
É-U	-4,7	-5,1	-4,6
Finlande	-1,9	6,6	1,4
France	-6,6	5,1	7,2
Grèce	-5,3	-8,7	-9,5
Irlande	-14,7	-11,0	-11,5
Israël	11,0	14,3	10,2
Italie	-3,7	-3,5	-3,3
Japon	-1,7	-2,2	-2,2
Norvège	-0,6	6,2	8,1
Nouvelle-Zélande	-3,9	0,7	-4,5
Pays-Bas	-2,8	-3,4	-3,7
R-U	-9,1	3,0	-4,7
Suède	-0,3	6,4	0,4
Suisse	5,6	4,5	4,2

*Voir source pour le tableau complet

Source : OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 89 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932434143>

Le boom des fusions

Alors que les économies de l'OCDE sont plongées dans le marasme, la tendance mondiale des fusions et acquisitions a rarement été aussi dynamique. Au 21 octobre, ces opérations représentaient 822 milliards de dollars. Si ce dynamisme se confirme, les 1000 milliards de dollars seront atteints avant la fin de l'année, soit une progression de 32 % par rapport à 2010 (voir graphique).

Depuis 2006, des chiffres aussi hauts n'ont été enregistrés qu'à deux reprises. Même si le quatrième trimestre marquait un coup d'arrêt, les niveaux de 2011 resteraient de 7 % supérieurs à ceux de 2010.

Les rapprochements entre sociétés peuvent être un signe de bonne santé financière, mais dans le contexte économique actuel, cet emballement indique plutôt que des entreprises en difficulté, affichant des valorisations boursières en berne, sont absorbées par des sociétés plus vigoureuses cherchant à renforcer leurs positions sur

La montée en puissance des marchés émergents a contribué à alimenter cette tendance à la hausse

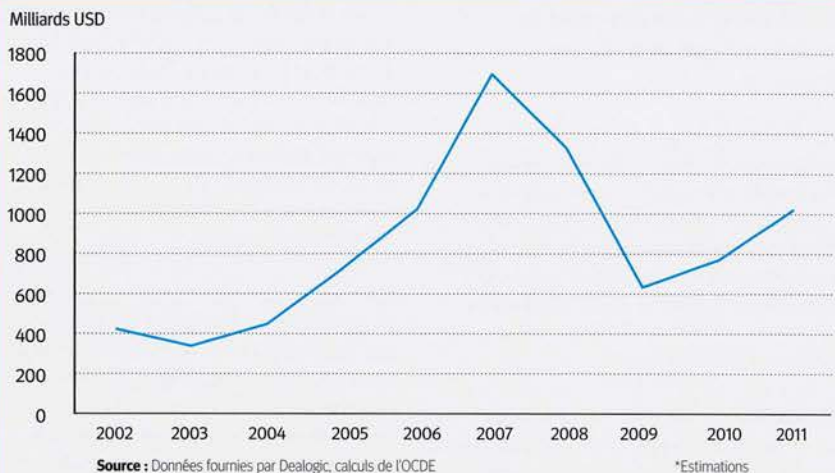
le marché. Le secteur financier en est une illustration, et si en 2011, il a concentré la majorité des opérations, la proportion reste toutefois bien moindre qu'en 2010 (28 % alors).

Le nombre élevé de fusions reflète également l'appétit des acteurs des marchés pour les secteurs peu risqués mais bénéficiant d'une demande soutenue. Ainsi, pour la deuxième année consécutive, le secteur pétrolier arrive en deuxième position, suivi par la santé. Tous deux représentent 10 % des fusions et acquisitions.

Le secteur minier, les services publics et l'énergie affichent également une forte croissance. La valeur des fusions et acquisitions internationales dans le secteur minier est passée de 34 milliards de dollars en 2010 à 57 milliards fin octobre 2011, soit une progression de 67 % ; elle a plus que doublé dans les services publics et l'énergie,

Fusions et acquisitions internationales

2002 - 2011*



à 50 milliards de dollars en 2011, contre 23 milliards en 2010.

La montée en puissance des marchés émergents a contribué à alimenter cette tendance à la hausse. Si la plupart des opérations internationales émanent toujours d'Amérique du Nord ou d'Europe occidentale, les économies émergentes sont devenues des acteurs importants dans ce secteur.

Ainsi, la Chine (Hong Kong compris) est devenue le quatrième pays d'origine des fusions et acquisitions internationales en 2011, avec 7 % du total mondial. Elle se classait à la deuxième place en 2010 avec 10 %.

Sachant qu'en 2007, la Chine réalisait moins de 3 % des opérations internationales, le rythme de progression paraît impressionnant. Aujourd'hui, la Chine compte pour un tiers des opérations de fusions et acquisitions en provenance des économies émergentes, qui représentent 20 % du total mondial en 2011.

Les États-Unis et le Royaume-Uni restent les premières destinations des opérations transfrontalières, suivis par la Chine, l'Italie et la France, chacune avec 6 % du total mondial. Le Brésil a attiré 44 milliards de dollars, ce qui en fait le sixième pays de destination, l'Inde se classant 12^e avec 21 milliards, et la Russie 16^e avec 18 milliards. Au total, les pays émergents et en

développement ont accueilli 22 % des opérations mondiales en 2011, soit 182 milliards de dollars.

Face à cet emballement, les responsables publics seraient avisés de s'interroger sur le bien-fondé de ces opérations. Certains grands groupes, comme EasyJet en Europe, appuient désormais une partie de leur développement sur la croissance externe. Ces opérations apportent parfois de nouveaux capitaux et de nouvelles équipes dirigeantes aux entreprises, contribuant ainsi à leur développement. Mais d'aucuns dénoncent la destruction de valeur et la distorsion de concurrence (réduction du choix sur le marché) potentiellement induites par ces opérations.

C'est pourquoi elles doivent faire l'objet d'une attention scrupuleuse de la part des autorités. En outre, les prises de contrôle sont parfois suivies de restructurations qui contribuent à attiser les tensions sociales. Beaucoup d'opérations réussissent ; d'autres se soldent par un échec, parfois retentissant, comme le rapprochement de Time Warner avec AOL, amorcé en 2000 et enterré en décembre 2009.

Pour plus d'information, voir www.oecd.org/daf/investissement ou contacter Michael.Gestrin@oecd.org

Les « biens communs », une métaphore de notre époque ?

Jesús Antón, direction des Échanges et de l'Agriculture de l'OCDE, et Jeff Dayton-Johnson, Monterey Institute of International Studies*



Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie, est intervenue devant l'OCDE en juin dernier. À l'heure où de nouveaux modèles sont nécessaires, ses idées sur les ressources collectives et la gouvernance pourraient ouvrir des pistes utiles.

L'écrivain argentin Jorge Luis Borges écrivait : « Peut-être l'histoire universelle n'est-elle que l'histoire de quelques métaphores ». À cet égard, la contribution d'Elinor Ostrom est immense, car elle a forgé peu à peu une métaphore nouvelle et puissante, celle des biens communs et de leur gouvernance

économique, qui sous-tend bien des débats internationaux de politique publique.

Les marchés et les institutions publiques ne parviennent pas toujours à bien gérer les ressources collectives, comme les bassins hydrographiques, la pêche ou les pâturages de proximité. Il faut gérer les ressources de façon durable ; or, les prix du marché et la réglementation ne sont pas forcément efficaces dans ce domaine. Les travaux d'Elinor Ostrom montrent qu'une gouvernance locale de ces ressources peut donner de bons résultats en s'appuyant sur

des institutions de proximité qui viennent remédier aux défaillances des marchés et des autorités locales ou nationales.

Selon Mme Ostrom, la métaphore des biens communs s'applique au-delà de la gestion locale des ressources naturelles. De fait, la gouvernance de systèmes sociaux plus complexes présente des similitudes avec celle d'une activité de pêche locale, car la coopération, la confiance et les relations sociales y jouent un rôle important. Ainsi, cette métaphore peut s'appliquer utilement à de grands enjeux comme le changement climatique. Après tout, ces défis aux implications sociales cruciales concernent tous des gens ordinaires, alors que les marchés et les décideurs se sont échinés à vouloir les relever eux-mêmes. Il serait donc bon de jeter un regard neuf sur les frontières entre marchés, politiques publiques et action collective. Pour Mme Ostrom, les bonnes solutions viennent souvent d'une « approche polycentrique », qui combine astucieusement différentes strates institutionnelles, des normes communautaires aux lois nationales en passant par les règlements municipaux.

Les travaux d'Elinor Ostrom se concentrent sur les « ressources constitutives de biens communs ». En 1968, dans son ouvrage *The Tragedy of the Commons* (« la tragédie des biens communs »), Garrett Hardin annonçait l'épuisement des ressources collectives de l'humanité et un sort tragique pour les

Les ressources naturelles ne sont pas forcément vouées à une fin tragique

individus (et les pays). Pour Mme Ostrom, ce scénario n'est pas inéluctable pour les consommateurs de ressources, car au lieu de surexploiter ces ressources, ils peuvent s'organiser collectivement autour de règles informelles et de mécanismes de contrôle et d'application. Ainsi, les pêcheurs de homards dans l'État du Maine utilisent des signaux simples, comme des attaches nouées autour des nasses à homards, ou certaines pressions sociales, pour encadrer leur comportement collectif et protéger leurs droits, là où le marché et ses droits de propriété privée ou le contrôle étatique échouent fréquemment.

Néanmoins, une bonne action publique peut se mettre au service de l'approche par les biens communs. Qu'il s'agisse de villageois gérant la forêt locale ou d'un groupe de nations cherchant à freiner le changement climatique, la métaphore des biens communs peut être efficace si l'on crée un espace institutionnel et juridique permettant la mise en place d'une organisation et d'un contrôle à l'échelle locale. Mme Ostrom analyse la façon dont différents modes de gouvernance – notamment signaux du marché, action publique et initiatives collectives – peuvent se renforcer mutuellement dans des systèmes sociaux polycentriques. Le contrôle local peut dans certains cas être le plus efficace, pour gérer des forêts par exemple, car les mécanismes classiques de contrôle, comme les droits de propriété privée, sont trop complexes pour être appliqués correctement par le pouvoir central. Mais l'application de l'approche locale suppose une assise juridique permettant de prendre des décisions, sur la meilleure façon de gérer une augmentation de la production face à un gonflement soudain de la demande, par exemple.

Le séminaire de Mme Ostrom à l'OCDE a permis d'illustrer l'analogie métaphorique entre biens communs locaux et action publique mondiale dans des domaines comme la gestion des risques, le changement climatique, les négociations commerciales, l'aide au développement et la pêche en haute mer.

Il y a cependant une différence : alors que les usagers de forêts locales peuvent rarement compter sur un État trop lointain pour gérer leurs ressources dans leur intérêt, les usagers de biens communs mondiaux sont les États eux-mêmes, et il n'existe pas de gouvernement supranational.

En pareil cas, les décideurs peuvent agir en instaurant un climat de confiance, en concluant des accords internationaux de contrôle, en créant des incitations et en imposant des sanctions. Le contenu de cette démarche de mise en commun des ressources va largement dépendre des personnes concernées, de l'historique du problème et de la confiance régnant entre protagonistes.



Chris Meyer, Indiana University

Elinor Ostrom

Certains participants au séminaire ont souligné l'analogie entre cette démarche et la mission essentielle de l'OCDE – réunir décideurs et parties prenantes pour concevoir (et adapter) des politiques afin de régler les problèmes communs et instaurer la confiance, notamment à travers de nombreuses consultations publiques et forums mondiaux.

Pour Mme Ostrom, des institutions comme l'OCDE peuvent amplifier cette démarche en aidant les gens à mieux gérer les ressources communes et à éviter leur surexploitation. Mais elle sait aussi que le succès n'est pas garanti, certains groupes ne parvenant pas à arrêter la surexploitation, d'autres se délitant tout simplement. Mme Ostrom compare le sort de Kino Bay, village de pêcheurs du golfe de Californie, au Mexique, qui n'a pas su s'auto-organiser contre la surexploitation, et celui du village seri voisin de Punta Chueca qui, grâce à des dirigeants locaux et à la confiance des habitants, a instauré un régime de propriété commune pour assurer une gestion durable de la pêche. L'histoire montre que ceux qui ont su entretenir la coopération et la protection des ressources

s'adaptent plus facilement au changement et résistent mieux aux chocs.

Compte tenu des incertitudes actuelles et de la crise qui nous frappe tous, le retour des idées de Mme Ostrom vient à point nommé. Comme l'OCDE l'avait indiqué au début de la crise, le *statu quo* ne permettra pas de bâtir un monde plus fort, plus propre et plus juste. Définir des politiques de mise en commun des ressources pourrait bien faire partie de la solution.

*Après avoir travaillé au Centre de Développement de l'OCDE, Jeff Dayton-Johnson est actuellement professeur associé de commerce et développement international à la Graduate School of International Policy and Management du Monterey Institute of International Studies, en Californie.

Références

Borges, Jorge Luis (1952), « La sphère de Pascal » dans *Autres inquiries*.

Love, Patrick (2011), « A lesson in resources management from Elinor Ostrom », 1^{er} juillet 2011, OECD Insights blog, www.oecdinsights.org

4-week
free trial offer



For business **thinking** that stands out from the crowd.

To succeed in today's complex world, you need a broader understanding of global events and what they mean.

That's why the International Herald Tribune gives you perceptive coverage of global geopolitics, security, culture and society, plus **Business with Reuters**, a superb report on finance, economics and markets – all in one concise, daily newspaper.

Try the IHT free for 4 weeks and enjoy daily delivery to your home or office.

call
00800 44 48 78 27 (enter code OECD)
visit
subs.iht.com/oecd2011

Offer valid for new subscribers in Europe only and expires December 31, 2011.

International Herald Tribune

THE GLOBAL EDITION OF THE NEW YORK TIMES

À l'épreuve des chocs ?



REUTERS/Mainichi Shimbun

Au XXI^e siècle, gérer les risques demandera sans doute plus de temps aux autorités. Comment s'y préparer ?

En juillet 2010, la Russie a connu sa plus grave canicule depuis 130 ans, entraînant l'incendie de 120 000 km² de forêt et d'immenses terres céréalières et causant la mort de 34 personnes. Conséquence directe, le prix du blé a bondi de près de 20 %. Anticipant une pénurie, le gouvernement russe a interdit les exportations de céréales, et d'autres pays, se souvenant de la crise alimentaire de 2008, ont commencé à stocker le blé. Pariant sur une hausse supplémentaire des prix, certains agriculteurs russes peu scrupuleux sont allés jusqu'à annuler des contrats prépayés.

L'agriculture n'a pas été la seule victime de ces incendies. Plusieurs constructeurs automobiles ont arrêté la production et mis leurs salariés en vacances forcées. La crise aurait pu s'arrêter là, mais le prix élevé du blé, dopé par les inondations en Australie et les hivers rigoureux aux États-Unis aurait, selon certains, attisé les révolutions en Égypte et en Tunisie. L'odeur du jasmin couvrait peut-être celle de la taiga brûlée.

En bref, ces incendies ont constitué un « choc mondial ». Pour Barrie Stevens, co-auteur d'un rapport récent de l'OCDE sur les chocs mondiaux, ceux-ci peuvent être définis comme des « événements majeurs, soudains,

aux conséquences très perturbatrices et advenant sur au moins deux continents ». En une dizaine d'années, le 11 septembre 2001, la grippe H1N1, les tsunamis et les séismes en Indonésie, en Nouvelle-Zélande et au Japon (sans parler des révolutions au Proche-Orient et en Afrique du Nord) ont déferlé sur le monde entier avec une vitesse et une puissance irrésistibles. Pour M. Stevens, il faut se préparer à de nouveaux chocs.

Par définition, les chocs mondiaux ne laissent pas à la société le temps de s'adapter. Le degré d'interdépendance sans précédent du monde actuel complique l'identification des sources et des conséquences de ces chocs, d'autant plus que certains facteurs peuvent en amplifier l'impact. En Afrique du Nord, la frustration des jeunes face au chômage et à la répression a été amplifiée par l'utilisation des réseaux sociaux pour organiser les manifestations. Pendant la crise financière, l'interconnexion des technologies et des marchés a fait d'une rumeur sur l'endettement d'un petit pays le déclencheur d'un effondrement des cours boursiers à l'échelle mondiale.

Dans le cadre de son programme sur l'avenir, l'OCDE a mené des études sur cinq types d'événements : crises financières, pandémies, cyber-risques, troubles sociaux et tempêtes géomagnétiques. Le programme a aussi permis d'identifier plusieurs catalyseurs de chocs mondiaux.

Le premier catalyseur est la tendance à la concentration des personnes, de l'information et des infrastructures : « la concentration des biens et des populations augmente peut-être la vulnérabilité », selon M. Stevens.

L'urbanisation augmente. D'ici 2025, on dénomblera 40 mégapoles, dont 17 comptant plus de 10 millions d'habitants. Cette densité fait courir aux gens plus de risques en cas de

Les chocs mondiaux ne laissent pas à la société le temps de s'adapter

catastrophe naturelle et favorise la propagation de certaines maladies. Il en va de même du transport : l'essentiel du fret international est géré par quatre transporteurs aériens, organisés autour de plateformes aux États-Unis, en Europe et en Asie-Pacifique. Or, en 2010, le panache de cendres craché par un volcan islandais a paralysé le trafic aérien dans le nord de l'Europe.

Autre exemple, l'électricité : l'intégration accrue de la transmission d'électricité dans l'Union européenne, aux États-Unis et au Canada a allongé les distances de transmission. Plus longues, ces lignes de transmission deviennent de véritables antennes pendant les tempêtes géomagnétiques, augmentant ainsi le risque de graves coupures d'électricité. La panne de courant de 2003 aux États-Unis a interrompu les opérations des banques pendant deux jours, mis en danger les systèmes médicaux et d'urgence, ainsi que le transport à flux tendu des denrées alimentaires.

Autre catalyseur de risque, l'augmentation de la mobilité. Là encore, il ne s'agit pas seulement des migrations, du tourisme international et des voyages d'affaires, mais aussi des flux de marchandises et de capitaux. La récession financière mondiale a provoqué la plus forte baisse des échanges depuis la Seconde guerre mondiale, mais les pays ont tout de même exporté pour plus de 12 billions de dollars de biens et 3 billions de dollars de services en 2009. En fait, la croissance des exportations devance régulièrement celle de la production depuis les années 80, notamment grâce à Internet.

Une mobilité accrue ne signifie pas seulement que l'information va plus loin, mais aussi qu'elle va plus vite. L'utilisation de superordinateurs pour des opérations en bourse dites de haute fréquence, au cours desquelles des centaines de titres peuvent être achetés ou vendus en quelques secondes, a précipité le « flash crash » du 6 mai 2010. Les traders ont été estomaqués par un Dow Jones plongeant de 7 % en un quart d'heure. Or, ces opérations représentent près des deux tiers des transactions boursières aux États-Unis et un tiers au Royaume-Uni.

Face à une telle complexité, que faire pour anticiper les chocs mondiaux ? La modélisation de systèmes complexes apporte quelques enseignements. Un système est « complexe » s'il présente des caractéristiques que l'on ne peut déduire de l'observation de ses éléments constitutifs. Ainsi, il ne serait pas avisé de juger du caractère d'un chien selon son anatomie.

Les modèles multi-agents comptent parmi les meilleurs outils pour anticiper les situations engendrant des chocs mondiaux. Grâce à ces modèles, les gestionnaires de risques effectuent des milliers de simulations pour déterminer comment un changement de

La coopération est cruciale, car la rétention d'informations peut contribuer à propager des chocs mondiaux

comportement des « agents » (les personnes participant à une manifestation dans la rue, par exemple) influe sur le résultat. Les manifestants peuvent être là pour diverses raisons : protester contre le chômage ou la cherté de l'éducation, mais peut-être aussi pour saccager des vitrines. Leurs comportements individuels ne peuvent pas préjuger du résultat de leur action collective.

L'étude des systèmes complexes s'appuie souvent sur des cartes. Outre les cartes matérielles (topologiques, démographiques, etc.), utiles en cas de catastrophe naturelle, par exemple, il existe des « cartes conceptuelles » décrivant des systèmes moins tangibles comme les schémas d'interaction

humaine. Par exemple, sur Internet, le comportement des utilisateurs présente une caractéristique appelée « distribution de loi de puissance ». Cela signifie que les utilisateurs ne surfent pas sur l'ensemble du Web comme on le pense habituellement, mais se regroupent autour de quelques sites comme Google, Facebook ou la BBC, ou autour de quelques pages favorites sur ces sites. Enfin, les cartes « procédurales » ou « organisationnelles » servent à visualiser les hiérarchies, les chaînes de décision et les effets domino.

Bien entendu, la modélisation demeure une simplification mathématique de la réalité, et sa fiabilité dépend de la fiabilité des données utilisées. L'un des principaux obstacles à l'anticipation des chocs mondiaux vient du fait que l'information a toujours du retard sur les capacités technologiques. Les progrès technologiques peuvent aussi créer de nouvelles barrières. La sophistication des modèles et des cartes peut rendre nerveux les gouvernements et les entreprises car elle les rend contrôlables. Parfois, le malaise est justifié. Aujourd'hui, une part cruciale des infrastructures est entre les mains du secteur privé. Bien que le partage des données relatives à ces infrastructures soit nécessaire à la réduction de leur vulnérabilité, si elle tombe entre de mauvaises mains, l'information peut être utilisée à des fins malveillantes.

La coopération est donc cruciale. La rétention d'information peut contribuer à propager des chocs mondiaux. Au cours d'un test récent, on a simulé une récession en double creux et un krach boursier pour évaluer la résilience des banques face à un cataclysme financier plus grave que l'effondrement de Lehman Brothers en 2008. Or, malgré les craintes actuelles de défauts sur les dettes souveraines, de nombreuses banques n'ont pas divulgué le montant total des dettes gouvernementales qu'elles détenaient.

Il faudrait appliquer des tests de résistance à tous les systèmes, et pas simplement aux banques. Les décideurs devraient aussi éviter les licenciements hâtifs pour préserver la continuité des services liés aux infrastructures essentielles comme l'eau, l'électricité, les télécommunications, etc.

M. Stevens fait observer que depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima, le gouvernement japonais a ordonné des réductions sévères de la consommation d'énergie, ce qui s'est répercuté sur la production. Il faut des systèmes de continuité suffisants pour que le pays continue de fonctionner, mais cela coûte cher.

« Les gouvernements et le secteur privé devraient investir davantage dans le suivi et la surveillance », déclare M. Stevens. Pour anticiper les chocs mondiaux, les gestionnaires de risques devraient créer des bases de données sur les « noeuds » vulnérables, estimer les coûts d'éventuelles perturbations les affectant, et se demander si les mesures de prévention ou

Il faudrait appliquer des tests de résistance à tous les systèmes, et pas uniquement aux banques

d'amortissement des chocs ne vont pas augmenter les risques dans d'autres domaines. Cette information devrait être partagée en toute sécurité entre les gouvernements et les opérateurs des infrastructures essentielles.

Quant à nos Cassandre, il faudrait leur rappeler que les chocs mondiaux ne sont pas nécessairement mauvais : ils stimulent la créativité et peuvent aboutir à des solutions évitant des crises futures.

Pour en savoir plus sur les risques futurs, contacter Barrie.Stevens@oecd.org

Références

OCDE (version française à paraître), *Futurs chocs mondiaux : Pour une modernisation de la gouvernance des risques*, Programme international de l'OCDE sur l'avenir, Paris.

Voir aussi www.oecd.org/futures

Clarke, R. (2002), « Un avenir à haut risque », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 235, décembre.

Vos impôts sur Twitter



Les médias sociaux sont utilisés par les publicitaires, les hommes politiques et les chasseurs de têtes. Les services fiscaux y viennent aussi.

Avez-vous jamais suivi un responsable fiscal sur Twitter, ou « aimé » la page de votre service fiscal sur Facebook ? Des États-Unis à la Nouvelle-Zélande, les autorités fiscales améliorent leur image sur les médias sociaux en nous donnant des conseils pour remplir nos déclarations d'impôts, en communiquant des informations sur les réformes budgétaires, en promouvant les formulaires de déclaration en ligne et, bien entendu, en envoyant des rappels sur les dates limites de paiement. L'administration électronique n'est pas une nouveauté, et de nombreux gouvernements disposent déjà d'une page Internet interactive pour transmettre et poser des questions sur les déclarations fiscales. Toutefois, les interactions au moyen des médias sociaux comportent des avantages additionnels, selon l'OCDE.

Social media technology and tax administration (Les médias sociaux et l'administration de l'impôt), rapport du Centre de Politique fiscale de l'OCDE, décrit les avantages et les risques inhérents à l'utilisation systématique du Web 2.0. Les avantages apparaissent évidents : une diffusion en ligne pratiquement gratuite par le bouche à oreille, et un forum pour expliquer la politique fiscale et les formulaires d'imposition ; les médias sociaux permettent de personnaliser les formalités administratives et facilitent même le recrutement d'employés ou de « testeurs » de produits. Les inconvénients semblent peu nombreux, les coûts de démarrage étant en outre relativement bas et maîtrisables.

Plusieurs pays ont suivi le mouvement et, selon le rapport, il est temps que d'autres les rejoignent, surtout s'ils débutent à petite échelle et assurent un suivi et une évaluation avant de développer les projets. Il existe beaucoup de bons exemples à suivre.

C'est ainsi que l'Internal Revenue Service des États-Unis a adressé aux contribuables plus de 119 vidéos sur YouTube, dont l'une, « Recovery : Education Credits—Parents », a été vue plus de 25 000 fois. L'Australian Taxation Office utilise Twitter pour évaluer en temps réel les attitudes du public vis-à-vis des initiatives et des politiques des autorités fiscales.

L'Agence du revenu du Canada a utilisé des webinaires pour communiquer des renseignements sur les dispositions transitoires concernant la taxe harmonisée sur les ventes, et ceux-ci se sont avérés si utiles aux cabinets comptables qu'ils ont été remis en service au moment des déclarations de fin d'année.

Les Services fiscaux de Nouvelle-Zélande utilisent Facebook comme forum permettant de solliciter les réactions du public sur les mesures adoptées, et indiquent qu'« environ 10 % des déclarants ont formulé des commentaires itératifs, qui se fondaient sur les idées émises par les déclarants précédents », ces interactions n'étant pas possibles avec les canaux traditionnels. L'administration utilise également Facebook et Twitter pour transmettre des messages concernant la fiscalité aux usagers touchés par le tremblement de terre de Christchurch.

Les médias sociaux renforcent-ils réellement les liens des utilisateurs avec les responsables fiscaux et leur confiance vis-à-vis de ceux-ci ? Dans un monde idéal, certes. Cependant, comme dans le monde réel, les contribuables sont rarement dans les meilleures dispositions à

L'« administration mobile » prend son envol

l'égard de fonctionnaires dont le rôle est de leur réclamer une part de leurs revenus. Après tout, la transparence est un miroir à deux faces, comme l'a rappelé le *Wall Street Journal* à ses lecteurs dans un article de 2009, « Is « Friending » in Your Future ? Better Pay Your Taxes First » (« Allez-vous vous faire des « amis » à l'avenir ? Vous feriez mieux de commencer par payer vos impôts »). Certaines administrations fiscales font même des recherches sur les blogs ou les commentaires Facebook pour détecter ou prouver des affaires de fraude fiscale.

Il y a également certains inconvénients pour les autorités fiscales. Selon l'Australian Taxation Office, bien que la prise en compte des discussions parmi le public permette aux services fiscaux d'adopter une attitude volontariste dans le traitement des problèmes avant qu'ils ne se posent, le suivi risque d'être chronophage. Des critiques non censurées sont inévitablement émises, et c'est un véritable défi

pour l'administration que de maintenir une page Facebook interactive et attrayante en dehors des périodes de recouvrement de l'impôt. De plus, il n'est pas encore possible de savoir clairement si les avis donnés par l'intermédiaire des médias sociaux sont juridiquement contraignants.

Cependant, dans l'ensemble, les expériences négatives mentionnées à ce jour par les administrations fiscales ont été le plus souvent minimes et leurs conséquences, relativement limitées. Elles peuvent s'expliquer dans une large mesure par des carences lors du démarrage, des problèmes liés aux ressources disponibles, et par des réactions négatives (certaines étant liées à la politique fiscale).

Cela dit, la fiscalité est l'un des domaines où l'administration électronique est la plus utile, les médias sociaux étant utilisés pour remplir les déclarations fiscales en ligne, ce qui permet aux contribuables comme aux administrations de faire des économies. Les services fiscaux danois, SKAT, font observer : « Chaque fois que nous tirons des enseignements des avis des utilisateurs et apportons les changements appropriés, notre centre d'appels est moins sollicité, ce qui réduit le nombre d'heures/salariés consacrées aux conversations téléphoniques ».

On assiste également à un essor de l'« administration mobile », grâce à des bandes passantes plus larges et à des applications mobiles pour les *smartphones* et iPads. L'administration fiscale américaine, l'IRS, a créé IRS2Go, une application permettant aux utilisateurs de suivre à la trace l'état de leurs remboursements, d'effectuer des mises à jour par courrier électronique, de suivre leurs dossiers sur Twitter et de joindre une assistance téléphonique d'un clic. Votre sympathique percepteur n'est vraiment qu'à un clic.

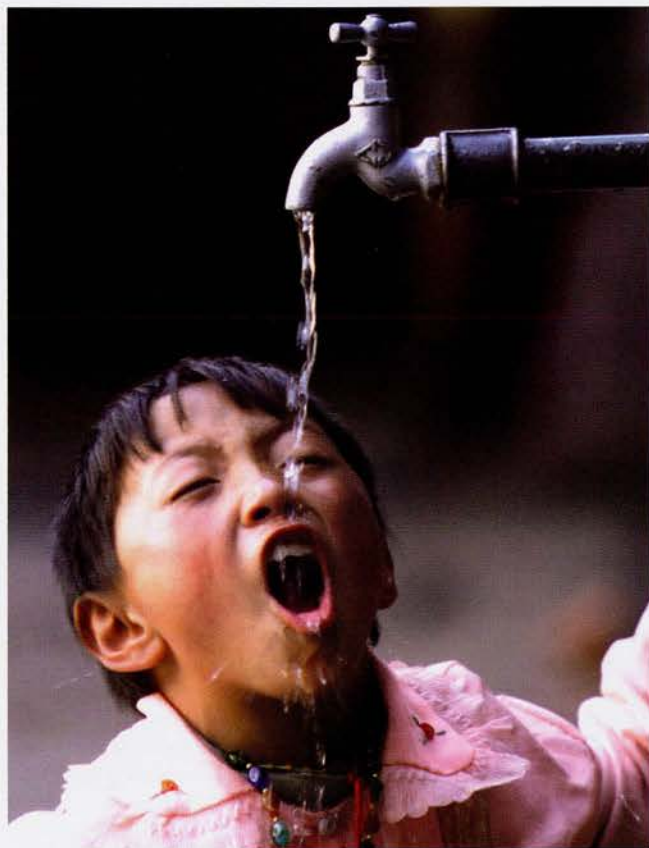
Références

OCDE (2011), *Social media technology and tax administration*, Forum sur l'administration de l'impôt, Centre de Politique et d'Administration fiscales, Paris.

Saunders, Laura (2009), « Is « Friending » in Your Future ? Better Pay Your Taxes First » dans le *Wall Street Journal*, 27 août 2009, voir <http://online.wsj.com/article/SB125132627009861985.html>

Voir www.oecd.org/ctp/ta

Pour une eau propre et salubre



Reuters/Ciara Cortes

L'eau est indispensable à la vie. Pourtant, des millions de personnes restent privées d'accès à un approvisionnement régulier en eau potable. Dans les années à venir, l'accroissement de la population mondiale ne fera qu'accroître les pressions exercées sur cette ressource, qui n'est pas inépuisable. Comment faire meilleur usage de ce bien précieux ?

« Il faut boire l'eau en pensant à la source », dit un proverbe chinois. Mais à l'échelle planétaire, comment s'assurer qu'il y a suffisamment d'eau pour répondre aux besoins des cultures, du bétail, des procédés industriels et aussi, bien entendu, pour étancher notre soif, nous laver, laver nos vêtements et notre vaisselle ?

Aujourd'hui, beaucoup de gens sont confrontés à des problèmes d'accès à l'eau. Certaines régions de l'OCDE et de nombreux pays non membres connaissent déjà de sérieuses pénuries. Compte tenu de la croissance démographique, près de la moitié des habitants de la planète, soit presque 4 milliards d'individus, devraient vivre dans des régions soumises à un fort stress hydrique en 2030, principalement dans les pays non membres de l'OCDE.

Alors que faire ? Si l'eau est une ressource précieuse, l'une des solutions est de l'évaluer à son juste prix. L'agriculture représente aujourd'hui 70 % de la consommation mondiale d'eau. Or, dans de nombreux

pays de l'OCDE, l'eau à usage agricole est subventionnée. Dans ces conditions, les exploitants sont peut-être moins soucieux d'éviter les gaspillages et d'employer l'eau de façon rationnelle que s'ils payaient un prix plus réaliste. L'agriculture mondiale devra relever un formidable défi au cours des 40 prochaines années : produire près de 50 % de denrées supplémentaires d'ici 2030 et doubler la production d'ici 2050. L'urbanisation galopante, l'industrialisation et le changement climatique rendent indispensable une gestion efficace de l'eau.

Cela vaut aussi pour la consommation d'eau des ménages dans les pays développés. Comment connaître votre véritable consommation si l'eau coule à flot dès que vous ouvrez le robinet ? La réponse est double : sensibilisation et tarification. Les études de l'OCDE montrent que la consommation baisse de 20 % lorsque l'on passe d'une redevance forfaitaire à la facturation de l'eau réellement consommée. Les autorités peuvent prescrire des mesures simples : signaler les machines à laver économes, voire accorder une réduction d'impôt à leurs acheteurs ; faire connaître le volume d'eau économisé en fermant le robinet pendant le brossage des dents ; ou encore n'autoriser à la vente et à l'installation que les chasses d'eau à double débit. La solution passe donc aussi par la sensibilisation : les usagers doivent savoir qu'ils peuvent faire avancer les choses.

Et que faire pour les milliards d'habitants des pays en développement qui peinent à trouver de l'eau potable et risquent la maladie, voire la mort, en consommant de l'eau insalubre ou la contamination par des déchets non traités ? L'infrastructure hydrique coûte cher et sa réalisation peut prendre des années, mais les retombées sont considérables.

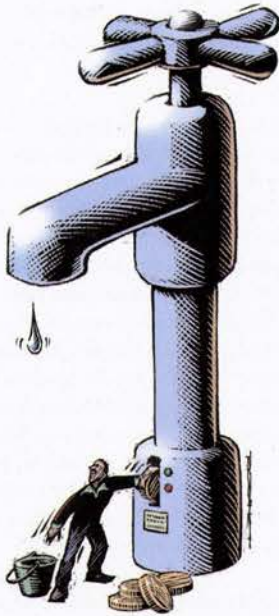
Prenons l'exemple de Salvador, ville de 2,5 millions d'habitants, au nord-est du Brésil. Le raccordement au réseau d'assainissement des neuf dixièmes de la ville en dix ans a fait baisser l'incidence des maladies diarrhéiques chez les enfants de 22 %, et de près de 50 % dans les quartiers qui étaient les plus affectés.

Si la réalisation des infrastructures est longue et coûteuse, de simples gestes peuvent aussi contribuer à relever le défi de l'eau potable. Tandis que des additifs permettent de rendre l'eau potable, des millions de personnes apprennent à se servir de l'énergie solaire. Avec la méthode SODIS, recommandée pour son efficacité par l'Organisation mondiale de la santé, il suffit de verser l'eau dans une bouteille en plastique propre et de l'exposer au soleil pour détruire les germes responsables des maladies diarrhéiques et rendre ainsi l'eau potable. Une méthode à la fois simple et écologique.

Parallèlement, dans les pays développés, il faut entretenir et renouveler les infrastructures existantes, et réduire le gaspillage de l'eau. Ces vingt prochaines années, les États-Unis devront dépenser 23 milliards de dollars par an pour que leur infrastructure hydrique reste conforme aux normes sanitaires et environnementales. Le Royaume-Uni et le Japon devront quant à eux augmenter leurs dépenses consacrées à l'eau de 20 à 40 % pour répondre aux besoins urgents de rénovation et de modernisation des infrastructures. SK

Voir www.oecd.org/eau

L'eau : vers une gestion au compte-gouttes ?



Financer et gérer les services d'eau et d'assainissement posent des défis complexes.

Le 8 septembre 1854, les autorités sanitaires de Londres condamnent un point d'eau situé à l'angle de Cambridge Street et de Broad Street. Une décision d'autant plus stupéfiante que l'eau de ce puits était réputée pour son goût agréable dans toute la ville. En réalité, la source, infectée par le choléra, avait causé le décès de près de 700 personnes en l'espace d'une quinzaine de jours. D'après l'enquête, le briquetage défectueux d'une fosse septique située à un mètre de la source et dont le niveau d'eau lui était supérieur de deux mètres et demi avait causé une fuite, contaminant ainsi le sol du puits. C'est pourquoi, à la demande du Dr John Snow, un physicien britannique à l'origine de l'épidémiologie, les autorités sanitaires bloquèrent l'accès à la pompe.

La solution était simple. Bien souvent, une vigilance rigoureuse des pouvoirs publics suffit à assurer la qualité de l'eau potable et de l'assainissement. Cela dit, investir dans le secteur de l'eau est rarement une sinécure. Les nouvelles utilisations de l'eau et les systèmes modernes d'assainissement posent

des problèmes administratifs et politiques complexes. À la différence de l'électricité, des télécommunications ou des infrastructures comme le réseau électrique, l'eau est considérée comme un droit de l'homme. Elle semble « couler de source », certainement parce que le réseau est majoritairement souterrain, donc invisible – ce qui en complique l'entretien et le rend plus

« Disposer d'un robinet ne signifie pas nécessairement avoir accès à une eau salubre »

onéreux. De plus, au lieu d'être centralisé, l'assainissement relève souvent d'une multitude de ministères et de départements, ce qui peut générer des conflits d'autorité préjudiciables à la gestion et la qualité du service. Enfin, dans le climat économique actuel, toute proposition impliquant une plus grande contribution financière des ménages ou des gouvernements est vue d'un très mauvais œil.

D'importants financements sont nécessaires pour entretenir ou améliorer les infrastructures existantes et garantir l'accès à l'eau potable. Cela vaut non seulement pour les pays en développement, mais aussi pour les pays de l'OCDE et les économies émergentes (notamment les BRIC). Les pays du groupe OCDE et les BRIC devront consacrer entre 0,35 et 1,2 % de leur PIB à la maintenance des infrastructures existantes, ce qui représente actuellement 576 milliards de dollars par an. Ce chiffre devrait atteindre près de 780 milliards de dollars en 2015 et 1035 milliards en 2025.

Les pays en développement sont confrontés à des problèmes différents, dont le plus préoccupant est l'accès à une eau salubre. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé, de bonnes conditions d'hygiène et l'accès à une eau propre permettraient de réduire de 10 % le nombre de maladies et de générer chaque année jusqu'à 84 milliards de dollars de revenus. Les maladies diarrhéiques telles que le choléra tuent chaque année 1,8 million de personnes et 88 % de ces cas sont directement

imputables à la consommation d'eau polluée, à un assainissement insuffisant et au manque d'hygiène. Améliorer la distribution d'eau et l'assainissement réduirait de 58,5 % le taux de morbidité, et le simple fait de se laver les mains ferait reculer ce taux d'encre 35 %. Toutefois, un récent rapport de l'OCDE met en garde : « Disposer d'un robinet ne signifie pas nécessairement avoir accès à une eau salubre ». L'exemple de Broad Street à Londres illustre les dangers de la contamination croisée. Si l'accès à l'eau doit rester une priorité, sans assainissement, la situation peut vite tourner à la catastrophe.

Les investisseurs sont frileux face aux coûts initiaux en matière d'infrastructure hydrique, et particulièrement dans le contexte actuel d'incertitude économique des pays développés et d'instabilité politique des pays en développement. Alors, où trouver les fonds ? Pour commencer, des économies substantielles pourraient être réalisées en améliorant l'efficacité d'approvisionnement. Les pertes en eau sont un problème récurrent dans les pays en développement (70 % des ressources sont ainsi gaspillées), mais également dans les pays développés. À Londres par exemple, la vétusté des infrastructures datant de l'époque victorienne était responsable de 40 % des pertes en eau dans le réseau de la capitale. Par conséquent, l'Ofwat (l'autorité économique régulatrice de l'eau) a imposé des objectifs chiffrés pour réduire ces fuites. D'autres pays développés sont dans la même situation.

Cependant, pour les pays les plus pauvres, même des gains d'efficacité ne suffiront pas à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement visant à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes n'ayant pas accès à une eau potable. Selon l'ONU, parvenir à cet objectif coûtera entre 6,7 et 75 milliards de dollars par an, soit entre 33,5 et 375 milliards de dollars sur l'ensemble de la période. Au vu des financements actuels, c'est impossible, et cela supposerait d'abord de rompre avec un certain nombre d'idées préconçues.

En 2009, l'OCDE a recommandé de recourir à une combinaison de politiques tarifaires, d'impôts, de transferts d'aide publique au développement et de donations

philanthropiques pour combler cet écart de financement. Le flux financier régulier garanti par cette combinaison permettrait ainsi un financement remboursable sous forme de prêts, d'obligations ou de fonds propres. Cette approche, dite de « recouvrement durable des coûts » s'inspire du concept de « recouvrement intégral des coûts », selon lequel la tarification seule suffirait à couvrir les coûts. Si cette théorie est généralement vraie dans les pays de l'OCDE comme la France, où la tarification de l'eau permet de couvrir 90 % des coûts, c'est loin d'être le cas dans les pays en développement, comme au Mozambique où ce chiffre n'est que de 30 % et en Égypte, où il atteint à peine 10 %. Cela n'est guère surprenant. En effet, les défenseurs du recouvrement intégral négligent le fait que l'évolution des infrastructures de l'eau dans les pays développés a duré entre 50 et 100 ans et que jusque récemment, elle était en grande partie financée par les budgets publics. Tant que leurs infrastructures ne seront pas solides et que le pouvoir d'achat n'augmentera pas, les pays en développement resteront dépendants de leurs fonds publics, des politiques tarifaires, de l'aide au développement et des dons.

Les politiques tarifaires illustrent bien la complexité des questions liées à l'eau, notamment dans les pays qui subventionnent massivement la distribution d'eau. En principe, ces subventions servent à protéger les consommateurs les plus pauvres. Pourtant, rien n'est prévu pour équilibrer l'eau dans le cas où des subventions trop généreuses font baisser son prix. Que les politiciens répugnent à augmenter le prix d'un « bien public » voire d'un « droit de l'homme » est compréhensible, mais aucun recouvrement durable des coûts n'est possible sans équilibre entre accessibilité et viabilité financières. La question est de savoir si le critère d'accessibilité doit s'appliquer à l'ensemble de la population ou seulement aux catégories les plus vulnérables.

Subventionner l'eau de façon uniforme pour qu'elle soit abordable, comme le fait l'Égypte, où les compagnies des eaux sont financées à 90 % par l'argent des contribuables, est contestable. Les plus riches, qui représentent aussi la plus grande consommation d'eau par habitant, reçoivent une plus grande part des subventions, alors qu'au regard de

leurs revenus, l'eau représente une dépense relativement faible par rapport à ce que payent les catégories les plus pauvres.

Pour contrebalancer ce problème, les gouvernements devraient, outre des compensations directes, offrir aux ménages les plus pauvres – dont les revenus sont souvent irréguliers – des facilités de paiement (sur une base hebdomadaire plutôt que trimestrielle, par exemple).

Si la politique tarifaire de l'eau permet de financer la distribution et la maintenance, les sommes nécessaires au développement et aux réparations des infrastructures sont très lourdes et proviennent généralement des recettes fiscales affectées au financement de prêts à taux bonifiés, de subventions et de garanties. Mais les gouvernements ayant désespérément besoin de liquidités, ces ressources fondent comme neige au soleil,

L'OCDE dispose d'outils qui peuvent aider les gouvernements à financer plus durablement les services d'eau et d'assainissement

même si certains pays comme la Chine, la Corée et les États-Unis ont volontairement intégré le secteur de l'eau dans leurs plans de relance économique. La crise renchérissant le coût de l'emprunt pour les pays développés comme pour ceux en développement, ceux-ci pourraient décider de coupes budgétaires « temporaires » dans le secteur.

La situation s'améliore pour les pays en développement. En 2001, l'aide aux services d'eau et d'assainissement a fortement progressé. Entre 2002 et 2009, l'aide bilatérale a augmenté en moyenne de 18 % par an et l'aide multilatérale de 10 %. L'aide au développement est la plus efficace lorsqu'elle sert à soutenir des biens publics comme l'amélioration du traitement des eaux usées, le renforcement de l'accès des plus pauvres à l'eau et les incitations aux investissements privés. Cela dit, l'affectation de l'aide pose problème lorsque certains pays reçoivent plus de fonds que nécessaire et les dépensent de façon disproportionnée au profit des zones urbaines, et au détriment des zones rurales

arides. Cependant, les bailleurs de fonds devant consolider leurs finances, il est peu probable que l'aide publique au développement s'accroisse dans un avenir proche.

L'OCDE dispose d'une large gamme d'outils qui peuvent aider les gouvernements à financer plus durablement les services d'eau et d'assainissement. La planification financière stratégique permet aux pouvoirs publics de choisir la bonne combinaison financière. Elle se fait notamment avec le logiciel FEASIBLE, qui évalue l'écart entre le coût et la réalité financière des projets d'eau et d'assainissement. De plus, le *Guide de l'OCDE pour l'action publique*, articulé autour de 24 principes, aide les décideurs à évaluer l'attractivité de leur programme pour les investisseurs privés et leur expertise dans le secteur de l'eau. L'Égypte, la Russie, le Liban et le Mexique y ont eu recours.

Les services d'eau et d'assainissement ont souvent pâti d'erreurs de jugement des pouvoirs publics qui, par idéalisme, témérité politique ou nécessité économique, ont fermé les yeux sur les réalités financières du secteur. Or, seule une approche financière réaliste et équilibrée peut attirer les investisseurs. Pour la pompe de Broad Street comme en politique, certaines mesures peuvent certes adoucir la réalité, mais seule une action ferme et déterminée peut la transformer.
Lyndon Thompson

Pour plus d'informations sur la gestion de l'eau, contactez Peter.Borkey@oecd.org ou Celine.Kaufmann@oecd.org

Références

Borkey, Peter, et Brendan Gillespie, « Eau potable : un problème soluble ? », *L'Observateur de l'OCDE* n° 254, mars 2006.

OCDE (2011), *Meeting the Challenge of Financing Water and Sanitation: Tools and Approaches*, Paris (Édition française à paraître).

OMS, Eau, assainissement, hygiène et santé : Faits et chiffres

Voir aussi www.observeurocde.org/eau

Ouvrir les vannes du développement

Faire appel au bon sens et aux bons acteurs contribuerait à débloquer les investissements dans le secteur de l'eau, particulièrement cruciaux pour les pays en développement.

Si les grands travaux américains d'infrastructure comme le barrage Hoover, celui de Grand Coulee ou de la *Tennessee Valley Authority* étaient proposés aujourd'hui, ils resteraient certainement dans les tiroirs des bureaux d'études.

John Briscoe, ex-conseiller principal de la Banque mondiale pour l'eau, aujourd'hui professeur à Harvard, ne mâche pas ses mots. La faute revient aux économistes, affirme-t-il, qui soutiennent depuis 40 ans qu'il faut ignorer les retombées régionales et autres effets indirects de tels projets, qui en constituaient pourtant la motivation principale, et aux écologistes, systématiquement opposés à ces projets pour des raisons environnementales.

Ces travaux caractérisaient pourtant l'Amérique d'après la Grande dépression. Témoignages d'une nation visionnaire et pleine de ressources, ils étaient perçus comme de véritables prouesses d'ingénierie et d'imagination. Les pays en développement les admirent et veulent s'en inspirer. Mais le peuvent-ils et le doivent-ils ?

M. Briscoe décrit la planification actuelle des pays riches comme une « planification par contraintes », expression empruntée au corps du génie de l'armée américaine. Imposer cette approche « post-abondance » aux pays en développement, c'est priver de nombreux pays

Bien qu'aucun pays émergent n'ait suivi le modèle des OMD, c'est pourtant ce que l'on exige des pays pauvres tributaires de l'aide

pauvres de la seule voie connue vers la prospérité. Avec son armée d'universitaires, de technocrates, d'ONG et de défenseurs d'une seule cause, le monde développé promet d'aider les pays en développement, mais à une seule condition : qu'ils le fassent sans acier, béton ou autre ennemi de l'environnement. Les travaux d'infrastructure, qui constituaient

Entretien avec **John Briscoe**, professeur d'ingénierie environnementale à l'Université de Harvard



Reuters/Stringer Shanghai

jadis la majorité des investissements de la Banque mondiale, sont aujourd'hui négligés. « Ces 15 dernières années, la Banque mondiale n'a financé que deux grands projets de barrage », souligne M. Briscoe : Bujagali en Ouganda, dont l'approbation a pris plus de dix ans, et Nam Theun 2 au Laos, qui a dû subir 14 évaluations de commissions indépendantes avant d'être approuvé.

En matière d'eau, pays riches et pays pauvres ne sont pas confrontés aux mêmes problèmes. Les pays riches ont plus d'infrastructures hydrauliques que les pays pauvres, ce qui leur a permis de sécuriser leurs ressources en eau. Par exemple, les barrages du Colorado ont une capacité de stockage de 1000 jours contre 30 pour ceux de l'Indus. Le mot « infrastructure » ne doit pas être synonyme d'habitats dégradés, de villages déplacés et de multinationales rapaces. M. Briscoe constate toutefois que les gouvernements et les organismes d'aide, entraînés par des groupes d'intérêt, ont délaissé les infrastructures au profit des finalités sociales, incarnées par les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Selon M. Briscoe, les OMD constituent « le principal revers pour le développement de ces dernières décennies ». D'après lui, le problème ne vient pas des objectifs eux-mêmes mais du fait qu'ils mettent la « charrue sociale » avant les « bœufs de la croissance économique ». Les concepteurs des OMD ont dressé une liste de

biens sociaux – éducation, égalité des sexes, réduction de la mortalité infantile, accès à l'eau et à l'assainissement, etc. – mais rien n'est dit sur les transports, l'énergie et l'agriculture, les piliers historiques de croissance propres à faire reculer la pauvreté. Les OMD négligent également les bases sur lesquelles repose l'économie de tous les pays riches actuels, comme par exemple l'énergie hydroélectrique. Les pays de l'OCDE exploitent 70 % de leur capacité hydroélectrique, contre 3 % pour l'Afrique. M. Briscoe précise que jamais un pays n'est sorti de la pauvreté sans améliorer sa productivité et ses infrastructures. C'est pourtant ce qui est demandé aux pays pauvres.

Pour M. Briscoe, les rédacteurs des OMD « vivent dans un autre monde ». Figurent parmi eux des universitaires, des ONG, des défenseurs d'une seule cause et ceux qui brandissent le terme « nouveau paradigme » (dont un équivalent pourrait être le « jamais testé »). Selon lui, il est frappant de constater que, bien qu'aucun pays émergent n'ait suivi le modèle des OMD, c'est pourtant ce que l'on exige des pays pauvres tributaires de l'aide.

À la Banque mondiale, M. Briscoe défendait ce qu'il appelle « un pragmatisme fondé sur des principes » : en général, il privilégiait l'avis des acteurs de terrain par rapport à celui des universitaires, prenait au sérieux les préoccupations politiques, accompagnait les projets qui avaient le plus de chances d'être concrétisés et évitait de « faire du mieux

l'ennemi du bien ». Il estime que les pays en développement ont autant besoin d'infrastructures que d'institutions, mais rejette l'idée selon laquelle les réformes doivent automatiquement précéder les grands projets d'infrastructure. « Il n'en a jamais été ainsi », précise-t-il. « Les investissements n'ont jamais attendu les réformes ».

Il cite l'exemple des marchés émergents : « Les pays à revenu intermédiaire comme le Brésil ou la Chine ne se soumettent pas aux restrictions des organismes d'aide pour leurs grands projets hydrauliques ». Leur richesse leur permet de passer outre la « planification par contraintes » imposée par les organismes d'aide en échange de leurs financements. Les pays pauvres n'ont pas cette chance.

L'expérience de M. Briscoe en tant que directeur des opérations pour le Brésil à la Banque mondiale de 2005 à 2008 lui a également appris comment les organisations internationales telles que la Banque mondiale et l'OCDE pouvaient aider au mieux ces pays.

Il explique que le Président Lula accordait la priorité à la construction sur l'Amazonie de deux centrales hydroélectriques « au fil de l'eau » respectueuses de l'environnement, générant près de 8000 mégawatts, pour combler l'écart entre l'offre et la demande. M. Briscoe souligne que ces projets étaient plébiscités par les gouverneurs et les populations de la région mais rejetés par les défenseurs de l'environnement et certaines célébrités. Le Brésil est réputé pour ses énergies propres en grande partie parce que 80 % de son électricité est d'origine hydraulique. Le pays n'exploite toutefois qu'un tiers de son potentiel hydroélectrique, qui réside essentiellement dans l'Amazonie, précise-t-il.

La Banque mondiale n'a pas investi directement dans ces projets. De fait, le Brésil n'avait pas besoin d'argent. Selon M. Briscoe, le pays avait bien compris qu'un investissement de la Banque mondiale aurait été synonyme d'interminables mises à l'épreuve et d'années de retard. En revanche, le Brésil a mis à profit l'expertise et la renommée de la Banque pour gérer les questions complexes de durabilité et pour développer une procédure d'appel d'offres

ouverte et concurrentielle (qui a permis de diminuer les coûts d'environ 30 %).

C'est au Brésil que M. Briscoe a appris l'importance d'écouter les hommes politiques et de leur permettre, plutôt qu'aux technocrates de la Banque mondiale, de fixer les priorités dans les programmes financés par l'institution de Washington. Il s'est aperçu que la plupart des gouverneurs régionaux souhaitaient réaliser deux ou trois projets importants durant leur mandat : « Ils s'étaient présentés aux élections, savaient bien ce qui comptait pour leurs concitoyens, et mettaient l'essentiel de leur pouvoir au service de ces priorités ». Il leur demandait d'exposer leurs priorités pour travailler sur cette base, ce qui a permis de faire passer l'intervalle entre l'approbation et le début des travaux d'un projet de 36 à 10 mois. À la Banque mondiale, « cela a suscité une levée de bouclier des technocrates, plus habitués à être aux commandes qu'à disposition ».

Quant à « l'eau en tant que droit de l'homme », c'est une question largement débattue au sein des instances

L'OCDE devrait s'engager davantage auprès des acteurs de terrain, car ce sont eux qui peuvent offrir à leurs concitoyens les conditions d'une vie meilleure

internationales, mais pratiquement jamais sur le terrain, souligne-t-il. Faire de l'accès à l'eau un droit de l'homme est louable, mais cela améliore-t-il la vie des populations ? La principale injustice, d'après lui, n'est pas que les pauvres doivent payer un prix raisonnable pour les services essentiels, mais qu'ils n'aient pas accès à ces services.

Tous les mécanismes publics et privés efficaces considèrent les pauvres comme des clients qui paient pour certains services. L'objectif final est qu'ils en bénéficient. Cela nécessite des financements, mais les investisseurs sont méfiants. Si les investissements dans les services publics sont traditionnellement peu risqués dans les pays développés, il en va autrement dans les pays en développement. Pour le secteur de l'eau,

le retour sur investissement est long, la rentabilité des capitaux est faible et la marge brute d'autofinancement de l'investisseur sera donc négative durant les dix premières années, le rendant vulnérable. Les chiffres ne sont guère encourageants : parmi les contrats d'infrastructures du secteur privé dans les pays émergents, 3 % sont annulés dans le secteur des télécommunications, 8 % dans le secteur de l'électricité et 33 % en moyenne dans le secteur hydraulique. Rares sont les investisseurs capables de supporter un tel risque. Or, en l'absence de ces investissements, les premières victimes sont les pauvres qui restent privés de ces services.

La stabilité politique et la transparence peuvent sans doute rassurer les investisseurs, mais ce n'est pas en leur imposant le modèle de « planification par contraintes » des pays riches que l'on parviendra à aider les pays pauvres à atteindre prospérité et stabilité. Cela ne signifie pas qu'il faille négliger les préoccupations environnementales. C'est le manque de perspective historique des pays développés que dénonce M. Briscoe, et « le fait de demander aux autres de faire ce que nous ne faisons pas et n'avons jamais fait ». Il n'accorde que peu de crédit aux technocrates dont les analyses « fondées sur les faits » placent souvent leurs propres priorités avant celles des dirigeants politiques et décideurs nationaux, qui ont pourtant une compréhension plus vaste et plus approfondie des besoins de leurs pays. D'après lui, « l'OCDE devrait s'engager davantage auprès des acteurs de terrain et des hommes politiques des pays riches comme des pays pauvres. Ce sont eux qui obtiennent des résultats et sont à même d'offrir à leurs concitoyens les conditions d'une vie meilleure. »

Références

« Making Reform Happen in Water Policy: Reflections from a Practitioner », présentation de M. John Briscoe lors du Forum mondial sur l'environnement « Réussir la réforme de l'eau », Paris, 25-26 octobre 2011.

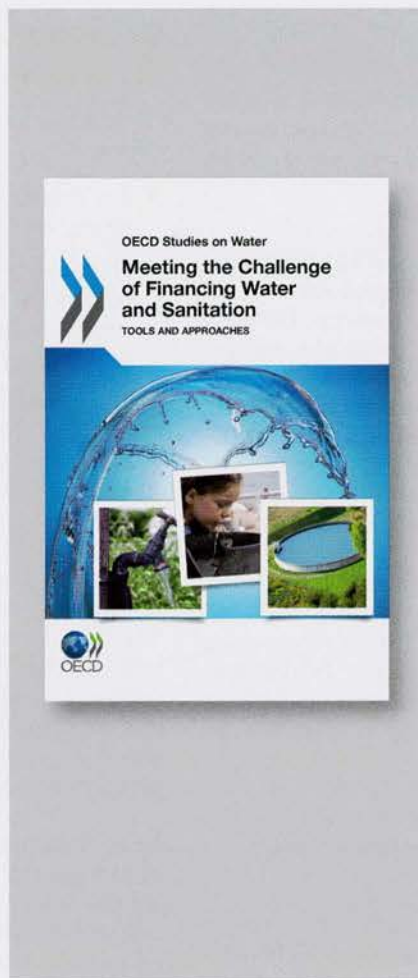
Delli Priscolli, Jerome (2011), « Interview with John Briscoe: Two decades at the centre of world water policy », *Water Policy* n° 13, IWA Publishing.

Parce que les solutions ne coulent pas de source

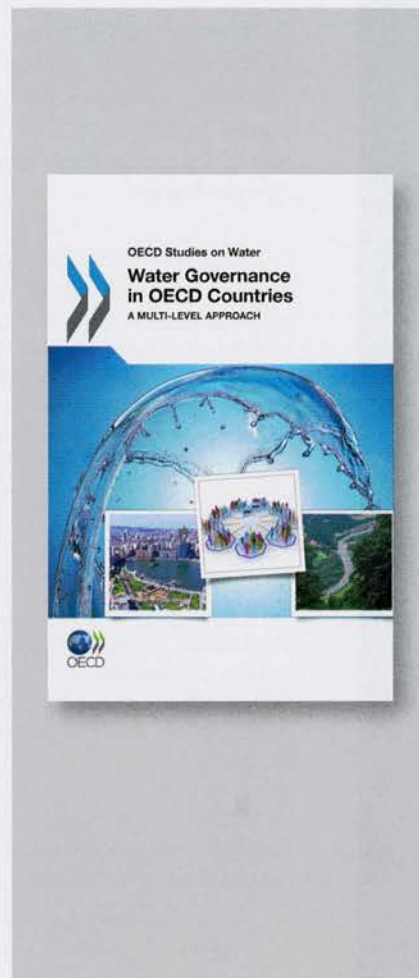
Rapports de l'OCDE sur l'eau



**Des mécanismes de
financement innovants
pour le secteur de l'eau**
ISBN 978-92-64-08367-7



**Relever le défi du
financement des services
d'eau et d'assainissement :
Approches et outils**
(version française à paraître)



**La gouvernance de l'eau
dans les pays de l'OCDE :
une approche pluri-niveaux**
(version française à paraître)

Commandez-les sur www.oecd.org/librairie



Le parc hydroélectrique d'EDF, au cœur des enjeux de la gestion

En France, EDF produit près de 10% de son électricité à partir de l'énergie hydraulique : ses centrales hydroélectriques produisent chaque année en moyenne 46 TWh, soit l'équivalent de la consommation annuelle domestique de l'Île-de-France.

La production hydraulique française d'EDF contribue à placer la France au rang de premier producteur d'électricité renouvelable de l'Union Européenne. Elle participe à l'atteinte des objectifs nationaux et européens selon lesquels 23% de l'électricité devra être produite à partir de sources d'énergie renouvelable d'ici 2020. Associée au nucléaire, celle-ci permet au groupe EDF de produire en France 95% de son électricité sans émission de CO₂ et de contribuer de manière essentielle à la sécurité d'approvisionnement du pays.

Le parc hydroélectrique d'EDF en France métropolitaine comprend plus de 600 barrages et près de 450 centrales de tailles très diverses. Énergie renouvelable la plus compétitive à l'heure actuelle, l'hydraulique permet, grâce à sa réactivité, d'apporter une réponse performante aux fluctuations de la demande en électricité.

Le contexte dans lequel s'exerce l'activité de production hydroélectrique d'EDF est profondément marqué par deux aspects principaux :

- Une actualité législative et réglementaire essentiellement européenne. La mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (D.C.E.) est, à cet égard, très structurante.
- La montée des préoccupations relatives aux évolutions climatiques qui, avec la protection de la biodiversité, constitue désormais une priorité des politiques environnementales.

Dans les deux cas, les débats et les décisions sont au niveau européen, voire mondial, alors que la caractéristique de l'hydraulique est de se traiter souvent au cas par cas, site par site, au niveau local. C'est là aussi que se nouent les relations les plus fortes avec tous les usagers de l'eau.

Un dialogue soutenu avec tous les acteurs et utilisateurs de l'eau

Le positionnement d'EDF se décline selon 3 axes principaux :

- Être irréprochable quant à son exploitation et au respect de l'ensemble des réglementations,
- Poursuivre et amplifier l'écoute et la prise en compte des parties prenantes sur le terrain, et trouver les meilleurs compromis dans la gestion de la ressource en eau,
- Promouvoir la production hydroélectrique, compte tenu de l'intérêt de cet outil industriel, de sa compétitivité et de sa souplesse, mais aussi pour l'atout qu'il représente en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les actions concrètes passent donc par un dialogue soutenu avec tous les acteurs et utilisateurs de l'eau. Trouver des compromis est complexe car, bien souvent, les divers usages de l'eau sont contradictoires entre eux. De plus, comme EDF gère près de 75% des réserves de surface de la France (soit 7 milliards de m³ d'eau), on attend d'elle des positions d'arbitre et de gestionnaire global de la rivière.

Ainsi, EDF surveille au plus près l'état des ressources et gère ses stocks avec la plus grande vigilance pour garantir leur disponibilité en cas de situation exceptionnelle. En effet, les étés secs rendent la ressource en eau non seulement plus faible mais, parfois, également plus chaude, ce qui conduit EDF à adapter ses modes d'exploitation.



Barrage EDF de Roselend dans les Alpes

de l'eau en France



Une gestion optimisée et responsable de la ressource en eau

Pour garantir une gestion optimisée des ouvrages de production d'électricité, EDF a mis en place et exploite, depuis Grenoble, un système intégré de surveillance et de prévision hydrométéorologique.

Par exemple, dans les massifs de haute montagne, des nivomètres à rayonnement cosmique calculent l'épaisseur du manteau neigeux afin de prévoir, au plus juste, la quantité d'eau qui se déversera dans les barrages au moment de la fonte. Associées aux mesures des débits des rivières et de la pluviométrie, les mesures des nivomètres permettent à EDF d'estimer les capacités de production des centrales hydroélectriques.

Près d'un milliard de m³ d'eau est réservé chaque année par EDF pour être éventuellement disponible pour d'autres usages de l'eau que la seule production électrique, soit que cela soit prévu dans le cahier des charges ou dans des conventions, soit que d'autres usagers aient financé une part des réserves.

C'est le cas pour les besoins agricoles en irrigation, l'approvisionnement en eau potable, la navigation fluviale, mais aussi la création de neige artificielle, le tourisme, les sports d'eau vive et autres loisirs.

La production hydroélectrique d'EDF participe ainsi de manière décisive à la gestion de la ressource en eau au plan national, ainsi qu'au développement économique régional. Elle contribue également au maintien de l'emploi dans les vallées.

La préservation, voire la restauration, des milieux aquatiques et la protection de la faune et la flore sont également des priorités pour EDF, et font l'objet de nombreuses actions, comme :

- Le maintien d'un débit minimum en aval des ouvrages, dit « débit réservé », nécessaire au développement du milieu aquatique ; il est fixé au minimum au 1/10^{ème} ou au 1/20^{ème} du débit moyen du cours d'eau, selon l'ouvrage hydraulique concerné,
- La réalisation d'ouvrages de franchissement pour que le barrage ne constitue pas un obstacle pour les poissons migrateurs (saumons, aloses ou anguilles). Près de 100 ouvrages en sont déjà équipés.
- La gestion des transits sédimentaires, essentielle à la gestion de la morphologie de la rivière.

Enfin, les avalisants attendent généralement des barrages EDF, même s'ils n'ont pas été conçus pour cela, qu'ils les protègent des crues et inondations et qu'ils réalimentent les cours d'eau en période de sécheresse. EDF est très impliquée dans la gestion de ces épisodes naturels mais extrêmes.

EDF siège dans toutes les instances locales et nationales de concertations sur la gestion de l'eau, mises en place sous l'égide des pouvoirs publics : Agences de l'eau, Commissions locales de l'eau, etc. Elle s'implique à leurs côtés dans la définition de Schémas d'Aménagement et de la Gestion des Eaux prévus par la loi.

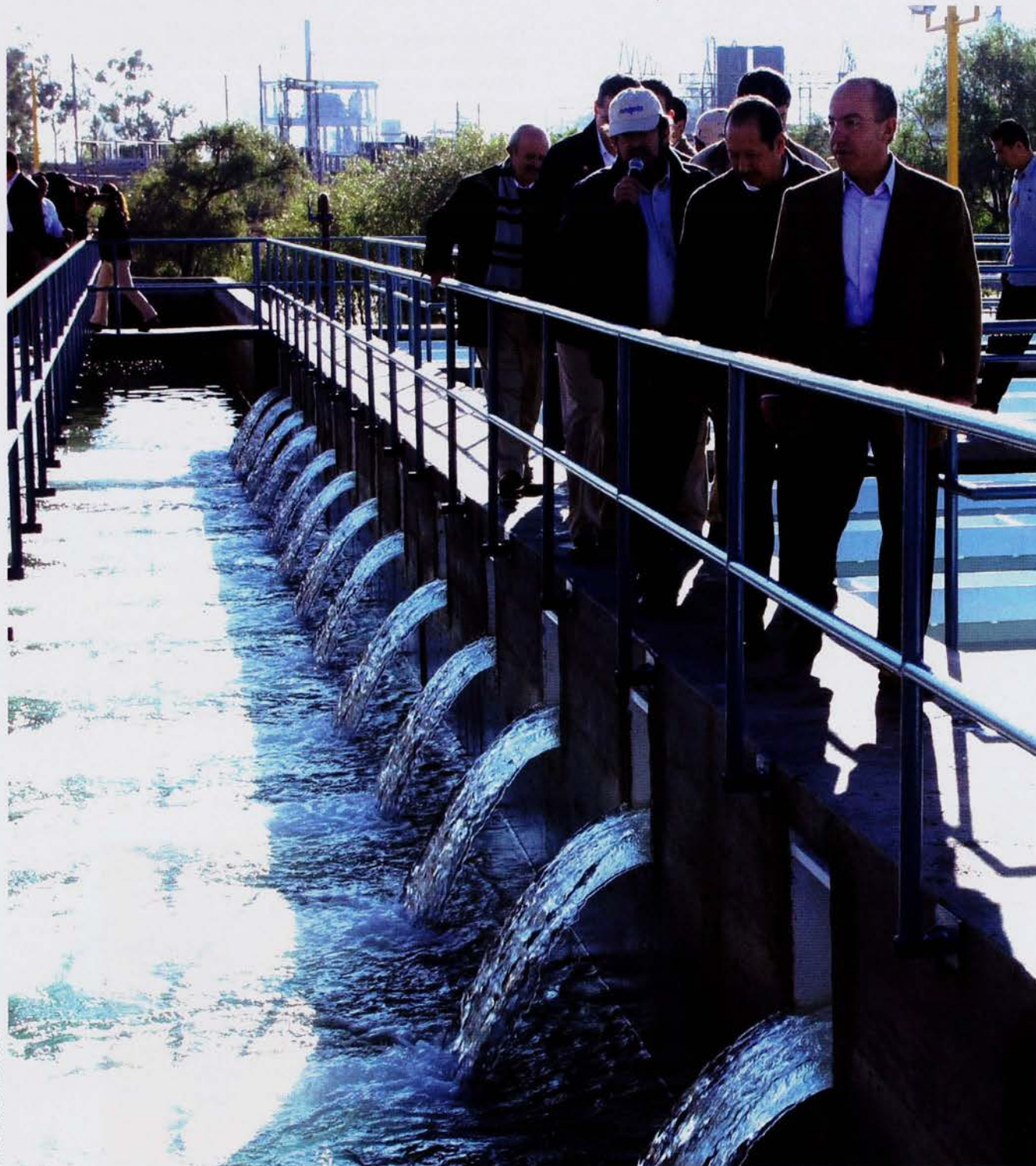
Au total, ce sont plus de 1500 ingénieurs et chercheurs d'EDF qui sont mobilisés, aux côtés de 3500 exploitants présents sur les installations, pour maintenir et moderniser les aménagements, limiter leurs impacts, contribuer à la gestion des rivières et à la protection des milieux aquatiques et, aussi, développer l'outil industriel.

Des compétences présentes à l'international

Le plus bel exemple en est l'aménagement hydroélectrique de Nam Theun au Laos : d'une puissance de 1070 MW, il a été mis en service en 2010. Non seulement, il est un outil essentiel de développement pour l'ensemble du Laos, mais, soutenu par la Banque Mondiale, il est considéré comme exemplaire en matière de prise en compte des attentes des populations, grâce à des programmes environnementaux et sociaux ambitieux.

Des politiques de l'eau durables

Entretien avec **Marco Antonio Velázquez Holguín**, Directeur général adjoint de la Planification, Commission nationale de l'Eau (CONAGUA), Mexique



Alfredo Guerrero/Notimex/AFP

Le Président du Mexique Felipe Calderón inaugure une station d'épuration des eaux en 2010

L'Observateur de l'OCDE : Vous lancez l'Agenda de l'Eau 2030. À quels besoins ces réformes répondent-elles ?

Marco Antonio Velázquez Holguín : Au Mexique, le secteur de l'eau est confronté à un certain nombre d'enjeux : l'inégale distribution de l'eau à travers le pays, la dynamique des populations, le développement d'activités économiques, l'urbanisme sauvage, la dégradation des sources hydriques, la surexploitation des aquifères, les inondations et les sécheresses. Ces facteurs menacent la durabilité de nos ressources en eau. L'Agenda de l'Eau 2030 cible ces problèmes et pose les bases d'une gestion intégrée et durable de l'eau pour guider notre action sur le long terme.

Quels en sont les grands thèmes ?

L'Agenda de l'Eau 2030 est un outil visant à approfondir et consolider les politiques de gestion durable de l'eau qui ont commencé à apparaître dans notre pays au début des années 2000. Son objectif prioritaire : réussir, en 20 ans, à doter le Mexique de réserves d'eau non polluées, d'aquifères et de bassins hydrauliques équilibrés, à garantir l'accès universel à l'eau potable et aux services d'assainissement, et à protéger les zones habitées des inondations. Notre programme se fonde sur une analyse prospective de la situation dans le secteur de l'eau d'ici à 2030 pour définir les initiatives à mettre en œuvre si nous voulons réformer le fonctionnement institutionnel et nous donner les moyens d'atteindre nos objectifs. L'Agenda de l'Eau 2030 vise à consolider notre politique de durabilité.

De tous les défis à relever, quels sont les plus pressants ?

J'en citerais quatre. Le premier est l'équilibre entre l'offre et la demande en eau : d'après les estimations, en 2030, l'écart entre offre et demande devrait atteindre 23 milliards de mètres cubes. Pour pallier ce problème en amont, des solutions techniquement réalisables et offrant le meilleur rapport coût-bénéfice ont été avancées, consistant notamment à améliorer l'efficacité de tous les usages de l'eau et à construire de nouvelles infrastructures.

Notre deuxième défi concerne la salubrité de nos réserves en eau. En 2030, nos infrastructures devront traiter 7,2 milliards de mètres cubes d'eau, ce qui revient à combler un écart de 4,3 milliards de mètres cubes.

Notre troisième défi est l'accès universel à l'eau. En 2030, 37 millions d'habitants supplémentaires devront bénéficier de ces services. Concernant les services d'assainissement, notre objectif est de 40,5 millions d'habitants supplémentaires.

Enfin, le quatrième défi est de sécuriser les zones d'habitation, notamment par des collecteurs d'eau pluviale et des ouvrages de protection contre les inondations.

De quels modèles vous êtes-vous inspirés ?

Avec la création de la Commission nationale d'irrigation en 1926, la politique du Mexique en matière d'eau a mis le cap sur l'augmentation de la distribution d'eau, pour divers usages, par la construction d'infrastructures. Dans les années 1980, le modèle étant devenu obsolète, il a été progressivement remplacé par un nouveau modèle, tourné vers un contrôle renforcé de la demande. Si ces politiques ont apporté une réponse satisfaisante aux besoins en eau du pays, elles ont aussi dû composer avec de sérieux problèmes hérités du passé, une réalité qui a incité le Mexique à placer la durabilité au cœur de sa politique de l'eau. Cette nouvelle orientation a entraîné une hausse des investissements dans les centres de traitement des eaux usées, dans le remplacement des sources d'alimentation en eau et dans la modernisation technologique des systèmes d'irrigation agricoles. Elle a aussi favorisé l'élaboration de normes sur les flux environnementaux et des études sur l'impact du changement climatique et l'atténuation de ses effets.

En quoi l'OCDE peut-elle vous aider ?

Pour que la propreté des réserves d'eau, l'équilibre entre l'offre et la demande, l'accès universel à l'eau et la protection contre les inondations deviennent réalité, l'Agenda de l'Eau 2030 prône une stratégie générale fondée sur deux axes :

- a) Garantir que toutes les réserves du pays disposent d'une structure de gouvernance saine et capable de gérer les ressources en eau, en coresponsabilité et de manière durable.
- b) Garantir une répartition des compétences plus équilibrée pour renforcer, réguler et offrir les services d'eau et d'assainissement nécessaires, avec une responsabilité reposant sur les trois branches du gouvernement, et pour que le système national de gestion des ressources en eau soit le plus équilibré possible et réponde aux défis actuels et futurs.

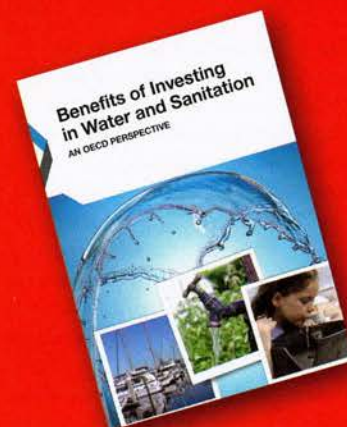
La participation des experts de l'OCDE aux travaux préparatoires des études et événements tournés vers les objectifs de l'Agenda de l'Eau 2030 serait un soutien précieux pour la Commission nationale de l'Eau du Mexique.

Voir www.conagua.gob.mx

**Commandez
dès maintenant !**

Version française bientôt
disponible sur

www.oecd.org/librairie



New York, ville bleue

Cas Holloway, Adjoint au maire de la ville de New York, et Carter Strickland, Commissaire du Département de protection de l'environnement de la ville de New York



Reuters/Andrew Kelly

New York investit pour un avenir plus vert et plus propre.

À l'époque où New York ne s'appelait pas encore New York, le site était un écosystème naturel foisonnant, fait de collines boisées et de cours d'eau cristalline. Le paysage a commencé à changer avec la colonisation, alors que la population de la ville a explosé en deux siècles, passant de 5 000 habitants en 1700 à plus de deux millions en 1900. New York devenant une plateforme commerciale et manufacturière internationale, ses habitants et ses entreprises ont rejeté dans les cours d'eau des quantités croissantes d'effluents domestiques, de polluants industriels et d'ordures ménagères. À la fin du XIX^e siècle, près de 2,3 milliards

de litres d'eaux d'égout non traitées étaient rejetés chaque jour directement dans le port.

Depuis une centaine d'années, la ville de New York a lancé un vaste programme de maîtrise des eaux usées et pluviales, en raccordant ses conduites d'évacuation à 235 kilomètres d'intercepteurs, qui longent les cours d'eau (sans se déverser dedans), et sont chacun relié à l'une des 14 stations d'épuration. Parallèlement, la ville a construit un réseau d'égouts souterrain de plus de 11 000 kilomètres et 144 000 bassins de stockage des eaux usées et pluviales. Toutefois, comme la plupart des villes anciennes du nord-est et du centre-ouest des États-Unis, qui ont été confrontées les premières aux risques sanitaires liés aux

rejets d'eaux d'égout non traitées, New York est presque entièrement desservie par un réseau unitaire qui recueille à la fois les eaux usées domestiques et commerciales (flux de temps sec) et les eaux pluviales ; ces eaux sont ensuite acheminées vers des stations d'épuration dont le débit moyen journalier par temps sec est d'environ 5 milliards de litres. Dans ces zones, en cas de pluie, il arrive fréquemment que les stations d'épuration saturent ; pour décharger le réseau, les intercepteurs sont équipés de régulateurs de débit et de déversoirs qui dirigent les eaux usées et pluviales vers 423 points de rejet dans les nappes aquifères environnantes. On parle de « surverse de réseau unitaire » ou SRU.

Depuis la construction des deux dernières stations d'épuration de la ville au milieu des années 1980, les rejets urbains de temps sec dans le port de New York ont cessé et la qualité de l'eau s'est considérablement améliorée. Les SRU demeurent cependant le principal obstacle à de nouveaux progrès. Les 423 points de déversement ne peuvent être « bouchés » car alors, l'eau captive refluerait vers les stations d'épuration et les paralyserait en les inondant, provoquant des refoulements d'égouts ce qui aurait des conséquences dramatiques pour la qualité de l'eau. Nous pourrions construire des réseaux d'évacuation totalement indépendants pour les eaux usées et pluviales, mais cela représente des dizaines d'années de travaux et plus de 60 milliards de dollars d'investissements pour la ville. Sans compter que, dans les quartiers concernés, la vie deviendrait infernale.

Depuis 20 ans, le Département de protection de l'environnement modernise ses installations et son réseau d'égouts pour pouvoir traiter des volumes plus importants par temps de pluie. Il a notamment construit des réservoirs pour stocker le trop-plein, qui peut être pompé vers les stations d'épuration après la pluie. Grâce à ce programme, le volume total des eaux usées et pluviales captées et traitées représente aujourd'hui plus de 72 % des flux urbains totaux, contre 30 % environ dans les années 1980.

Mais ces remèdes classiques ont leurs limites. New York présente le tissu urbain le plus dense des États-Unis, et les volumes d'eaux pluviales ruisselant des toits, des rues et d'autres surfaces imperméables sont considérables. Si cette situation perdure, la ville devra construire des réservoirs et des tunnels supplémentaires (infrastructures dites « grises » parce qu'essentiellement constituées d'acier et de béton) pour gérer les eaux pluviales. Or, ces installations sont difficiles à loger, onéreuses à construire et à exploiter, et empêcheraient d'autres utilisations de l'espace, déjà rare. Face au changement climatique, qui fait craindre une intensification des précipitations et des orages, les solutions actuelles pourraient vite devenir obsolètes.

L'approche traditionnelle de la gestion des eaux pluviales doit donc être repensée. C'est

dans ce contexte qu'en septembre 2010, Michael Bloomberg, maire de New York, a présenté le NYC Green Infrastructure Plan. Innovant et audacieux, ce plan d'amélioration de la qualité de l'eau propose d'investir 2,4 milliards de dollars sur 20 ans dans des infrastructures vertes : toitures végétalisées, rigoles naturelles, système de drainage et d'enracinement pour arbres, et autres aménagements publics qui s'attaquent à l'origine des SRU en absorbant et en retenant les eaux pluviales avant qu'elles ne pénètrent dans les égouts et ne submergent le réseau unitaire. Pour New York, Michael Bloomberg s'est fixé un objectif ambitieux d'ici à 2030 :

Les « toitures vertes » permettent de réduire les coûts d'énergie et les « toitures bleues », peu onéreuses, régulent les pics de précipitations

retenir les 25 premiers millimètres de pluie tombant de 10 % des surfaces imperméables dans les zones couvertes par un réseau unitaire, ce qui éliminerait 5,7 milliards de litres de SRU chaque année.

Ce plan cible les deux principales surfaces imperméables de la ville : les toitures et la voirie. Les rues et les trottoirs représentent plus de 26 % de la surface des zones à réseau unitaire. En développant des modèles standard de systèmes de drainage et d'enracinement pour arbres, de rigoles naturelles et de rues « vertes » absorbant les eaux pluviales, nous espérons obtenir un taux de pénétration significatif pour un coût marginal légèrement supérieur aux investissements qui auraient dû être réalisés de toute façon pour améliorer la voirie et les espaces publics. Les toitures imperméables couvrent plus de 46 % de la ville. Les « toitures vertes » permettent de réduire les coûts d'énergie et de créer un écosystème agréable et verdoyant. Quant aux « toitures bleues », peu onéreuses, elles recourent à des systèmes de stockage mécaniques simples qui régulent les pics de précipitation en libérant progressivement l'eau.

Ce plan d'action est en train de prendre de l'ampleur. En octobre 2011, sous l'impulsion de Joe Martens, Commissaire à la protection

de l'environnement de l'État de New York et de son équipe, la ville et l'État de New York ont sollicité les commentaires du public sur une ordonnance modifiée formalisant les principales étapes et initiatives du Green Infrastructure Plan de Michael Bloomberg – et prévoyant d'investir 1,5 milliard de dollars dans les infrastructures vertes durant les 20 prochaines années. En échange, l'État de New York s'engage à réduire de 1,4 milliard de dollars les dépenses affectées aux infrastructures grises traditionnelles (réservoirs et tunnels de stockage, notamment) et à reporter 2 autres milliards de dépenses.

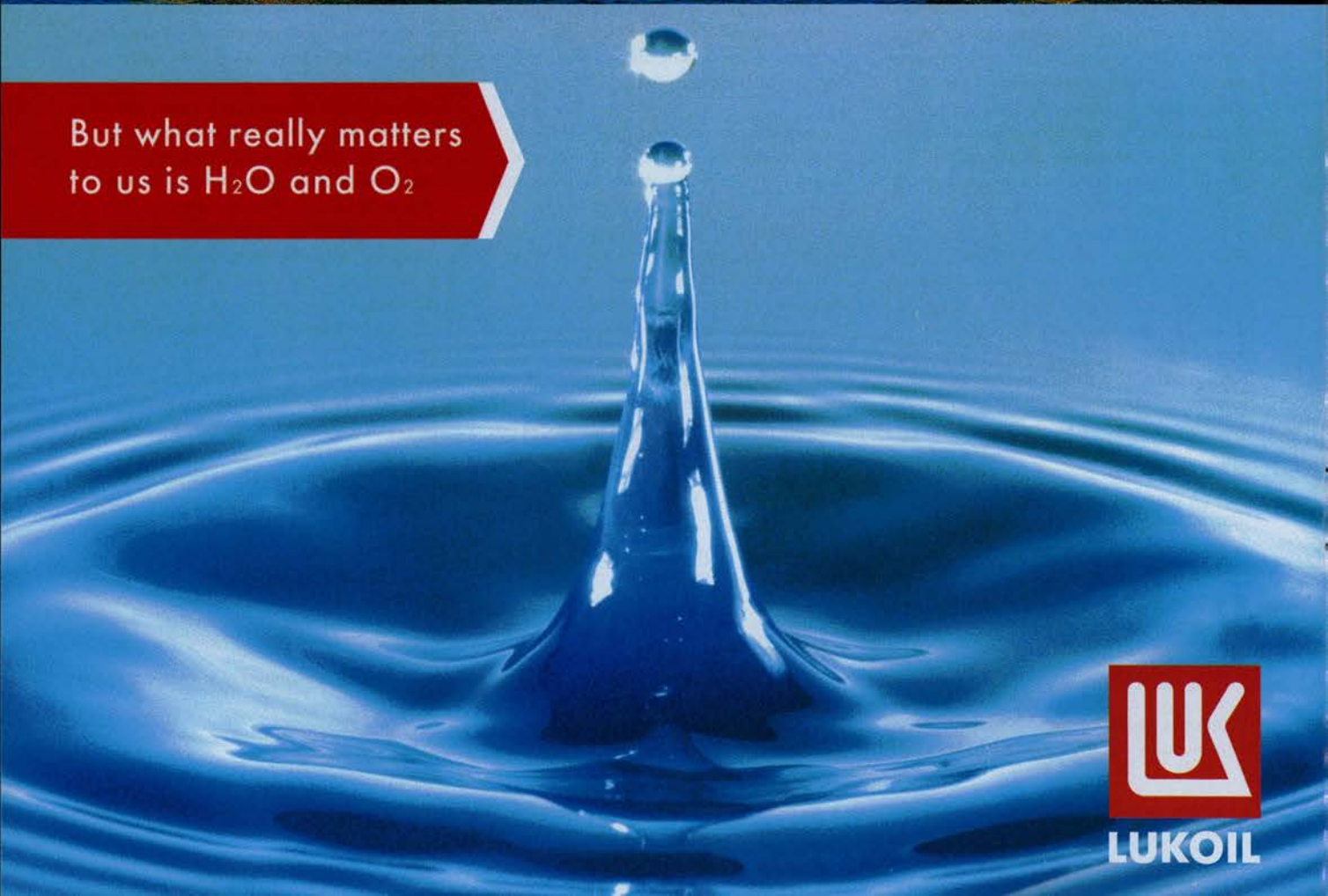
Les avantages potentiels de ce plan sont immenses. Associé aux investissements existant dans les infrastructures plus traditionnelles, il réduira les SRU de plus de 45 milliards de litres par an d'ici 2030 (une réduction de 40 %) – soit près de 7,5 milliards de litres supplémentaires par rapport au précédent plan, centré exclusivement sur les infrastructures grises – et permettra d'économiser 2,4 milliards de dollars. Gestion avisée s'il en est ! Selon nos estimations, les infrastructures vertes généreront par ailleurs jusqu'à 400 millions de dollars par an de bénéfices additionnels liés à la valorisation de l'immobilier, l'augmentation des zones ombragées et la moindre consommation d'énergie. Tandis que de nombreuses villes réduisent leurs dépenses d'équipement et diminuent les services publics alors que les besoins augmentent, New York se donne les moyens de devenir une ville plus verte et plus belle.

Avec les habitants et nos partenaires au niveau de l'administration fédérale, de l'État et des collectivités locales, nous mettons à profit toutes les ressources pour faire de New York une ville plus écologique et encore plus attrayante. Grâce aux infrastructures vertes, nous réalisons des investissements innovants dans un avenir durable – et nos cours d'eau n'ont jamais été aussi propres depuis cent ans.

Voir www.nyc.gov/mayor et www.nyc.gov/dep



ISO9001, ISO14001
and OHSAS18001 certified

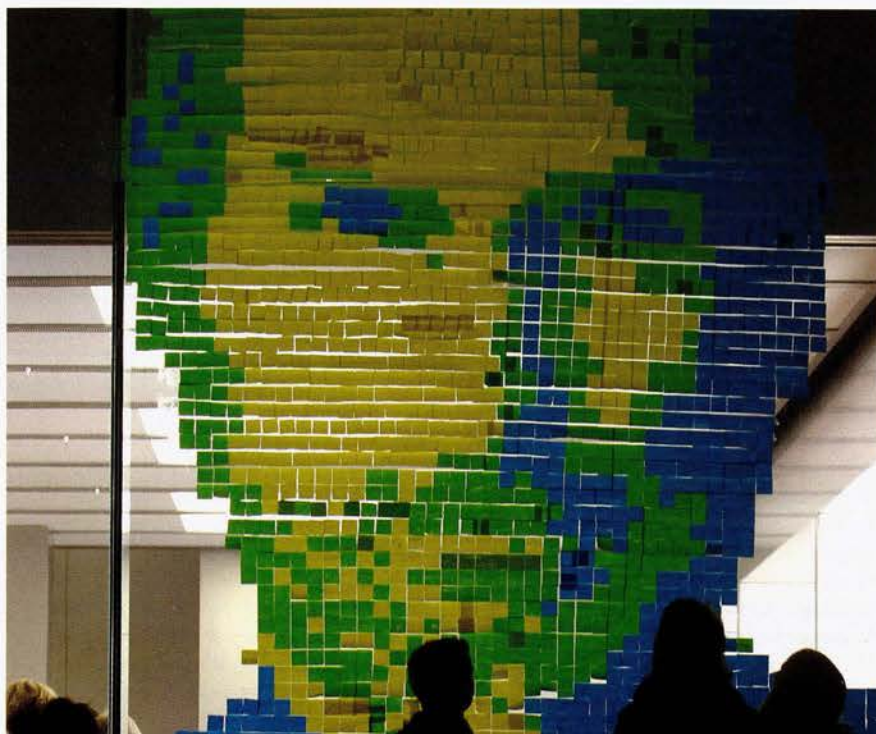


But what really matters
to us is H₂O and O₂



LUKOIL

Steve, Clarence, Thomas et Topsy



Michaela Rehle/Reuters

Personne ne dira le contraire : Steve Jobs a été un génie du marketing, qui est arrivé à persuader les masses crédules d'acheter à des prix extravagants toutes sortes d'objets brillants et colorés simplement parce qu'ils sont brillants et colorés. Bien qu'on le compare souvent à Thomas Edison, Jobs, lui, n'a électrocuté aucun pachyderme. En effet, en 1903, Edison avait fait griller Topsy, l'éléphante vedette du parc d'attraction de Coney Island, et immortalisé l'événement sur pellicule.

Pourquoi faire une chose pareille ? En réalité, Topsy était déjà condamnée car elle avait causé la mort de trois hommes, dont son compteur qui la maltraitait. Edison y a vu une occasion de marquer des points face à son rival Westinghouse. À la fin du XIX^e siècle, la société d'Edison exploitait déjà une centaine de centrales électriques, mais comme elles étaient en courant continu, leur desserte se limitait à un rayon de deux ou trois kilomètres. Les centrales en courant alternatif de Westinghouse, qui appliquaient les travaux de Nikola Tesla, pouvaient fournir l'électricité à plus d'une centaine de kilomètres. Edison s'est alors livré à une « guerre des courants », visant

à démontrer que le courant alternatif était trop dangereux pour l'usage domestique, en électrocutant Topsy par courant alternatif.

Évidemment, le sacrifice de Topsy fut inutile, et l'éléphanticide n'est depuis lors plus utilisé comme technique de vente. Mais Edison avait tout de même inventé la chaise électrique, parmi d'autres créations restées dans l'histoire, comme Menlo Park, le premier laboratoire de recherche industrielle, berceau d'une multitude d'innovations, du phonographe au séparateur de minerai de fer. Le génie de Steve Jobs est comparable à celui d'Edison, peut-être à moindre échelle : ils ont tous deux compris l'importance du potentiel d'amélioration des produits existants et de leur diffusion à grande échelle.

Apple consacre globalement moins à la R&D que Microsoft ou Sony (4 % de son chiffre d'affaires contre respectivement 17 % et 8 %) mais beaucoup plus que Sony par produit : 78,5 millions contre 11,5 millions de dollars, tandis que les 9 milliards de budget de R&D de Microsoft sont le plus souvent affectés à la recherche générale, qui n'aboutit pas forcément à l'élaboration d'un produit particulier.

Jobs avait compris que l'innovation est la clef du succès et qu'elle ne se limite pas à l'invention de nouveaux produits. L'innovation peut consister à changer la composition d'un produit (par exemple, pour Coca Cola, à supprimer la cocaïne), son conditionnement (canettes ou bouteilles) ou son mode de distribution (distributeurs automatiques ou magasins).

Clarence Birdseye, autre grand entrepreneur américain, l'avait compris lui aussi. Non seulement a-t-il mis au point une méthode industrielle basée sur la congélation accélérée du poisson pratiquée par les Inuits, mais aussi les équipements permettant la commercialisation en masse de produits surgelés. Le concept marketing le plus ingénieux de la société Birdseye fut de fournir aux magasins des congélateurs à couvercle vitré pour présenter et vendre ses produits alimentaires, ce qui fut ensuite imité dans le monde entier.

Des hommes comme Edison, Birdseye ou Steve Jobs représentent une part importante de l'actif d'une entreprise. Mais peut-on considérer leur valeur ajoutée comme du capital immatériel ? Un projet de l'OCDE sur les « actifs incorporels », aussi appelés capital intellectuel ou cognitif, se propose de répondre à cette question afin d'apporter un éclairage factuel et structuré sur la valeur économique des actifs incorporels comme nouvelle source de croissance. *Patrick Love*

Références

Pour plus d'information sur les travaux de l'OCDE sur l'innovation, voir www.oecd.org/innovation

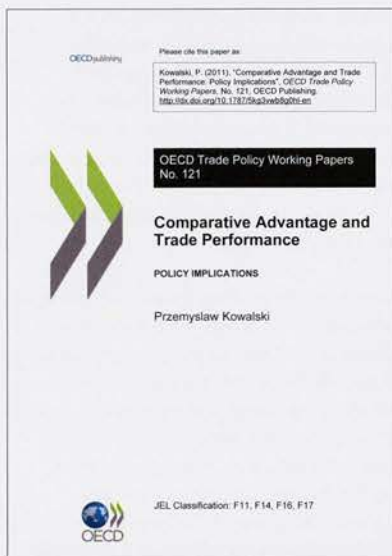
En 1903 Edison électrocutait Topsy, l'éléphante de Luna Park à Coney Island et filma l'événement : <http://www.youtube.com/watch?v=RkBU3aYsf0Q>.

Apple dépense moins en R&D par rapport à son chiffre d'affaires : <http://gizmodo.com/5486798/research-and-development-apple-vs-microsoft-vs-sony>

Sur les nouvelles sources de croissance : actifs incorporels, voir www.oecd.org/dataoecd/60/40/46349020.pdf

Sur la valeur marchande de Topsy, voyez http://www.elephantassessment.co.za/files/12_ch10_Elephant_Management.pdf

L'avantage comparatif : faire ce que l'on fait le mieux



Le mathématicien Stanislaw Ulam, qui n'avait que peu de considération pour les sciences sociales, mit un jour Paul Samuelson, lauréat du prix Nobel d'économie, au défi de lui énoncer une proposition dans cette discipline qui soit vraie sans être triviale. Samuelson cita l'avantage comparatif : « Cette notion est logiquement vraie car elle n'a pas besoin d'être démontrée à un mathématicien et elle n'est pas triviale puisque des milliers d'hommes importants et intelligents n'ont jamais pu la comprendre d'eux-mêmes ou y croire une fois qu'elle leur eût été expliquée. »

Samuelson avait raison. L'avantage absolu d'Adam Smith est simple et intuitif : il est tout à fait logique que la France exporte du vin vers l'Écosse et en importe du whisky. L'avantage comparatif est bien plus complexe. Ricardo introduisit cette notion dans *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, publié en 1817, en prenant l'exemple de l'Angleterre et du Portugal, producteurs de drap et de vin. Pour les deux biens, le Portugal est plus productif que l'Angleterre. Il semblerait donc logique que le Portugal exporte drap et vin et que l'industrie anglaise ait peu à gagner de l'échange.

Cependant, nul pays ne peut disposer d'un avantage comparatif pour chaque bien qu'il

produit, cette théorie reposant sur les coûts relatifs de production. Ainsi, produire tel bien plutôt qu'un autre est plus ou moins avantageux et chaque pays détient forcément un avantage comparatif.

Ricardo démontre chiffres à l'appui que, si l'Angleterre se spécialisait dans la production d'un des deux biens et le Portugal dans l'autre, la production totale des biens augmenterait et chaque pays profiterait de l'échange.

Deux siècles après Ricardo, l'avantage comparatif peut-il encore s'avérer utile aux responsables politiques ? Dans un nouveau document de travail de l'OCDE, Przemyslaw Kowalski répond par l'affirmative. Examinant les déterminants actuels des avantages comparatifs dans le cadre du projet de l'OCDE sur « les effets de la mondialisation : ouverture et évolution de l'avantage comparatif », il analyse les échanges bilatéraux réalisés entre 55 pays membres de l'OCDE et économies de marché émergentes et 44 secteurs de production regroupant l'intégralité des échanges de marchandises. Il examine également le capital physique, le capital humain, le développement financier, l'approvisionnement énergétique, le climat des affaires, les institutions du marché du travail et la politique tarifaire applicable aux importations.

L'avantage comparatif constitue toujours un déterminant important des échanges mais, les économies de l'OCDE se ressemblant davantage qu'auparavant, les possibilités d'échanges basées sur les avantages comparatifs à l'intérieur de l'OCDE sont moindres. Toutefois, les différences entre pays membres de l'OCDE et autres pays restent notables, et celles existant entre pays hors zone OCDE ne semblent pas diminuer beaucoup. Le poids de l'avantage comparatif est ainsi plus important dans les échanges Nord-Sud et Sud-Sud que dans les échanges Nord-Nord.

En considérant l'ensemble de ces pays, il est intéressant de voir où ces différences se sont atténuées, et où elles ont augmenté. Elles ont diminué (même s'il existe encore de grandes variations) en ce qui concerne le capital physique, la durée moyenne de scolarisation, l'enseignement supérieur, l'approvisionnement en énergie primaire et l'offre de crédit, et se

sont accentuées en matière de réglementation, d'état de droit, de lutte contre la corruption et de droits sur les importations.

L'action publique peut fortement influencer la plupart de ces facteurs. La difficulté consiste alors à s'assurer que les politiques commerciales et d'autres mesures ne se neutralisent pas. Étant donné les nombreux facteurs en interaction, la tâche n'est pas simple. Heureusement pour nos dirigeants, les derniers prix Nobel d'économie, Thomas J. Sargent et Christopher Sims, apportent une aide précieuse en la matière.

Travaillant séparément mais de façon complémentaire, les deux chercheurs ont développé des méthodes permettant d'analyser les relations de causalité entre politique économique et réalité économique. Sargent a principalement étudié les effets des changements de politique systémique, comme les tentatives de réduction des déficits budgétaires ; Sims a quant à lui étudié comment les chocs se propagent dans l'économie.

Même si l'on fait partie de ces esprits supérieurs incapables de saisir la théorie de l'avantage comparatif, on comprend pourquoi la Sveriges Riksbank a décerné cette année le prix Nobel aux deux économistes. *Patrick Love*

Références

Voir www.oecd.org/echanges

OCDE (2009), *Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?*, Les Essentiels de l'OCDE, voir www.oecd.org/lesessentiels

Suranovic, Steve (2010), *International Trade: Theory and Policy*, chapitre 2, "The Ricardian Theory of Comparative Advantage", Flat World Knowledge publishing.

Kowalski, Przemyslaw (2011), "Comparative Advantage and Trade Performance: Policy Implications", documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale, www.oecd.org/trade/workingpapers

Ne pas embrasser

Patrick Love



Le sept milliardième enfant de la planète est né aujourd'hui, ou il y a deux ans, ou naîtra peut-être dans deux ans. Les démographes ne peuvent dire précisément quand ce nombre fatidique sera atteint, alors Halloween 2011 fait aussi bien l'affaire. Or, de parole d'experts, il n'y aurait jamais eu pire époque pour être un enfant. Tous autant que nous sommes, nous enjolivons notre enfance. Le constat vaut pour toutes les périodes et, quelle que soit la vôtre, l'âge d'or se situe toujours une génération avant.

Cela dit, nous parlons ici d'enfants plus égoïstes, paresseux, etc., et pas seulement de personnes. En soi, c'est déjà une amélioration. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les enfants ne bénéficiaient d'aucun statut ou protection spécifique. Ils travaillaient des jours entiers dans des conditions souvent dangereuses, pouvaient endurer des châtiments barbares et être maltraités impunément par les adultes. De fait, nous découvrons aujourd'hui seulement les nombreux cas de maltraitance d'enfants devenus aujourd'hui adultes.

Lorsque les choses ont finalement commencé à évoluer, les progrès ont été lents. Les éducateurs croyaient fermement aux vertus de la sévérité. Dans son best-seller *Care and Feeding of Children (Soins et alimentation des enfants)* paru en 1894, L. Emmett Holt explique : « il ne faut jamais jouer avec les enfants de moins de six mois, et les embrasser le moins possible ». En 1928, le psychologue pour enfants le plus influent des États-Unis, John B. Watson, reprend cette recommandation

dans *Psychological Care of Infant and Child (Soins psychologique du nourrisson et de l'enfant)* mettant en garde contre les dangers du « trop-plein d'amour maternel » et enjoignant les femmes à « ne pas les étreindre ni les embrasser, ni les laisser s'asseoir sur leurs genoux » sous peine d'en faire des rejetons gâtés, autocrates et improductifs.

Parfois considéré aujourd'hui comme une approche « rationnelle » de l'éducation, ce discours séduit visiblement les nostalgiques du temps où d'autres endossaient vos responsabilités et vous donnaient les consignes à suivre. En dépit des guerres mondiales, génocides, maladies et turpitudes du passé, il est vain de tenter de combattre la nostalgie, les souvenirs heureux et le sentiment du paradis perdu. Qu'elle traverse ainsi les siècles montre toutefois que cette conception relève du mythe. Car les faits dépeignent une situation fort différente.

Prenons la santé : un enfant né il y a 50 ans ne pouvait espérer vivre plus de 73 ans en moyenne que dans deux pays du monde, contre 87 aujourd'hui. Dans la zone OCDE, l'espérance de vie moyenne a atteint 79,1 ans en 2007, soit plus de 10 ans de plus qu'en 1960.

Ailleurs, l'amélioration a également été considérable. Selon des chiffres des Nations unies relatifs aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le taux mondial de mortalité infantile des enfants de moins de cinq ans a diminué d'un tiers, passant de 89 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 60 en 2009. Malgré la croissance démographique, le nombre de décès d'enfants

de moins de cinq ans dans le monde a été ramené de 12,4 millions en 1990 à 8,1 millions en 2009, soit près de 12 000 décès infantiles de moins par jour. On note également une amélioration de l'accès à l'éducation et des autres cibles des OMD.

Concernant les aspects plus subjectifs, la plupart des données proviennent d'études à plus petite échelle. Une analyse sur trois décennies, portant sur près d'un demi-million de lycéens de dernière année, a toutefois été publiée l'an dernier par Brent Donnellan, de l'Université d'État du Michigan, et Kali Trzesniewski, de l'Université de Western Ontario. Selon eux, « le plus souvent, les enfants d'aujourd'hui sont peu ou prou les mêmes que ceux du milieu des années 70 » au regard de nombreux critères tels que l'individualisme, le bonheur ou le comportement antisocial. Par rapport aux générations précédentes, la jeunesse actuelle serait néanmoins plus cynique et aurait moins confiance dans les institutions, redouterait moins les problèmes sociaux comme les tensions interraciales, la faim, la pauvreté ou les pénuries d'énergie, et attendrait plus du système éducatif.

Mais le problème de fond demeure : ils ne sont pas nous. La bonne nouvelle, c'est que, dans dix ou vingt ans, ils deviendront adultes et ennuieront leurs propres rejetons en parlant de leur iPad qui suffisait à faire leur bonheur pour leur anniversaire. Alors, qui que soit ce sept milliardième bambin, souhaitons lui bonne chance. Avec de tels parents, il en aura besoin. *Lynne Robertson and Patrick Love*

Depuis que vous avez commencé à lire cet article, près de 1 000 bébés sont nés.

Références

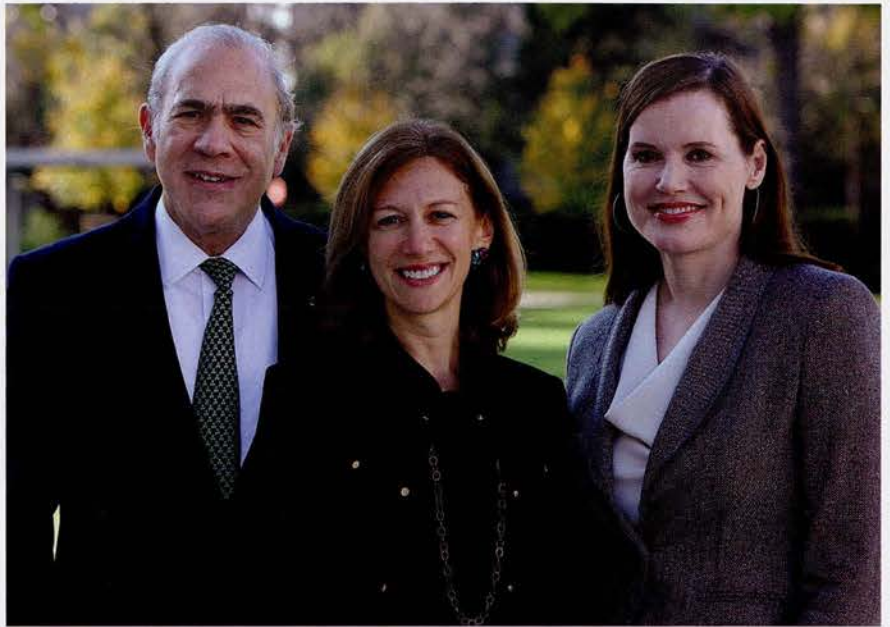
L'OCDE est associée à l'initiative « 7 Milliards d'actions », lancée par le Fonds des Nations unies pour la population, afin d'inspirer de vrais changements en soulignant les actions positives d'individus et d'organisations à travers le monde ». Voir <http://www.7billionactions.org/page/22-7-milliards-d-actions>

Pour plus d'informations sur l'Initiative « Vivre mieux » de l'OCDE et pour calculer et partager votre propre indice « Vivre mieux », voir www.oecdbetterlifeindex.org

Actrice de changement

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, Karen Kornbluh, ambassadeur des États-Unis auprès de l'OCDE et Geena Davis, actrice américaine « oscarisée » et fondatrice du Geena Davis Institute on Gender in Media, lors de la conférence préparatoire au G20 intitulée « Growing Economies through Women's Entrepreneurship » (« L'entreprenariat féminin, vecteur de croissance »), le 31 octobre 2011, coorganisée par l'OCDE et le gouvernement américain. Les questions liées au rôle des femmes, une priorité de longue date pour l'OCDE, ont fait l'objet d'une attention particulière lors de la réunion du Conseil ministériel de 2011, au cours de laquelle les ministres ont insisté sur l'autonomisation économique des femmes comme condition essentielle d'une croissance économique forte et équitable.

Pour plus d'informations sur la conférence, voir <http://usoecd.usmission.gov>



OCDE



OCDE

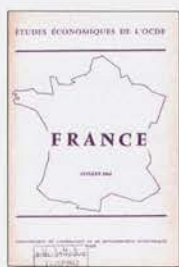
Comment va la vie ?

Nathalie Kosciusko-Morizet, Ministre française de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement et le professeur de l'université de Columbia Joseph Stiglitz, le 12 octobre 2011, lors de la conférence « Deux ans après le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelles mesures du bien-être et de la soutenabilité ? », à l'occasion de la publication du rapport *Comment va la vie ?*, fruit de l'Initiative « Vivre mieux » de l'OCDE.

Voir page 42 et, pour plus d'informations sur la conférence : www.oecd.org/ssfplus2

Créez votre indice « Vivre Mieux » sur www.oecdbetterlifeindex.org

Un demi-siècle d'Études économiques de l'OCDE en ligne



La collection intégrale des *Études économiques de l'OCDE* par pays est désormais disponible sur iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE. Publiées régulièrement depuis la création de l'OCDE en 1961 et à l'occasion du 50^e anniversaire de

l'organisation, ces archives en ligne offrent une

perspective historique sans équivalent des évolutions économiques intervenues dans les pays de l'OCDE. Retraçant la reconstruction économique après la Seconde guerre mondiale, les crises pétrolières des années 1970, la révolution des nouvelles technologies et la bulle Internet, ainsi que les défis économiques, éducatifs et environnementaux du XXI^e siècle, les *Études économiques de l'OCDE* par pays constituent une ressource inestimable pour les journalistes, les universitaires et le public.

Unique analyse de 50 années d'histoire de l'OCDE disponible sur OECD iLibrary, cette collection intégrale permet d'apprécier l'évolution historique entre pays à travers 50 ans de changements politiques mondiaux, et met en lumière le rôle clef joué par l'OCDE dans la construction des économies modernes.

Pour consulter les *Études économiques de l'OCDE* sur iLibrary, voir <http://dx.doi.org/10.1787/16097513>

Nouveau Secrétaire général adjoint de l'OCDE



Yves Leterme

Yves Leterme, Premier ministre de Belgique, a été nommé Secrétaire général adjoint de l'OCDE, après approbation officielle le 16 septembre 2011.

Monsieur Leterme prendra ses fonctions avant la fin de l'année 2011. Il sera en charge du portefeuille des questions sociales et de la gouvernance, qui comprend l'éducation, les compétences, le travail et l'emploi, la santé, la gouvernance, les petites et moyennes entreprises et le développement territorial. Le mandat est d'une durée de deux ans renouvelables.

Discours récents d'Angel Gurría

Pour la liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/discours

Pre-G20 Event: Growing Economies through Women's Entrepreneurship

31 octobre 2011
Discours d'ouverture de la conférence organisée par le gouvernement des États-Unis et l'OCDE, Paris, France.

Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes

25 octobre 2011
Discours d'ouverture du Forum mondial, Paris, France.

OECD G20 conference on Financial Consumer Protection

14 octobre 2011
Discours d'ouverture et de clôture, Paris, France.

Better measures, better policies, better lives

12 octobre 2011
Remarques prononcées lors de la conférence internationale à l'occasion de la commémoration des deux ans du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, Paris, France.

The OECD and Germany – Fifty years of learning from each other

6 octobre 2011
Remarques prononcées à l'attention des parlementaires allemands, Berlin, Allemagne.

OECD Debate at the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

5 octobre 2011
Remarques prononcées à Strasbourg, France.

Co-operation Report, 50th anniversary edition

4 octobre 2011
Discours d'ouverture, Paris, France.

The economic outlook: risks and solutions

30 septembre 2011
Remarques prononcées lors du Global Alumni Forum à l'Instituto de Empresa, Madrid, Espagne.

G20 Labour and Employment Ministers' meeting

26 septembre 2011
Remarques prononcées lors de la réunion du G20 des ministres de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales, Paris, France.

Openness and transparency: Pillars for democracy, trust and progress

20 septembre 2011
Remarques prononcées lors du lancement de l'Open Government Partnership, Washington, États-Unis.

OECD Employment Outlook 2011

15 septembre 2011
Discours d'ouverture prononcé lors du lancement des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011*, Paris, France.

Better innovation policies for better lives

12 septembre 2011
Discours d'ouverture prononcé lors du Forum mondial sur l'économie de la connaissance, Paris, France.

OECD Economic Survey of Greece 2011

2 août 2011
Remarques prononcées lors de la conférence de presse, Athènes, Grèce.

Aid for Trade: Showing results

17 juillet 2011 - 18 juillet 2011
Remarques prononcées lors du lancement du troisième Examen global sur l'aide pour le commerce, Genève, Suisse.

Perspectives des migrations internationales 2011

12 juillet 2011
Remarques prononcées à Bruxelles, Belgique.

Nouveaux ambassadeurs

25 octobre **Kadri Ecvet Tezcan** a pris ses fonctions de nouvel ambassadeur de Turquie. Il remplace Ahmet Erozan.

16 septembre **Tina Birbili** a pris ses fonctions de nouvel ambassadeur de Grèce. Elle remplace Nikos Tatsos.

7 septembre **Tore Eriksen** a pris ses fonctions de nouvel ambassadeur de Norvège. Il remplace Harald Neple.

7 septembre **Pascale Andréani** a pris ses fonctions de nouvel ambassadeur de France. Elle remplace Roger Karoutchi.

5 septembre **Yves Hæsendonck** a pris ses fonctions de nouvel ambassadeur de Belgique. Il remplace Chris Hoornaert.

2 septembre **Anders Ahnliid** a pris ses fonctions de nouvel ambassadeur de Suède. Il remplace Mats Ringborg.

23 août **Chris Barrett** a pris ses fonctions de nouvel ambassadeur d'Australie. Il remplace Christopher Langman.

Programme des conférences

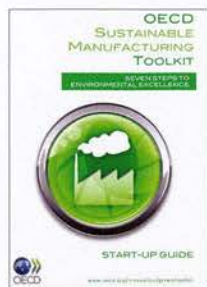
Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public ni aux médias mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et mise à jour chaque semaine est disponible sur www.oecd.org/media/enbref

SEPTEMBRE				DÉCEMBRE	
12-13	Forum mondial sur l'économie du savoir, organisé par la direction de la Science, de la Technologie et de l'Industrie.		travail sur la biodiversité, l'eau et la gestion des ressources naturelles. Lancement de la publication <i>Water Governance in OECD countries: a multilevel approach</i> .	5	Publication du nouveau rapport de l'OCDE sur les inégalités de revenus.
21-23	Un environnement pour l'Europe, conférence ministérielle organisée par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe et l'OCDE. Lancement de la publication <i>Ten Years of Water Sector Reform in Eastern Europe Caucasus and Central Asia</i> . Astana, Kazakhstan.	27-28	Financial Literacy: Financial Education for All, conférence coorganisée par l'OCDE et le Financial Services Board of South Africa. Cape Town, Afrique du Sud.	29/11-9/11	Sommet COP 17 de la Convention-cadre sur les changements climatiques. Durban, Afrique du Sud.
29	Celebrating 50 years of Educational Facilities, lancement de la publication <i>Designing for Education: Compendium of Exemplary Facilities</i> .	31	Évaluation économique des pays du G20.	En 2012	
OCTOBRE		NOVEMBRE		19-20/01	Forum mondial de l'OCDE sur la gestion de la dette publique, organisé par la direction des Affaires financières et des Entreprises.
3-5	Table ronde asiatique sur la gouvernance d'entreprise. Bali, Indonésie.	3-4	Sommet du G20. Cannes, France.	23/01	Forum sur l'Amérique Latine et les Caraïbes, coorganisé par le Centre de Développement de l'OCDE, la Banque inter-américaine de développement et le ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.
4	Lancement de la 50 ^e édition du <i>Rapport sur la coopération pour le développement</i> .	8-9	Forum mondial sur les échanges, organisé par la direction des Échanges et de l'Agriculture.	25-29/01	Forum Économique Mondial. Davos, Suisse.
12	Deux ans après le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelles mesures du bien-être et de la soutenabilité ?, conférence coorganisée par l'OCDE et le gouvernement français, publication de <i>Comment va la vie ?</i>	21	Publication des <i>Perspectives on Global Development 2012: Social Cohesion in a Shifting World</i> , coorganisée par le Centre de Développement de l'OCDE et le Club de Madrid.	2-3/02	Comment en finir avec l'échec scolaire : les mesures efficaces, réunion organisée par le comité des Politiques d'éducation de l'OCDE.
13-14	Building quality jobs in the recovery, conférence coorganisée par le programme LEED de l'OCDE et le gouvernement irlandais. Dublin, Irlande.	21-22	Senior Budget Officials Network on Health Expenditures, première réunion du nouveau réseau.	13-17/02	Réunion plénière du Groupe d'Action financière (GAFI).
14-15	Réunion des ministres des Finances du G20. Paris, France.	22-23	Mesurer le bien-être et le progrès : mesurer l'insécurité économique, causes et conséquences pratiques, conférence coorganisée par l'OCDE et l'International Association for Research on Income and Wealth (IARIW).	22/02	L'agriculture dans un contexte mondial, conférence organisée par la direction des Échanges et de l'Agriculture.
25-26	Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, organisé par le centre de Politique et d'Administration fiscales de l'OCDE.	28	Lancement des <i>Perspectives économiques de l'OCDE n° 90</i> .	6/03	Lancement de la publication <i>Objectif croissance 2012</i> .
25-26	Forum mondial de l'OCDE sur l'environnement : Réussir la réforme de l'eau, suivi d'une réunion du groupe de	29/11-1/12	Efficacité de l'aide, quatrième Forum de haut niveau, organisé par la direction la Coopération pour le développement. Busan, Corée.	29-30/03	Réunion du Comité des politiques d'environnement au niveau ministériel.
				22-23/05	Forum de l'OCDE
				23-24/05	Réunion au niveau ministériel du Conseil de l'OCDE 20
				20-22/06	Conférence des Nations unies sur le développement durable, Rio +20. Rio de Janeiro, Brésil.

Frankie.org par Stik



Produire durable



Vous voulez monter une usine ? L'OCDE encourage les jeunes entreprises à ériger la durabilité en priorité. La boîte à outils pour une production durable élaborée par l'organisation

comprend sept étapes pour aider les entreprises à intégrer des pratiques environnementales vertueuses leur permettant de satisfaire à la fois les investisseurs, les organismes de contrôle, les clients et les collectivités locales.

La première étape de cette boîte à outils, disponible en ligne ou imprimable au format pdf, consiste en une cartographie de l'impact environnemental de l'entreprise, comprenant

notamment l'utilisation éventuelle de substances toxiques, les anticipations en termes d'efficacité énergétique ou de déperdition de chaleur, mais également l'assurance d'un conditionnement recyclable du produit fini. Les étapes suivantes reposent sur la mesure et le contrôle de la durabilité des matériaux utilisés dans la production visant à déterminer l'impact de l'entreprise en termes de déchets, émissions, bruits, odeurs, utilisation des sols ou sur les habitats naturels. L'empreinte écologique liée aux déplacements professionnels et aux frais généraux sera également prise en considération.

Les investissements verts permettent aussi de faire des économies. L'usine Sanden au Japon, connue pour sa « production en harmonie avec la nature », a boisé la moitié de son terrain, permettant ainsi d'absorber 530 tonnes de CO₂ en 2010 et de faire plus

de 6,5 millions de dollars d'économies liées à une moindre utilisation du béton et à la baisse des coûts de gestion des déchets.

L'étape finale de la boîte à outils est un plan d'action visant, par exemple, à réaliser une analyse des coûts permettant d'assurer le financement de projets de modernisation.

La gestion écologiquement et socialement responsable peut parfois sembler excessive, mais pour Andrew Wyckoff, auteur du rapport, la production durable n'est plus seulement un avantage, mais bien un impératif commercial. La boîte à outils pour une production durable élaborée par l'OCDE constitue donc un bon point de départ.

Voir www.oecd.org/innovation/green/toolkit

Mieux comparer pour mieux éduquer



Parce qu'« une tête bien faite vaut mieux qu'une tête bien pleine », l'OCDE publie chaque année une synthèse de l'évolution de ses indicateurs sur l'éducation.

Multidimensionnel, ce panorama explore à la fois le niveau de formation, les effectifs scolarisés et la qualité de l'enseignement, mais aussi les avantages économiques et sociaux de l'éducation et ses modes de financement. Particularités de l'édition 2011, l'augmentation du nombre de pays étudiés (avec par exemple l'Inde, le Brésil et la Chine) et la mise en place d'indicateurs innovants qui permettent notamment d'apprécier la relation entre le

milieu social et les résultats d'apprentissage ainsi que les débouchés selon les filières professionnelles et les filières universitaires.

Si certaines tendances se confirment, comme l'augmentation générale du niveau de formation ou la progression des dépenses publiques d'éducation, d'autres sont plus inattendues. Contrairement aux idées reçues, de hauts niveaux de dépenses par élève ne garantissent pas automatiquement une bonne performance des systèmes d'éducation. De même, si les États-Unis restent la destination favorite des étudiants poursuivant leur cursus à l'étranger, la Fédération de Russie accueille chaque année toujours plus d'étudiants originaires des pays de l'OCDE.

Plus qu'une analyse des systèmes éducatifs internationaux, *Regards sur l'éducation 2011* :

Panorama dresse un véritable classement de plus de 40 pays. Similitudes et disparités en termes de fonctionnement et de résultats nourrissent une réflexion nouvelle et ouvrent la voie à une amélioration générale des politiques publiques de l'éducation. À titre d'exemple, tandis que les actifs les plus qualifiés du Japon et des États-Unis concentrent à eux seuls près de la moitié des diplômes de l'enseignement supérieur dans la zone OCDE, la France et la Nouvelle-Zélande voient leurs résultats dégradés par les écarts de performance les plus importants entre élèves issus d'origines socio-économiques différentes.

ISBN 9789264117440

Meilleures ventes 2011

Disponibles sur www.oecd.org/librairie
et sur www.OECD-iLibrary.org/fr



Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 n° 1

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présentent une analyse des grandes

tendances économiques qui marqueront les deux années à venir. Ce rapport présente un ensemble cohérent de projections concernant la production, l'emploi, les prix et balances des opérations courantes et budgétaires.

ISBN 9789264092501

Juillet 2011, 440 pages, €98 \$137 £88 ¥12 700



Regards sur l'éducation 2011 : Les indicateurs de l'OCDE

Conçue pour permettre aux pays d'évaluer la performance de leur système d'enseignement à la

lumière de celle d'autres pays, l'édition 2011 de *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE* présente un large éventail d'indicateurs actualisés et comparables sur les résultats des systèmes éducatifs.

ISBN 9789264117068

Septembre 2011, 534 pages, €75 \$105 £67 ¥9 700



OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2011

Cette dixième édition de *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE* se fonde sur les

50 années d'expérience de l'OCDE dans l'élaboration d'indicateurs pour présenter les tendances mondiales majeures en matière de savoir et d'innovation.

ISBN 9789264111653

Septembre 2011, 205 pages, €65 \$91 £58 ¥8 400

Édition française à paraître



Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011

Les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* présentent une évaluation annuelle des principales évolutions et des

perspectives des marchés du travail des pays membres.

ISBN 9789264115842

Septembre 2011, 340 pages, €80 \$112 £72 ¥10 400



Regards sur l'éducation 2011 : Panorama

Regards sur l'éducation 2011 : Panorama offre une version résumée du recueil phare de statistiques sur

l'éducation de l'OCDE, *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*. Cet ouvrage présente des données facilement accessibles sur tous les thèmes clés intéressant l'éducation de nos jours.

ISBN 9789264117440

Septembre 2011, 100 pages, €28 \$39 £25 ¥3 600



Corporate Loss Utilisation through Aggressive Tax Planning

Après avoir décrit l'ampleur des pertes d'impôt sur les sociétés et les questions de politique liées à leur

traitement fiscal, ce rapport recense trois principaux domaines à risque : les réorganisations d'entreprises, les instruments financiers et la fixation de prix de transfert non conformes au principe de pleine concurrence.

ISBN 9789264119215

Août 2011, 92 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement



Future Global Shocks: Improving Risk Governance

Ce rapport examine des exemples de dangers et de menaces issues du monde financier, du cyberspace, des systèmes

biologiques et même du système solaire. Il permet de réfléchir aux capacités stratégiques nécessaires pour améliorer l'évaluation de l'intervention et de la résilience à de tels risques à grande échelle.

ISBN 9789264095205

Août 2011, 140 pages, €29 \$40 £26 ¥3 700

Édition française à paraître



Comment va la vie ? Mesurer le bien-être

Ce livre brosse un tableau complet du bien-être dans les pays de l'OCDE et dans d'autres grandes économies, en observant les

conditions de vie matérielle et la qualité de vie des personnes à travers la population.

ISBN 9789264121188

Octobre 2011, 310 pages, €35 \$49 £31 ¥4 500



Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011 : Pays de l'OCDE et économies émergentes

Pour la première fois, le rapport *Suivi et évaluation des politiques agricoles* couvre les pays

membres de l'OCDE, y compris les nouveaux membres entrés au cours de l'année 2010 (le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie), ainsi que certaines économies émergentes.

ISBN 9789264106536

Octobre 2011, 330 pages, €65 \$91 £58 ¥8 400

Nouvelles publications

Disponibles sur www.oecd.org/librairie
et sur www.OECD-iLibrary.org/fr

ÉCONOMIE

Études économiques de l'OCDE : Autriche 2011

ISBN 9789264093454

Octobre 2011, 125 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500



Études économiques de l'OCDE : Belgique 2011

ISBN 9789264093416

Juillet 2011, 164 pages

€58 \$81 £52 ¥7 500

OECD Economic Surveys: Greece 2011

ISBN 9789264093478

Août 2011, 158 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Édition française à paraître

Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2 : Tableaux détaillés

ISBN 9789264106956

Août 2011, 300 pages, €75 \$105 £67 ¥9 700

Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes des administrations publiques 2011

ISBN 9789264101357

Août 2011, 260 pages, €95 \$133 £85 ¥12 300

AGRICULTURE

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020

ISBN 9789264106772

Juillet 2011, 224 pages, €36 \$50 £32 ¥4 600

Managing Risk in Agriculture: Policy Assessment and Design

ISBN 9789264116092

Juillet 2011, 256 pages, €75 \$105 £67 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement

Évaluation des réformes des politiques agricoles de l'Union européenne

ISBN 9789264112131

Octobre 2011, 204 pages, €35 \$49 £31 ¥4 500

DÉVELOPPEMENT

Perspectives économiques en Afrique 2011 : L'Afrique et ses partenaires émergents

ISBN 9789264113275

Juin 2011, 316 pages, €55 \$77 £49 ¥7 100

Aid for Trade at a Glance 2011: Showing Results

ISBN 9789287037800

Septembre 2011, 400 pages, €65 \$91 £58 ¥8 400

Édition française à paraître

Besoin d'aide ? La prestation de services et le financement de la dépendance

ISBN 9789264097773

Octobre 2011, 366 pages, €75 \$105 £67 ¥9 700

DÉVELOPPEMENT URBAIN, RURAL ET RÉGIONAL

OECD Regions at a Glance 2011

ISBN 9789264105140

Août 2011, 160 pages, €50 \$70 £45 ¥6 500

Édition française à paraître

OECD Territorial Reviews: Slovenia 2011

ISBN 9789264120570

Octobre 2011, 194 pages, €45 \$63 £40 ¥5 800

Disponible en anglais uniquement

OECD Regional Outlook 2011

ISBN 9789264111707

Novembre 2011, 300 pages, €60 \$84 £54 ¥7 800

Édition française à paraître

ÉCHANGES

Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque

ISBN 9789264111219

Août 2011, 68 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Smart Rules for Fair Trade: 50 years of Export Credits

ISBN 9789264111738

Septembre 2011, 150 pages, €45 \$63 £40 ¥5 800

Édition française à paraître

ÉDUCATION



Résultats du PISA 2009 : Tendances dans l'apprentissage : L'évolution de la performance des élèves depuis 2000 (Volume V)

ISBN 9789264091597

Juillet 2011, 220 pages, €40 \$56 £36 ¥5 200

Reviews of National Policies for Education: Improving Lower Secondary Schools in Norway 2011

ISBN 9789264114562

Juillet 2011, 150 pages, €30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

ÉNERGIE

Coal Information 2011

ISBN 9789264102095

Septembre 2011, 540 pages, €165 \$231 £148

¥21 400

Disponible en anglais uniquement

Electricity Information 2011

ISBN 9789264101913

Septembre 2011, 876 pages, €150 \$210 £135

¥19 500

Disponible en anglais uniquement

Natural Gas Information 2011

ISBN 9789264102651

Septembre 2011, 650 pages, €165 \$231 £148

¥21 400

Disponible en anglais uniquement

Oil Information 2011

ISBN 9789264104723

Août 2011, 744 pages, €165 \$231 £148 ¥21 400

Disponible en anglais uniquement

Renewables Information 2011

ISBN 9789264101616

Août 2011, 492 pages, €110 \$154 £99 ¥14 300

Disponible en anglais uniquement

Energy Statistics of OECD Countries 2011

ISBN 9789264089877

Août 2011, 422 pages, €120 \$168 £108 ¥15 600

*Disponible en anglais uniquement***Energy Balances of OECD Countries 2011**

ISBN 9789264103078

Août 2011, 332 pages, €120 \$168 £108 ¥15 600

*Disponible en anglais uniquement***Energy Statistics of Non-OECD Countries 2011**

ISBN 9789264103375

Septembre 2011, 730 pages, €120 \$168 £108

¥15 600

*Disponible en anglais uniquement***Energy Balances of Non-OECD Countries 2011**

ISBN 9789264103351

Septembre 2011, 536 pages, €120 \$168 £108

¥15 600

Energy Policies of IEA Countries: Hungary 2011

ISBN 9789264098220

Juillet 2011, 146 pages, €75 \$105 £67 ¥9 700

*Disponible en anglais uniquement***World Energy Outlook 2011**

ISBN 9789264124134

Novembre 2011, 740 pages, €150 \$210 £135

¥19 500

*Disponible en anglais uniquement***ÉNERGIE NUCLÉAIRE****La sécurité d'approvisionnement énergétique et le rôle du nucléaire**

ISBN 9789264096370

Juin 2011, 178 pages

€50 \$70 £45 ¥6 500

ENVIRONNEMENT**Vers une croissance verte**

ISBN 9789264111325

Juin 2011, 160 pages, €28 \$39 £25 ¥3 600

Examens environnementaux de l'OCDE : Norvège 2011

ISBN 9789264098480

Août 2011, 240 pages, €45 \$63 £40 ¥5 800

Examens environnementaux de l'OCDE : Portugal 2011

ISBN 9789264097902

Août 2011, 204 pages, €45 \$63 £40 ¥5 800

OECD Environmental Performance Reviews: Israël 2011

ISBN 9789264117556

Octobre 2011, 203 pages, €50 \$70 £45 ¥6 500

*Édition française à paraître***OECD Environmental Performance Reviews: Slovak Republic 2011**

ISBN 9789264121829

Octobre 2011, 164 pages, €50 \$70 £45 ¥6 500

*Édition française à paraître***FINANCE ET INVESTISSEMENT****Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales 2011**

ISBN 9789264115422

Octobre 2011, 101 pages

€24 \$33 £21 ¥3 100

Risk Awareness, Capital Markets and Catastrophic Risks

ISBN 9789264046597

Août 2011, 164 pages, €50 \$70 £45 ¥6 500

*Disponible en anglais uniquement***Board Practices: Incentives and Governing Risks**

ISBN 9789264113510

Août 2011, 144 pages, €40 \$56 £36 ¥5 200

*Disponible en anglais uniquement***OECD Investment Policy Reviews: Ukraine 2011**

ISBN 9789264113497

Août 2011, 148 pages, €35 \$49 £31 ¥4 500

*Édition française à paraître***Code de l'OCDE de la libération des mouvements de capitaux 2011**

ISBN 9789264110830

Juillet 2011, 200 pages, €48 \$67 £43 ¥6 200

Bank Competition and Financial Stability

ISBN 9789264120556

Octobre 2011, 83 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

*Disponible en anglais uniquement***Competitiveness and Private Sector Development: Central Asia 2011: Competitiveness Outlook**

ISBN 9789264097278

Juillet 2011, 160 pages, €48 \$67 £43 ¥6 200

*Disponible en anglais uniquement***Competitiveness and Private Sector Development: Republic of Moldova 2011: Fostering SME Development**

ISBN 9789264097728

Juillet 2011, 124 pages, €30 \$42 £27 ¥3 900

*Disponible en anglais uniquement***Competitiveness and Private Sector Development: Eastern Europe and South Caucasus 2011: Competitiveness Outlook**

ISBN 9789264112315

Octobre 2011, 238 pages, €75 \$105 £67 ¥9 700

*Disponible en anglais uniquement***FISCALITÉ****Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune : Version abrégée 2010**

ISBN 9789264089617

Septembre 2011,

500 pages €69 \$96

£62 ¥8 900

La Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale : Amendée par le Protocole de 2010

ISBN 9789264115675

Juin 2011, 116 pages, €32 \$44 £28 ¥4 100



Implementing the Tax Transparency Standards: A Handbook for Assessors and Jurisdictions, Second Edition
ISBN 9789264107236

Juin 2011, 228 pages,

€50 \$70 £45 ¥6 500

Édition française à paraître

Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes Peer Reviews

Les examens suivants sont parus récemment.

Prix de chaque publication : €36 \$50 £32 ¥4 600

- France 2011 : Combiné : Phase 1 + Phase 2
- Suisse 2011 : Phase 1 : Cadre légal et réglementaire
- Luxembourg 2011 : Phase 1 : Cadre légal et réglementaire
- Liechtenstein 2011 : Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- United Kingdom 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2

GOUVERNANCE

Making the Most of Public Investment in a Tight Fiscal Environment: Multi-Level Governance Lessons from the Crisis

ISBN 9789264114456

Septembre 2011, 200 pages, €50 \$70 £45 ¥6 500

Disponible en anglais uniquement

Lobbyists, Governments and Public Trust, Volume 2: Promoting Integrity through Self-Regulation

ISBN 9789264084933

Octobre 2011, 105 pages, €28 \$39 £25 ¥3 600

Édition française à paraître

Together for Better Public Services: Partnering with Citizens and Civil Society

ISBN 9789264118812

Septembre 2011, 120 pages, €25 \$35 £22 ¥3 200

Édition française à paraître

Estonia: Towards a Single Government Approach

ISBN 9789264104846

Août 2011, 400 pages, €125 \$175 £112 ¥16 200

Disponible en anglais uniquement

Towards More Effective and Dynamic Public Management in Mexico

ISBN 9789264116221

Juillet 2011, 288 pages, €70 \$98 £63 ¥9 100

Disponible en anglais uniquement

Greening Public Budgets in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia

ISBN 9789264118287

Septembre 2011, 142 pages, €35 \$49 £31 ¥4 500

Disponible en anglais uniquement

M-Government: Mobile Technologies for Responsive Governments and Connected Societies

ISBN 9789264118690

Octobre 2011, 150 pages, €35 \$49 £31 ¥4 500

Disponible en anglais uniquement

Strengthening Latin American Corporate Governance: The Role of Institutional Investors

ISBN 9789264116047

Juillet 2011, 76 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

Corporate Governance in Estonia 2011

ISBN 9789264118898

Septembre 2011, 74 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

Corporate Governance of State-Owned Enterprises: Change and Reform in OECD Countries since 2005

ISBN 9789264119512

Octobre 2011, 54 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

Corporate Governance of Listed Companies in China: Self-Assessment by the China Securities Regulatory Commission

ISBN 9789264119086

Octobre 2011, 104 pages, €30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

INDUSTRIE ET SERVICES

Panorama de l'entrepreneuriat 2011

ISBN 9789264095793

Octobre 2011, 110 pages, €28 \$39 £25 ¥3 600

QUESTIONS SOCIALES – MIGRATIONS – SANTÉ



Panorama de la société 2011 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE

ISBN 9789264098718

Août 2011, 104 pages

€35 \$49 £27 ¥5 200

Assurer le bien-être des familles

ISBN 9789264098749

Août 2011, 310 pages, €40 \$56 £36 ¥5 200

OECD Reviews of Health Systems: Switzerland 2011

ISBN 9789264120907

Octobre 2011, 158 pages, €40 \$56 £36 ¥5 200

Édition française à paraître

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

The Space Economy at a Glance 2011

ISBN 9789264084643

Juillet 2011, 116 pages, €29 \$40 £26 ¥3 700

Édition française à paraître

Fostering Innovation for Green Growth

ISBN 9789264119918

Septembre 2011, 128 pages, €30 \$42 £27 ¥3 900



Évolution des transports 2011

ISBN 9789282103609

Septembre 2011, 100 pages

€28 \$39 £25 ¥3 600

Publications disponibles sur
www.oecd.org/librairie et sur
www.OECD-iLibrary.org/fr

Comment va la vie ?



Avez-vous déjà eu le sentiment qu'économistes et gouvernements parlaient de richesse et de croissance de façon parfois peu conforme à votre expérience quotidienne ?

Prenons le produit intérieur brut (PIB), communément utilisé pour mesurer la croissance économique. Celui-ci ne donne que peu ou pas d'indices sur le niveau général de satisfaction à l'égard de la vie. Si certaines activités économiques stimulent le PIB tout en réduisant le bien-être des gens (l'augmentation des coûts de transports due aux embouteillages par exemple), d'autres, comme la garde d'enfants ou l'aide de proximité, ne sont pas prises en compte alors qu'elles y contribuent indubitablement.

Depuis plusieurs années, les responsables politiques (et de nombreux économistes) sont à la recherche d'instruments plus larges de mesure du bien-être, reflétant les notions d'équilibre entre travail et vie privée, de sécurité personnelle, de santé, d'éducation et de pauvreté. Un exemple phare est celui de la Commission Stiglitz, créée par le président français Nicolas Sarkozy en 2008 et à laquelle a participé l'OCDE, qui a présenté un éventail de solutions (« Progrès ? Quel progrès ? » de Joseph Stiglitz, *L'Observateur de l'OCDE* n° 272, mars 2009 et sur www.observateurocde.org).

Premier rapport conséquent de l'OCDE issu de ces travaux, *Comment va la vie ?* analyse et confronte les possibilités de mesure du bien-être et du progrès et apporte des éléments de réponse concrets aux questions conceptuelles soulevées depuis le lancement de l'Initiative « Vivre Mieux » de l'OCDE en mai 2011 (voir www.oecd-betterlifeindex.org). Par exemple, les indicateurs contenus dans le rapport comprennent tout aussi bien les

facteurs sur lesquels la législation peut influencer, comme l'espérance de vie ou l'éducation, que ceux qui lui échappent, comme les liens sociaux ou la satisfaction à l'égard de la vie. Il aborde des problèmes complexes tels que l'objectivité dans la comparaison de mesures extrêmement subjectives ou encore l'évaluation du bien-être dans des pays très différents, particulièrement lorsqu'il s'agit d'indicateurs aussi subjectifs que la perception de la qualité de l'air ou la confiance dans le système judiciaire.

Ces indicateurs sont difficilement comparables, malgré leur influence sur la satisfaction des gens à l'égard de la vie. De meilleures politiques nécessitent de bien comprendre ce qui améliore la vie du plus grand nombre, et le rapport *Comment va la vie ?* constitue une étape décisive de ce processus d'apprentissage : tout en dressant le bilan de la qualité des instruments de mesure du bien-être existants, il pose des jalons pour améliorer ces indicateurs dans les années à venir.

ISBN 9789264111615

BON DE COMMANDE

Abonnez-vous à *L'Observateur de l'OCDE*. Tarif spécial pour deux ans disponible sur www.observateurocde.org/abonnement.html

Oui, je souhaite m'abonner à *L'Observateur* pour 4 exemplaires et le volume *L'Annuel de l'OCDE*.

- € 69
 US\$ 90
 £ 47
 ¥ 9 700

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.

- Version anglaise ISSN 0029-7054
 Version française ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne : www.oecd-iibrary.org/fr, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	
Organisation	Profession
Adresse	
Code postal, Ville et Pays	

Téléphone
Fax
E-mail

Signature
Date

Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA
 Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 530 0039, Email : oecdna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK
 Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 604 640 E-mail : oecdrow@extenza-turpin.com

Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER	
N° de carte	Date d'expiration

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

OECD*iLibrary*

La nouvelle
bibliothèque
en ligne
de l'OCDE



PDF



WEB



XLS



DONNÉES

www.oecd-ilibrary.org



Participez à
l'élaboration
de solutions
face aux défis
mondiaux

Ne manquez pas
la Semaine
de l'OCDE
2012

Paris, 22-24 mai 2012



Bilan bancaire

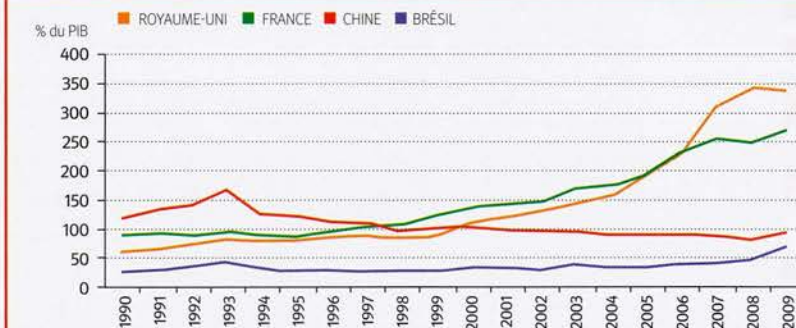
Qu'elles aient été suffisamment réformées ou non, peu d'institutions ont été autant passées au crible que les banques pendant la crise économique actuelle.

Mais quelles sommes contrôlent-elles réellement, et comment leur comportement peut-il avoir un tel impact sur nos économies ?

Pendant les années précédant la crise financière, les actifs totaux des plus grandes banques ont rapidement augmenté, en proportion du PIB, dans les plus grands pays de l'OCDE, selon *Bank Competition and Financial Stability*. En revanche, dans les économies émergentes, moins affectées par la crise, la proportion des actifs bancaires par rapport au PIB est restée stable. Dans le cas de la Chine, cette proportion a même diminué avant la crise financière.

L'augmentation proportionnelle des actifs des principales banques françaises et britanniques a été particulièrement importante depuis la fin des années 90. Les actifs des trois principales

Actifs bancaires Actifs totaux des trois principales banques, en % du PIB



Source : OCDE/base de données de The Banker

banques anglaises représentaient presque 340 % du PIB du Royaume-Uni à la veille de la crise financière mondiale, et ceux des trois principales banques françaises, 260 % du PIB de la France. En 1995, ce chiffre était de moins de 80 % pour les deux pays.

aggraver la crise, selon le rapport, et les auteurs soulignent le fait que certaines politiques publiques – les fusions imposées par exemple – peuvent avoir des conséquences néfastes sur la concurrence.

Voir www.oecd.org/finance-fr

Certaines des pratiques concurrentielles dans le secteur bancaire (ou leur absence) ont pu

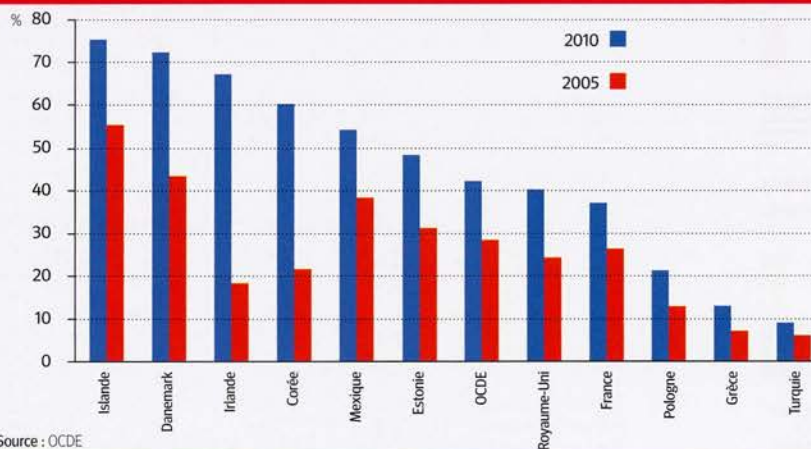
e-Gouv

Des Indignés au Printemps arabe, Internet est devenu l'un des moteurs des revendications populaires et du dialogue social. Les hommes politiques utilisent également Twitter ou Facebook pour entretenir les liens avec leurs électeurs (voir page 16). Mais les autorités publiques se servent-elles suffisamment d'Internet pour améliorer leurs interactions avec le public ?

La fourniture de services publics en ligne a bénéficié d'investissements importants au cours des dernières années, et le nombre de personnes utilisant ces services s'est par conséquent accru dans tous les pays de l'OCDE. Ce sont de bonnes nouvelles, car ces services sont plus pratiques pour les usagers, mais aussi moins coûteux pour tous les acteurs concernés, notamment dans le contexte actuel de restrictions et de coupes budgétaires dans le secteur public.

Entre 2005 et 2010, la proportion des 16-74 ans utilisant les services administratifs en ligne a augmenté de 28 à 42 % dans la zone OCDE.

Administration en ligne Utilisation d'Internet pour les services administratifs, % des 16-74 ans
























Source : OCDE





















Les pays nordiques sont en tête, avec plus de 70 % d'utilisateurs en Islande et au Danemark. La Turquie, la Grèce et l'Italie sont à la traîne, avec des taux d'utilisation de moins de 20 %, et peu de signes d'augmentation ces dernières années.

administratifs demeure plus bas que prévu, alors que le haut débit se répand. Il faut faire plus pour encourager le public à adopter les services en ligne, notamment utiliser des stratégies marketing pour les faire mieux connaître.

Même dans les pays les mieux classés, le taux d'utilisation d'Internet pour les services

Voir www.oecd.org/gov/egov/services

				variation par rapport à				niveau	
				la période	l'année			valeur	même période
				précédente	précédente			courante	année précédente
	Allemagne	Produit intérieur brut	T2-2011	0,1	2,8	Balance des comptes courants	T2-2011	4,9	4,9
		Production industrielle	T2-2011	1,9	9,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	6,1	7,2
		Prix à la consommation	T2-2011	0,7	2,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Australie	Produit intérieur brut	T2-2011	1,2	1,4	Balance des comptes courants	T2-2011	-2,1	-1,3
		Production industrielle	T2-2011	1,2	-3,3	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	4,9	5,3
		Prix à la consommation	T2-2011	0,9	3,6	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	5,0	4,7
	Autriche	Produit intérieur brut	T2-2011	0,7	3,5	Balance des comptes courants	T2-2011	2,9	3,3
		Production industrielle	T2-2011	1,1	9,0	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	4,1	4,5
		Prix à la consommation	T2-2011	1,5	3,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Belgique	Produit intérieur brut	T2-2011	0,5	2,3	Balance des comptes courants	T2-2011	-0,7	0,6
		Production industrielle	T1-2011	2,2	10,8	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	7,0	8,5
		Prix à la consommation	T3-2011	0,5	3,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Canada	Produit intérieur brut	T2-2011	-0,1	2,2	Balance des comptes courants	T2-2011	-3,6	-3,5
		Production industrielle	T2-2011	-1,2	1,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2011	7,2	8,0
		Prix à la consommation	T2-2011	1,4	3,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,2	0,9
	Chili	Produit intérieur brut	T2-2011	1,4	6,5	Balance des comptes courants	T2-2011	-1,7	-0,9
		Production industrielle	T1-2011	0,0	11,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	7,2	8,5
		Prix à la consommation	T3-2011	0,6	3,1	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	5,3	0,0
	Corée	Produit intérieur brut	T2-2011	0,9	3,4	Balance des comptes courants	T2-2011	1,1	2,7
		Production industrielle	T2-2011	0,0	6,7	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	3,4	3,5
		Prix à la consommation	T3-2011	1,4	4,8	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	3,5	2,5
	Danemark	Produit intérieur brut	T2-2011	1,0	1,7	Balance des comptes courants	T2-2011	5,6	4,0
		Production industrielle	T2-2011	3,3	3,1	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	7,3	7,5
		Prix à la consommation	T3-2011	-0,1	2,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,2	0,6
	Espagne	Produit intérieur brut	T2-2011	0,2	0,7	Balance des comptes courants	T2-2011	-4,2	-5,9
		Production industrielle	T2-2011	-1,4	-1,3	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	20,8	20,0
		Prix à la consommation	T2-2011	1,7	3,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Estonie	Produit intérieur brut	T2-2011	1,7	8,4	Balance des comptes courants	T2-2011	2,5	1,0
		Production industrielle	T2-2011	-0,5	26,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	12,8	17,9
		Prix à la consommation	T3-2011	0,9	5,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	1,3
	États-Unis	Produit intérieur brut	T2-2011	0,3	1,6	Balance des comptes courants	T2-2011	-3,1	-3,3
		Production industrielle	T2-2011	0,1	3,8	Taux de chômage harmonisé	T3-2011	9,1	9,6
		Prix à la consommation	T2-2011	1,7	3,4	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	0,2	0,4
	Finlande	Produit intérieur brut	T2-2011	0,6	2,7	Balance des comptes courants	T2-2011	0,2	2,6
		Production industrielle	T2-2011	2,8	4,8	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	7,8	8,5
		Prix à la consommation	T2-2011	0,9	3,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	France	Produit intérieur brut	T2-2011	0,0	1,7	Balance des comptes courants	T2-2011	-2,8	-1,5
		Production industrielle	T2-2011	-0,4	2,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	9,7	9,8
		Prix à la consommation	T2-2011	1,1	2,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Grèce	Produit intérieur brut	T1-2011	0,2	-5,5	Balance des comptes courants	T1-2011	-11,4	-14,4
		Production industrielle	T2-2011	-6,8	-11,5	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	16,7	12,1
		Prix à la consommation	T2-2011	2,4	3,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Hongrie	Produit intérieur brut	T2-2011	0,0	1,2	Balance des comptes courants	T2-2011	2,3	1,0
		Production industrielle	T2-2011	-2,2	4,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	10,9	11,3
		Prix à la consommation	T2-2011	1,6	4,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	6,7	6,1
	Irlande	Produit intérieur brut	T2-2011	1,6	2,3	Balance des comptes courants	T2-2011	-0,4	-0,5
		Production industrielle	T2-2011	-1,0	0,1	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	14,3	13,5
		Prix à la consommation	T2-2011	1,3	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Islande	Produit intérieur brut	T2-2011	-2,8	2,1	Balance des comptes courants	T2-2011	-7,0	-12,0
		Production industrielle	T1-2011	9,7	6,6	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	6,7	6,9
		Prix à la consommation	T2-2011	2,6	3,5	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	4,0	7,6
	Israël	Produit intérieur brut	T2-2011	0,9	5,0	Balance des comptes courants	T2-2011	-0,9	4,1
		Production industrielle	T2-2011	-1,4	-2,8	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	5,5	6,5
		Prix à la consommation	T2-2011	1,3	4,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	3,0	1,7
	Italie	Produit intérieur brut	T2-2011	0,3	0,8	Balance des comptes courants	T1-2011	-4,2	-3,5
		Production industrielle	T2-2011	1,3	1,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	8,0	8,6
		Prix à la consommation	T3-2011	0,6	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Japon	Produit intérieur brut	T2-2011	-0,5	-1,1	Balance des comptes courants	T2-2011	1,6	3,3
		Production industrielle	T2-2011	-4,1	-6,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	4,6	5,1
		Prix à la consommation	T2-2011	0,2	0,4	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	0,3	0,4
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T2-2011	0,3	1,9	Balance des comptes courants	T1-2011	-2,0	6,8
		Production industrielle	T2-2011	-3,9	-3,3	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	4,6	4,5
		Prix à la consommation	T3-2011	0,0	3,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9

			variation par rapport à				niveau		
			la période précédente	l'année précédente			valeur courante	même période année précédente	
	Mexique	Produit intérieur brut	T2-2011	1,1	3,6	Balance des comptes courants	T2-2011	..	..
		Production industrielle	T2-2011	0,6	..	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	5,5	5,5
		Prix à la consommation	T3-2011	0,4	3,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	4,8	5,0
	Norvège	Produit intérieur brut	T2-2011	0,4	0,3	Balance des comptes courants	T2-2011	13,2	12,2
		Production industrielle	T2-2011	-3,1	-8,1	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	3,3	3,6
		Prix à la consommation	T2-2011	0,6	1,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	3,0	2,7
	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T2-2011	0,1	0,7	Balance des comptes courants	T2-2011	-4,0	-3,3
		Production industrielle	T2-2011	-0,5	2,5	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	6,5	6,9
		Prix à la consommation	T2-2011	1,0	5,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	2,8	3,2
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T2-2011	0,2	1,8	Balance des comptes courants	T2-2011	9,4	5,2
		Production industrielle	T2-2011	-0,8	-1,2	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	4,2	4,5
		Prix à la consommation	T3-2011	0,1	2,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Pologne	Produit intérieur brut	T2-2011	1,1	4,5	Balance des comptes courants	T2-2011	-2,6	-3,3
		Production industrielle	T2-2011	1,8	7,1	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	9,5	9,6
		Prix à la consommation	T2-2011	1,5	4,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	4,7	3,8
	Portugal	Produit intérieur brut	T2-2011	0,0	-0,9	Balance des comptes courants	T2-2011	-10,3	-12,4
		Production industrielle	T2-2011	-1,6	-1,6	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	12,6	12,0
		Prix à la consommation	T2-2011	1,4	3,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	République Slovaque	Produit intérieur brut	T2-2011	0,9	3,5	Balance des comptes courants	T2-2011	-2,0	-2,2
		Production industrielle	T2-2011	1,6	7,6	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	13,3	14,5
		Prix à la consommation	T2-2011	1,0	3,9	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	République Tchèque	Produit intérieur brut	T2-2011	0,1	2,2	Balance des comptes courants	T2-2010	-3,6	-1,7
		Production industrielle	T2-2011	-0,3	8,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	6,9	7,3
		Prix à la consommation	T2-2011	0,6	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,2	1,2
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T2-2011	0,1	0,6	Balance des comptes courants	T1-2011	-2,5	-2,9
		Production industrielle	T2-2011	-1,6	-0,8	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	7,9	7,7
		Prix à la consommation	T2-2011	1,5	4,4	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	0,8	0,7
	Slovénie	Produit intérieur brut	T2-2011	0,1	1,0	Balance des comptes courants	T2-2011	-0,4	-2,9
		Production industrielle	T2-2011	0,8	4,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	7,9	7,3
		Prix à la consommation	T2-2011	2,2	1,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
	Suède	Produit intérieur brut	T2-2011	0,9	4,9	Balance des comptes courants	T2-2011	6,7	6,5
		Production industrielle	T2-2011	0,0	7,6	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	7,5	8,6
		Prix à la consommation	T2-2011	1,1	3,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,7	0,5
	Suisse	Produit intérieur brut	T2-2011	0,4	2,3	Balance des comptes courants	T2-2011	12,8	15,0
		Production industrielle	T2-2011	-0,4	2,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	3,4	4,1
		Prix à la consommation	T3-2011	-1,1	0,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	0,1	0,2
	Turquie	Produit intérieur brut	T2-2011	1,3	8,1	Balance des comptes courants	T2-2011	-9,9	-5,0
		Production industrielle	T2-2011	-5,5	7,7	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	9,2	10,6
		Prix à la consommation	T2-2011	2,5	5,9	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	..	..
	Zone euro	Produit intérieur brut	T2-2011	0,2	1,6	Balance des comptes courants	T2-2011	-0,8	-0,5
		Production industrielle	T2-2011	0,2	4,1	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	10,0	10,2
		Prix à la consommation	T2-2011	..	..	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	1,6	0,9
Non-membres									
	Afrique du Sud ²	Produit intérieur brut	T2-2011	0,3	3,2	Balance des comptes courants	T1-2011	-3,1	-4,4
		Production industrielle	T2-2011	..	..	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	..	..
		Prix à la consommation	T2-2011	1,9	4,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2011	5,5	6,3
	Brésil ²	Produit intérieur brut	T2-2011	0,8	3,1	Balance des comptes courants	T2-2011	..	..
		Production industrielle	T2-2011	-2,9	0,7	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	..	..
		Prix à la consommation	T2-2011	1,9	6,6	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	..	..
	Chine ²	Produit intérieur brut	T2-2011	..	..	Balance des comptes courants	T2-2011	..	..
		Production industrielle	T2-2011	..	..	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	..	..
		Prix à la consommation	T2-2011	0,5	5,7	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	4,7	2,5
	Fédération de Russie ¹	Produit intérieur brut	T2-2011	0,2	3,4	Balance des comptes courants	T2-2011	5,4	5,5
		Production industrielle	T2-2011	1,0	4,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	..	..
		Prix à la consommation	T2-2011	1,5	9,5	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	4,7	4,9
	Inde ²	Produit intérieur brut	T1-2010	5,0	11,3	Balance des comptes courants	T2-2011	..	..
		Production industrielle	T1-2011	0,8	7,7	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	..	..
		Prix à la consommation	T2-2011	0,7	8,9	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	..	..
	Indonésie ²	Produit intérieur brut	T2-2011	1,6	6,5	Balance des comptes courants	T2-2011	0,3	1,0
		Production industrielle	T2-2011	..	..	Taux de chômage harmonisé	T2-2011	..	..
		Prix à la consommation	T3-2011	1,8	4,7	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2011	6,9	7,0

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite basé sur différents indicateurs de l'activité économique, qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : 3 mois.

.. = données non disponibles.

¹Candidat à l'adhésion à l'OCDE

²Programme d'engagement renforcé

Source : Principaux indicateurs économiques, avril 2010.

Usines du monde

Malgré deux décennies d'externalisation et de mondialisation, l'industrie manufacturière des États-Unis était encore en 2009 la plus importante au monde. Cependant, sa part dans la valeur ajoutée mondiale avait diminué, passant de 22,7 % en 1990 à moins de 20 % en 2009.

Au cours de la même période, la Chine a suivi la tendance inverse, bondissant de 2,7 % à 17,5%. Elle a ainsi largement dépassé le Japon, qui représentait jusqu'alors la seconde industrie manufacturière mondiale. En vingt ans, la part de ce dernier a été ramenée de 17,7 % à 11,4 %.

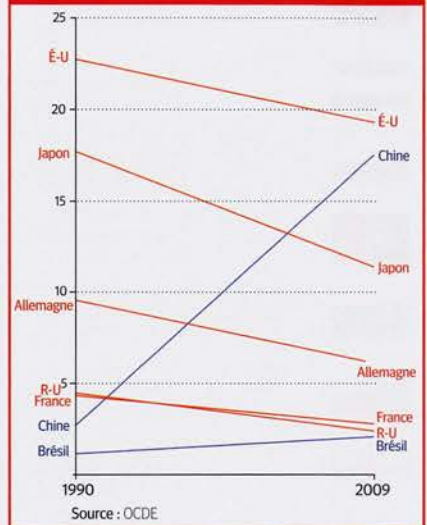
La montée en puissance de la Chine a fait augmenter la part de l'ensemble des marchés émergents. En 2009, les BRIIC (qui comprennent, outre la Chine, le Brésil,

la Russie, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud) représentaient environ 25 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, contre une part inférieure à 10 % en 1990.

Inversement, la part de plusieurs pays de l'OCDE s'est réduite. C'est notamment le cas de l'Allemagne, dont la part a reculé de 3%, pour ne représenter qu'à peine plus de 6 % du total. L'Union européenne ne représente plus que 17,5 % de l'industrie manufacturière mondiale.

Les deux seuls pays de l'OCDE ayant connu une légère amélioration sont l'Australie, qui a profité du boom des pays asiatiques pour atteindre 1 % du total, et le Mexique. La part qu'occupe ce dernier, économie émergente, dans l'industrie manufacturière mondiale, est passée de 1,3 % à 1,8 % du total.

Principales puissances manufacturières
% de la valeur ajoutée manufacturière mondiale, 1990-2009



Prudence nucléaire

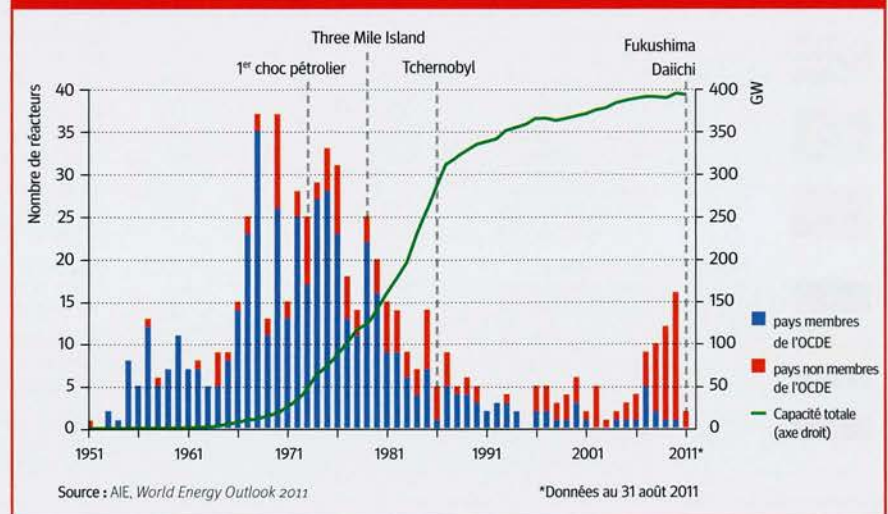
Depuis mars 2011, la tragédie de Fukushima a changé les perspectives de l'énergie nucléaire. Néé en 1954 avec la construction de la centrale d'Obninsk, près de Moscou, l'énergie nucléaire a connu une forte croissance dans les années 1960 et 1970. Elle a ensuite connu un net déclin dans les années 1980, en raison des coûts et des délais qu'elle requiert, ainsi que des inquiétudes quant à la sécurité soulevées par les accidents de Three Mile Island aux États-Unis, en 1979, et de Tchernobyl en Ukraine, en 1986. Cependant, depuis le milieu des années 2000, la capacité nucléaire mondiale s'est accrue de nouveau, du fait de la création de nouvelles centrales en Chine, d'augmentations de puissance et de l'allongement de la durée de vie de certains réacteurs dans d'autres pays. De fait, la construction de 16 nouvelles centrales nucléaires a démarré en 2010, un nombre inégalé depuis 1980. La Chine en représente 63 %, suivie par la Russie avec 13 %, tandis qu'une seule se trouve dans un pays de l'OCDE. En 2010, l'énergie nucléaire a produit 13 % de l'électricité mondiale, contre 18 % en 1996, année record. Début 2011, 30 pays détenaient 441 réacteurs nucléaires, et 17 autres, majoritairement extérieurs à la zone OCDE, ont annoncé leur intention de se doter de réacteurs.

Pourtant, Fukushima a contraint de nombreux gouvernements à revoir leurs projets. Selon l'AIE, partenaire de l'OCDE, de nombreux pays ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'énergie nucléaire, comme le Japon, la France et les États-Unis. Néanmoins, ces derniers ont tout de même réalisé des contrôles de sûreté sur site et des tests de résistance, tandis que la Chine

et l'Allemagne avaient temporairement suspendu l'approbation de nouveaux projets. Selon l'AIE, l'avenir à long terme du secteur demeure incertain.

Agence internationale de l'énergie (2011), *World Energy Outlook*. Voir aussi www.worldenergyoutlook.org

Construction de réacteurs nucléaires dans le monde, 1951-2011



Panorama des statistiques de l'OCDE



Le Panorama des statistiques de l'OCDE, publication-phare annuelle de l'OCDE, présente un ensemble de variables-clés concernant tout l'éventail des sujets traités par l'OCDE.

Chaque variable est présentée sur une double-page avec des définitions et aperçus des tendances récentes, des commentaires sur la comparabilité des données et des indications pour chercher des informations supplémentaires sur la page de gauche ; sur la page de droite se trouvent tableaux et graphiques présentant les données brutes. Dans certains cas, les tableaux et graphiques couvrent plus d'une page. Tous incluent des StatLinks, des liens URL vers les tableurs Excel® contenant les données sous-jacentes.

Pour consulter le *Panorama des statistiques de l'OCDE* en ligne, rendez-vous sur www.OECD-iLibrary.org/factbook

Pour commander livres et versions numériques, rendez-vous sur la librairie en ligne et recherchez « Panorama ». www.oecd.org/librairie

Pour télécharger la version iPhone, rendez-vous sur l'App Store. Versions Blackberry et autres smartphones disponibles sur www.oecd.org/publications/factbook

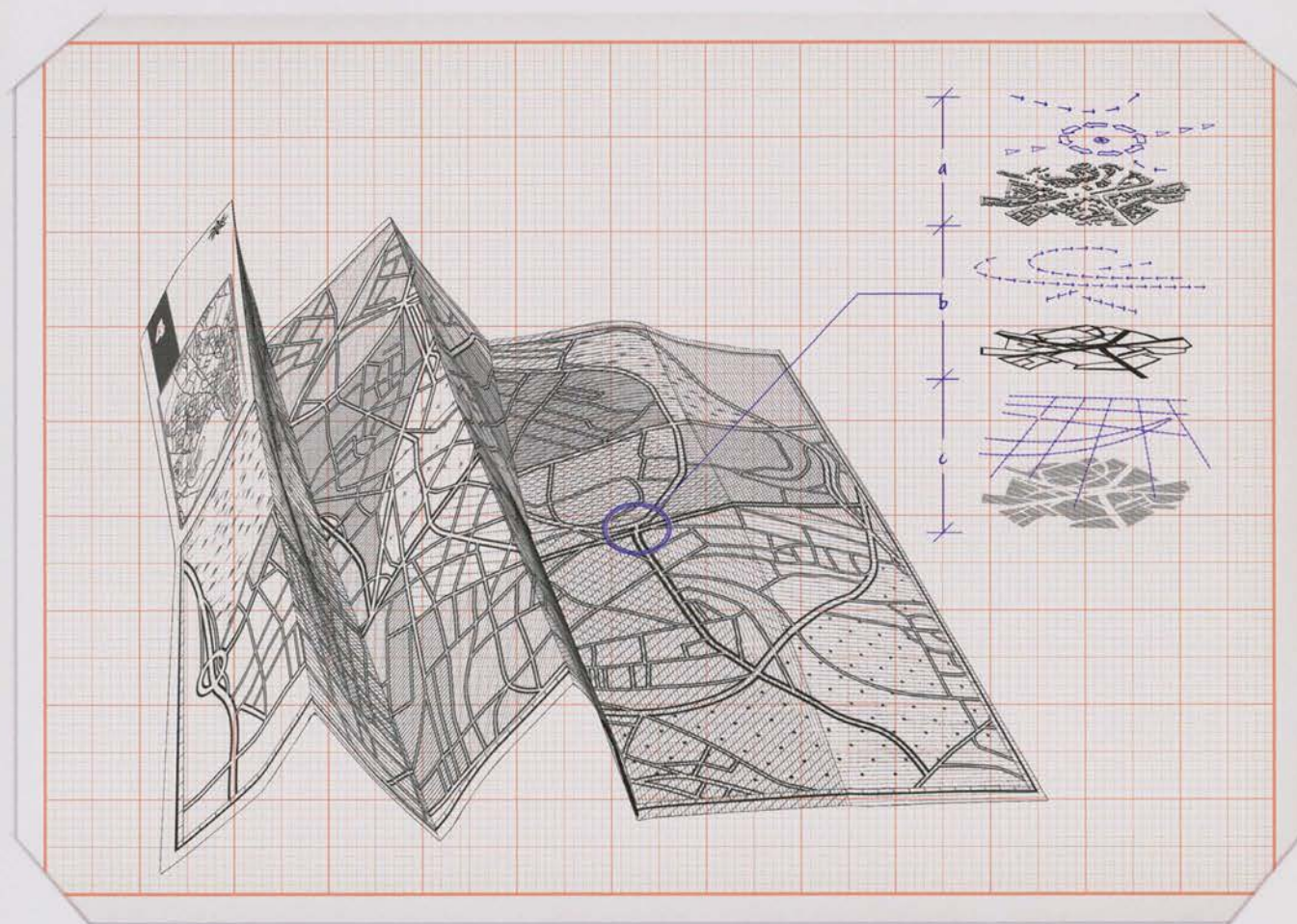
MODE D'EMPLOI

EAU

PROPRETÉ

ÉNERGIE

TRANSPORT



★ IRETC, EURO INSC. REG. 443 216 022 Paris

POUR NOUS, BIEN CONNAÎTRE LES VILLES PERMET DE TROUVER DES SOLUTIONS POUR L'ENVIRONNEMENT

Pour réguler les flux urbains de l'eau, de la propreté, de l'énergie et des transports, VEOLIA ENVIRONNEMENT innove et développe chaque jour des solutions durables adaptées aux enjeux de nos partenaires : les collectivités locales et les industries. Implantée dans les principales villes de 74 pays et portée par 312 000 collaborateurs, VEOLIA ENVIRONNEMENT affirme sa position de leader mondial des services à l'environnement.

INVENTER POUR L'ENVIRONNEMENT